

Marchés n°B131

**Marché de prestations d'aménagement
des mesures compensatoires et de
petits terrassements des sites hors DUP
du CSNE**

Cahier des Clauses Administratives Particulières
Commun aux trois lots

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	B131	T	C	MARC	ACHA	CSNE_	CCAP	2000-00	A



SOMMAIRE

1. Objet du marché public et dispositions générales	5
1.1. Présentation sommaire du projet	5
1.2. Objet du marché public	5
1.3. Forme et découpage du marché public	5
1.4. Lieux d'exécution	6
1.5. Obligations du Titulaire.....	6
1.6. Engins de guerre	11
1.7. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier	11
1.8. Matériaux dangereux ou à pollution anthropique	13
1.9. Lutte contre le travail dissimulé.....	14
1.10. Forme des notifications - informations au Titulaire - Ordres de service	15
1.11. Modification en cours d'exécution des prestations	16
1.12. Clause d'audit	17
1.13. Langue applicable	18
1.14. Financement européen.....	18
1.15. Transfert des droits et obligations contractés par le maître d'ouvrage	18
2. Intervenants	19
2.1. Maître d'ouvrage	19
2.2. Assistants au maître d'ouvrage / conduite d'opération	19
2.3. Maître d'œuvre.....	19
2.4. Maître d'œuvre unique (article R214-120 du code de l'environnement)	19
2.5. Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé.....	19
2.6. Ordonnancement, Pilotage et Coordination	19
2.7. Autres intervenants	20
2.8. Titulaire.....	20
2.9. Sous-traitance.....	25
3. Pièces constitutives du marché public.....	29
3.1. Pièces contractuelles particulières.....	29
3.2. Pièces contractuelles générales	31
3.3. Pièces non contractuelles	32
4. Délais d'exécution.....	33
4.1. Délais du marché	33
4.2. Prolongation, ajournement et interruption des délais d'exécution	34
5. Modalités de détermination du prix.....	38
5.1. Nature des prix – TVA – Unité monétaire	38
5.2. Contenu des prix.....	38
5.3. Augmentation du montant des fournitures et prestations	43
5.4. Variation des prix	43
5.5. Règlement des comptes au Titulaire.....	44
5.6. Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	48





6. Pénalités, retenues provisoires et primes	49
6.1. Pénalités	49
7. Clauses de financement et de sûreté.....	56
7.1. Avance	56
7.2. Retenue de garantie	57
7.3. Nantissement.....	57
7.4. Cautionnement.....	57
8. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	58
8.1. Provenance des matériaux et produits	58
8.2. Démarche pour l'établissement de l'équivalence des normes	58
8.3. Opérations de vérification	59
9. Implantation des ouvrages.....	60
9.1. Piquetage général	60
9.2. Découverte de réseau non-identifié ou inconnu	60
10. Préparation – Coordination et exécution des prestations.....	61
10.1. Connaissance des lieux et des documents	61
10.2. Terrains mis à disposition par le maître d'ouvrage	61
10.3. Période de préparation.....	63
10.4. Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détails	64
10.5. Installations de chantier	67
10.6. Hygiène et sécurité	69
10.7. États des lieux	73
10.8. Programme d'exécution et Plans de management de la Qualité et du dÉveloppement durable	74
10.9. Journal de chantier	75
10.10. Réunions	76
10.11. Rapport d'activité	77
10.12. Procédures administratives à la charge du Titulaire	78
10.13. Aménagement des voiries et accès aux emprises.....	79
10.14. Réparations des Dégradations causées aux voies et espaces publics	79
11. Réception des prestations.....	80
11.1. Réception des prestations	80
12. Garanties contractuelles	82
12.1. Garantie particulière de reprise des vegetaux	82
13. Confidentialité	83
13.1. Principe	83
13.2. Exceptions.....	84
13.3. Durée de l'engagement de confidentialité.....	84
13.4. Référent Confidentialité	84
14. Conflits d'intérêts.....	86
15. Propriété intellectuelle	87





15.1. Connaissances antérieures	87
15.2. Régime des résultats.....	87
15.3. Régime des données.....	87
16. Protection des données à caractère personnel.....	88
16.1. Principes généraux.....	88
16.2. Engagements du Titulaire	88
16.3. Sous-traitance.....	89
16.4. Droit des personnes concernées.....	89
16.5. Notification des violations de données à caractère personnel	89
16.6. Non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel	90
16.7. Cas particulier des données personnelles recueillies par le maître d'ouvrage.....	90
17. Résiliation du marché.....	91
17.1. Généralités.....	91
17.2. Résiliation aux torts du Titulaire	91
17.3. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	92
18. Règlement des différends et litiges	93
18.1. Demande de rémunération complémentaire et/ou d'extension de délai.....	93
18.2. Règlement des différends	93
18.3. Prévention des litiges.....	94
18.4. Loi applicable et compétence juridictionnelle	94
19. Responsabilités - Assurances.....	95
19.1. Responsabilités	95
19.2. Assurances	96
20. Dispositions diverses.....	99
20.1. Objectifs et recours au dispositif de la démarche grand chantier.....	99
20.2. Interprétariat	101
20.3. Engagement en matière d'accès aux petites et moyennes entreprises	101
20.4. Valorisation touristique du chantier	102
20.5. Communication	102





1. OBJET DU MARCHE PUBLIC ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1. PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

Le Canal Seine-Nord Europe (CSNE), grand projet d'aménagement du territoire alliant performance technique, respect de l'environnement et sécurité, doit relier Compiègne, dans l'Oise, à Aubencheul-au-Bac, dans le Nord.

Ce canal à grand gabarit de 107 kilomètres de long et de 54 mètres de large (4,50m de profondeur) est un maillon essentiel de la liaison fluviale Seine-Escaut, qui connectera le réseau français aux 20 000 km de voies européennes. Il permettra ainsi le développement du transport fluvial, solution écologique de transport de marchandises, et facteur de compétitivité des productions et d'attractivité des territoires. Ce grand chantier est un investissement de plus de 5 milliards d'euros financé par l'Union Européenne, la France et les Collectivités territoriales qui pilotent la Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE), établissement public local qui en assure la maîtrise d'ouvrage.

Le Canal Seine-Nord Europe pourra accueillir des péniches mesurant jusqu'à 185 mètres de long et 11,40 mètres de large (bateaux de gabarit européen Vb).

Ce projet de canal est porté par la Société du Canal Seine-Nord Europe, établissement public local, maître d'ouvrage du projet.

1.2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public consiste en la réalisation de prestations de mesures compensatoires hors emprises des secteurs 2, 3 et 4 dans le cadre du projet de construction du Canal Seine-Nord Europe (CSNE).

Les impacts environnementaux et sylvicoles provoqués par le projet CSNE font l'objet de mesures de compensation dès lors qu'ils n'auront pas été réduits ou évités.

A l'échelle du Canal Seine-Nord Europe, plus de 1 100 ha seront destinés à la mise en œuvre du programme de compensation écologique.

Une partie de cette surface de compensation sera réalisée dans les emprises foncières du projet, correspondant plus ou moins aux délaissés et aux dépôts. L'autre partie sera réalisée en dehors des emprises.

Parmi les sites de compensation localisés en dehors des emprises du projet se trouvent les trois sites suivants, objet du présent marché :

- le site " Vallée de la Somme à Villers-Carbonnel et basse vallée de l'Omignon " ;
- le site " Vallée de l'Ingon à Nesle " ;
- le site « Vallée de la Somme à Cléry-sur-Somme et Biaches »

Le Titulaire sera désigné par le terme « Titulaire » ci-après.

La consistance et la description des prestations figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) spécifique à chaque lot.

1.3. FORME ET DECOUPAGE DU MARCHE PUBLIC

1.3.1. Forme du marché public

Le présent marché public est un marché public non fractionné.





1.3.2. Décomposition en lots

La consultation est décomposée en trois lots de prestations valant marché, conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique (CCP) :

- Lot A – Prestations de mise en œuvre des mesures écologiques et de petits terrassements sur le site " Vallée de la Somme à Villers-Carbonnel et basse vallée de l'Omignon " ;
- Lot B – Prestations de mise en œuvre des mesures écologiques et de petits terrassements sur le site " Vallée de l'Ingon à Nesle " ;
- Lot C – Prestations de mise en œuvre de mesures écologiques et de petits terrassements sur le site « Vallée de la Somme à Cléry-sur-Somme et Biaches ».

1.3.3. Décomposition en tranches

Le présent marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches.

1.4. LIEUX D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées sur le périmètre suivant :

- **Lot A** : le site de compensation « Vallée de la Somme à Villers-Carbonnel et basse vallée de l'Omignon », composé de trois entités distinctes ;
- **Lot B** : le site de compensation « Vallée de l'Ingon à Nesle » composé de deux entités distinctes ;
- **Lot C** : le site de compensation « Vallée de la Somme à Cléry-sur-Somme et Biaches » composé de deux entités distinctes :

1.5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE


1.5.1. Obligation de sécurité

Le Titulaire est tenu de s'assurer en permanence des conditions de sécurité et d'hygiène relativement au site dont il a la garde. À ce titre il s'assure de la gestion des accès au chantier et de la conformité de la signalisation de chantier, il coopère avec le coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS), le Maître d'Œuvre (MOE) et le Maître d'Ouvrage (MOA), sur tous les sujets relatifs à la sécurité. Il garantit la sécurité de son personnel, du personnel des cotraitants, sous-traitants, locatiers, fournisseurs, prestataires et d'une manière générale de tout personnel extérieur amené à circuler ou travailler sur le chantier dont il a la garde, dans le respect des prescriptions du marché.

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application aujourd'hui codifiés aux articles L4532-18 et R4532-1 à R4532-98 du Code du Travail.

L'opération, dans laquelle le présent marché s'insère, est classée en première catégorie et remplit les conditions fixées par les dispositions du Code du Travail pour être assujettie aux dispositions prévues par ce décret concernant :

- la déclaration préalable,
- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS),
- la constitution d'un collège interentreprises de la sécurité, de la santé et des conditions de travail (CISSCT),
- la préparation d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS),



Un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé est nommé par le Maître d'Ouvrage : les modalités pratiques de son intervention sont définies en annexe au présent CCAP dans le cadre du PGCSPS. Ce dernier est à observer scrupuleusement.

Le Titulaire est également tenu de respecter le schéma directeur de la prévention (SDP) établi par la SCSNE. En application de ce SDP, le Titulaire identifiera le référent « Santé Sécurité Sureté » au sein de son organisation.

Il est également ici expressément rappelé les obligations spécifiques du Titulaire figurant aux articles L4121-1 à L4121-5 et L4122.1 et 2 du Code du Travail relatifs aux Principes généraux de Prévention. Ces obligations s'appliquent à son personnel ainsi qu'aux personnels des sous-traitants, fournisseurs, prestataires et locataires qui pourraient être amenés à se rendre sur le chantier dont il a la charge.

D'une manière générale, le Titulaire s'assure en permanence de l'adéquation entre les matériels et matériaux utilisés et la santé et la sécurité des salariés.

1.5.2. Obligation de résultat

Le Titulaire s'engage sur une obligation générale de résultat portant sur :

- la réalisation des prestations objet du marché tels que décrits au CCTP du ou des lots concernés, dans les conditions techniques et de qualité qui y sont décrites, conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, aux règles de l'art et aux droits des tiers, en parfait état de finition et de fonctionnement, exempts de vices, répondant aux objectifs, données et contraintes du projet ;
- la prise en compte de toutes les sujétions normalement prévisibles ;
- la prise en considération des changements de lois, règlements et normes en vigueur qui seraient susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché public, pour autant que ceux-ci s'appliquent de manière obligatoire aux prescriptions de celui-ci ; tout défaut de prise en compte de ces évolutions et d'anticipation de ces dernières expose le Titulaire à une reprise à ses frais des prestations réalisées ;
- le respect du calendrier et notamment des délais partiels d'exécution ;
- le respect des conditions d'hygiène et de sécurité découlant notamment de la réglementation en vigueur et notamment du code du travail, des prescriptions du plan général de coordination sécurité et protection de la santé (PGCSPS) et du schéma directeur de la prévention (SDP) et des instructions et procédures attenantes dans leur version initiale ou amendées en cours d'exécution de marché par le CSPS, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ;
- le respect de toutes prescriptions au titre de la sécurité des biens et des personnes décrites au marché ou qui pourrait être prescrites en cours de marché par le CSPS, le Maître d'Œuvre, ou le Maître d'Ouvrage ;
- le respect des prescriptions environnementales découlant de la réglementation en vigueur et notamment du code de l'environnement, des prescriptions de la notice de respect de l'environnement et du développement durable, de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale et d'une manière générale de toutes prescriptions au titre de la protection de l'environnement décrites au marché ou qui pourraient être prescrites en cours de marché par le MOE ou par le MOA.

1.5.3. Obligation de moyens en personnel et matériel

Le Titulaire s'engage, pour l'exécution des prestations, à affecter le personnel et les moyens matériels prévus dans son offre, notamment s'agissant de la qualification des personnels, des performances des équipements ou des durées d'affectation. Il consacre à l'accomplissement des prestations les moyens humains et matériels nécessaires afin de respecter les délais d'exécution fixés par le présent marché.



1.5.4. Devoir de Conseil

Sans préjudice des dispositions de l'article 46 du CCAG FCS – Règlement des différends entre les parties – le Titulaire est tenu, en permanence, de s'assurer des conditions d'exécution des prestations prévues par le marché.

À ce titre, il a l'obligation de signaler, dès qu'il doit en avoir connaissance, par écrit au MOE avec copie au MOA, l'existence de toute situation, quelle qu'en soit sa nature, qu'il estime non prévue au marché et qui serait susceptible d'avoir des incidences sur les délais d'exécution ou les coûts du marché, et élabore avec diligence des propositions visant à en pallier les conséquences.

Les situations visées dans le présent article concernent celles qu'un entrepreneur normalement compétent ne peut méconnaître dans le cadre de la période de préparation ou lors de l'exécution du marché.

Dans le cas où le Titulaire présenterait une demande de rémunération complémentaire consécutive à une situation qu'il n'aurait pas signalée suivant le processus décrit à cet article ou qu'il aurait signalée trop tardivement, au plus tard dans un délai de plus de quinze (15) jours à compter du moment où il aurait dû en avoir connaissance, cette demande serait rejetée pour ce seul motif.

1.5.5. Évolution réglementaire et normative

Dès qu'il a connaissance d'une évolution de la réglementation ou des normes étant susceptibles d'avoir des incidences sur les prestations réalisées, les délais de réalisation des prestations, les coûts de réalisation des prestations, ou de façon générale sur les prestations objet du marché, le Titulaire est tenu d'en informer le MOE et le MOA.

À l'appui de cette information, il devra préciser dans une note spécifique la nature de cette évolution, la nature des incidences sur son marché, notamment tant en termes technique, financier, garanties, ainsi qu'en termes d'impact sur le planning.

La décision d'intégrer cette évolution technique au marché sera, le cas échéant, notifiée au Titulaire au plus tôt par le Maître d'Ouvrage. S'il y a lieu, un avenant sera signé entre les parties afin d'intégrer les modifications du marché, notamment en termes de délais et de prix.

Le défaut de respect de cette procédure par le Titulaire l'expose à devoir supporter les conséquences de la mise en œuvre de cette évolution de réglementation ou de normes impactant les prestations ou leur mode de réalisation.


1.5.6. Obligation de protection de l'environnement et développement durable

A) Dispositions générales

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il réalise respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des espaces environnants et de sécurité des personnes tiers à l'opération. Il veille à respecter également chacune des prescriptions données par l'arrêté préfectoral d'Autorisation Environnementale, ainsi que l'ensemble des engagements pris par le MOA à travers le dossier de demande d'autorisation correspondant.

Plus particulièrement, le Titulaire identifiera les nuisances potentielles de ses activités sur l'environnement et prendra toutes les mesures possibles pour les prévenir. Il met en place les suivis utiles à la vérification de l'efficacité de ces mesures environnementales et au minimum ceux prévus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et l'arrêté autorisant les travaux de construction du CSNE Secteurs 2 à 6. Un reporting régulier est produit par le Titulaire en vue d'informer le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage et les services de l'État. Ce reporting est réalisé en conformité avec les dispositions de l'arrêté autorisant les travaux de construction du CSNE Secteurs 2 à 6.





En outre, le Titulaire dispose d'un responsable Environnement au sein de son organisation dont les tâches sont de coordonner et contrôler la mise en œuvre des mesures, engagements, et prescriptions figurant à l'arrêté préfectoral autorisant les travaux de construction du CSNE Secteurs 2 à 6 ainsi qu'au dossier de demande d'autorisation correspondant.

Ces éléments sont formalisés au sein d'un Plan de Management du Développement Durable (PMDD-Entreprise), déclinant le schéma organisationnel du plan de management Développement Durable (SOPMDD-Entreprise) transmis avec son offre. Ce document est conforme aux exigences réglementaires et aux pièces du présent marché.

De plus, et en complément des dispositions de l'article 20.4 du CCAG FCS, le Titulaire effectue le suivi de la gestion des déchets conformément à son Plan de Suivi et d'Élimination des Déchets (PSED) établi en période de préparation sur la base du SOSED présenté à l'offre. Ce document est soumis au VISA du maître d'œuvre au cours de la période de préparation.

Par ailleurs, le Titulaire effectue la prise en compte des prescriptions environnementales découlant de la réglementation en vigueur et notamment du code de l'environnement, du dossier de demande d'autorisation environnementale, des prescriptions de la notice du développement durable, de l'arrêté préfectoral autorisant les travaux de construction du CSNE Secteurs 2 à 6 et d'une manière générale de toutes prescriptions au titre de la protection de l'environnement décrites au marché ou qui pourraient être prescrites en cours de marché par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage.

B) Dispositions particulières relatives à la découverte d'espèces protégées

Les obligations du Titulaire relativement à la découverte et à la gestion sur le chantier des espèces protégées sont les suivantes :

- intégration systématique par le Titulaire au sein de son système QSSE, d'une procédure environnementale de gestion des espèces protégées (annexe au PMDD),
- intégration systématique, à tout constat d'état des lieux d'entrée, des résultats du repérage des espèces protégées, y compris le repérage des espèces protégées situées en bordures directes des emprises du chantier,
- obligation pour le Titulaire de signaler au MOE et au MOA la découverte de toute espèce protégée sur le chantier non identifiée aux pièces du marché,
- obligation pour le Titulaire de participer à l'ensemble des réunions nécessaires à la mise au point des mesures correctives,
- obligation pour le Titulaire de mettre en œuvre les prescriptions supplémentaires décidées par le maître d'ouvrage et/ou les services instructeurs le cas échéant,

Au moment de la découverte d'une espèce protégée, non identifiée dans les données disponibles au moment de l'entrée en vigueur du contrat :

- arrêt immédiat du chantier, à l'initiative du Titulaire au droit de la découverte,
- information sans délai du MOA et MOE de la découverte,
- obligation pour le Titulaire de procéder à la mise en défens immédiate des emprises concernées et une signalisation interdisant l'accès et indiquant le nom de l'espèce,
- mise en œuvre des mesures conservatoires éventuelles à mettre en œuvre et des conditions de poursuite de l'exécution des prestations décidées par le Maître d'Ouvrage après consultation du Titulaire et du Maître d'Œuvre,
- traçage de l'incident dans le système QSSE du chantier et mise à jour du PMDD,



- réalisation par le Titulaire d'une inspection environnementale interne (à la charge du Titulaire du marché) visant à définir les raisons pour lesquelles cette espèce protégée n'a pas été découverte plus tôt. L'inspection peut impliquer autant de réunions que nécessaires entre le MOE et les opérateurs économiques en charge des prestations dans la zone de découverte. Cette inspection pourra notamment permettre au Titulaire de justifier qu'il a bien mis en œuvre les mesures d'évitement et de réduction (E&R) prévues au marché,
- obligation pour le Titulaire de participer à l'ensemble des réunions nécessaires à la mise au point des mesures correctives puis obligation pour le Titulaire de mettre en œuvre les prescriptions supplémentaires décidées par les services de l'État, le Maître d'Ouvrage, et/ou le Maître d'Œuvre.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une découverte d'espèce protégée pour obtenir une modification quelconque du programme d'exécution, que si son absence de responsabilité est avérée.

C) Dispositions particulières relatives aux espèces exotiques envahissantes

Les obligations du Titulaire, relatives à la découverte et à la gestion sur le chantier des espèces exotiques envahissantes sont les suivantes :


- intégration systématique, à tout constat d'état des lieux d'entrée, des résultats du repérage des espèces envahissantes, y compris le repérage des espèces envahissantes situées en bordures directes des emprises du chantier,
- intégration systématique par le Titulaire au sein de son système QSSE, d'une procédure environnementale de gestion des espèces exotiques envahissantes (annexe au PMDD),
- participation à l'ensemble des réunions nécessaires à la mise au point des mesures correctives,
- mise en œuvre des prescriptions supplémentaires décidées par le MOA et/ou les services instructeurs.

Au moment de la découverte d'une nouvelle station d'espèce exotique envahissante, non identifiée dans les données disponibles au moment de l'entrée en vigueur du contrat :

- arrêt immédiat du chantier, à l'initiative du Titulaire au droit de la découverte,
- information sans délai du MOA et du MOE de la découverte et précision des mesures qui seront prochainement mises en œuvre,
- évaluation des mesures à mettre en œuvre et les conditions de poursuite de l'exécution des prestations,
- réalisation d'une inspection environnementale interne ayant pour objectif de vérifier que la découverte n'est pas consécutive à un défaut de mise en œuvre des mesures Évitement et Réduction ou à une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux non autorisés. Cette enquête peut impliquer autant de réunions que nécessaires entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les opérateurs économiques en charge des prestations dans la zone de découverte de l'espèce exotique envahissante,
- interdiction pour le Titulaire de couper, faucher, débroussailler l'espèce découverte, et de procéder au terrassement et à l'enlèvement des terres contaminées par cette espèce avant validation par le maître d'œuvre et présentation au maître d'ouvrage des mesures prises,
- traçage de l'incident dans le système QSSE du chantier et mise à jour du PMDD,
- obligation pour le Titulaire de mettre en œuvre des prescriptions supplémentaires décidées par le maître d'ouvrage et/ou les services de l'État le cas échéant.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une découverte d'espèce exotique envahissante pour obtenir une modification quelconque du programme d'exécution, que si son absence de responsabilité est avérée. Cette





absence de responsabilité devra être documentée en se basant sur les reporting et les suivis des mesures environnementales mises en œuvre dans le cadre du chantier (mise en défens, respect des protocoles, absence d'apports extérieurs de terres contaminées, ...)

1.5.7. Obligation de Qualité

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG s'appliquent. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG FCS concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser pour les fournitures et réalisation des prestations.

Pour les besoins de l'exécution du marché, le Titulaire établira et mettra en œuvre un plan de management de la qualité (PMQSSE) :

- respectant les éléments du Système de Management de l'Opération (SMO) tel que défini par le maître d'ouvrage ;
- comportant un contrôle intérieur avec contrôle interne et contrôle externe ;
- conforme aux prescriptions du marché et cohérent avec le SOPMQ remis à l'offre ;
- incluant l'ensemble des prestations prévues au marché, y compris celles réalisées par les cotraitants, sous-traitants, fournisseurs, prestataires et locataires, qu'il s'agisse des études d'exécution, des ouvrages définitifs, des ouvrages provisoires, des travaux spéciaux, etc.

Le Titulaire s'assure en permanence du respect de l'application du PMQSSE et de l'adéquation entre les matériels et matériaux utilisés et la santé et la sécurité des salariés.

Le titulaire est également responsable de la mise à jour du PMQSSE.

1.6. ENGINS DE GUERRE

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le tracé du projet traverse des zones où se sont déroulées des batailles importantes et meurtrières lors des première et seconde guerres mondiales et que le site est donc susceptible de contenir un nombre significatif d'engins de guerre non explosés et/ou toxiques.

Les prescriptions de l'article 32 du CCAG travaux s'appliquent, elles sont complétées par les prescriptions ci-après.

Le maître d'ouvrage a noué un partenariat avec la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC) relativement à la prévention des risques pyrotechniques et à l'enlèvement et la destruction des engins de guerre découverts sur le chantier. La DGSCGC assure :

- les actions de sensibilisation des personnels à ce risque : il appartient au titulaire de solliciter la DGSCGC dans le cadre de cette convention en vue de faire réaliser par celle-ci des sessions de sensibilisation pour tous les chefs de chantier, conducteurs d'engins, personnels à pied susceptibles d'intervenir sur site lors de tous travaux en lien avec le terrain ou la manipulation de matériaux du site,
- la délivrance des procédures à suivre en cas de découverte de tels objets ou engins,
- les opérations de déminage,
- les opérations d'enlèvement.

Il a également été procédé à la réalisation d'une étude cartographique définissant un zonage du risque (zones à risques faibles, zones à risque modéré, zones à risque fort). Cette cartographie, les mesures à mettre en œuvre, ainsi que la convention SCSNE/DGSCGC figurent en annexe à l'instruction pyrotechnique du maître d'ouvrage et figurant aux pièces du marché.



Dans le cadre de la période de préparation avant le démarrage de tous travaux sur site, le titulaire établira sa propre procédure de gestion du risque pyrotechnique lié à la présence d'engins de guerre dans les emprises et la soumettra à l'approbation du CSPS et du maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de solliciter la tenue d'une session de sensibilisation de son personnel auprès de la DGSCGC au moins un (1) mois avant l'intervention de ceux-ci sur le chantier. Ainsi, tous les chefs de chantier et tous les conducteurs d'engins manipulant la terre ou le terrain devront suivre une demi-journée de sensibilisation sur les risques et protocoles à suivre en cas de découverte d'engins pyrotechniques, au centre de Déminage de Laon, avant le démarrage de leur intervention.

Les règles et procédures spécifiques liées à la découverte des engins de chantier sont précisées en annexe au CCAP et au PGCSPS. Elles sont à respecter scrupuleusement à peine d'application des pénalités sécurité correspondantes.

Ainsi, avant tout travaux, le titulaire doit communiquer au service de déminage la localisation, la nature et le calendrier détaillé des travaux à réaliser.

En cas de découverte fortuite sur le chantier d'engins de guerre non explosés ou douteux lors de la réalisation d'excavations, de fouilles, de démolition ou de toute autre opération, le titulaire informe immédiatement le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'autorité en charge de faire procéder à l'enlèvement des engins. Il stoppe immédiatement les travaux dans la zone concernée et en balise l'aire. Le titulaire avertit immédiatement la DGSCGC dans le cadre de la convention liant la SCSNE et la DGSCGC, avec copie au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au CSPS. Il est alors convenu avec la DGSCGC des modalités de déminage et d'enlèvement de l'engin.

En cas de découverte d'un engin de guerre, le titulaire respecte l'instruction définie par le maître d'ouvrage et figurant aux pièces du marché.

Par dérogation au c) de l'article 32.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne doit reprendre les travaux qu'après avoir reçu du service de déminage mentionné ci-dessus, la confirmation de la fin de son intervention.

Le titulaire est responsable de la garde des engins jusqu'à leur prise en charge soit par la gendarmerie, soit par le service de déminage.

Ces consignes générales ne font pas obstacle aux consignes particulières mises au point en cours de travaux avec le service spécialisé de déminage précité et le Coordonnateur SPS.

Par dérogation à l'article 32.3 du CCAG Travaux, les dépenses liées aux dispositions de prévention édictées par le service de déminage sont à la charge du titulaire.

En outre, le titulaire doit contracter toutes les assurances utiles et les faire accepter. À ce titre, le titulaire doit inclure dans sa police d'assurance couvrant la réalisation des travaux ce risque et le faire préciser sur l'attestation à fournir au maître d'ouvrage avec les éléments d'appréciation permettant de vérifier et éventuellement de demander des garanties complémentaires.

Les dépenses liées au déminage et à l'évacuation des engins explosifs sont à la charge du maître d'ouvrage.

En complément, et en application de l'article 53.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra décider de l'ajournement des travaux en fonction de l'importance des découvertes, en vue de faire procéder à des traitements spécifiques de dépollution le cas échéant.

Par dérogation à l'article 32.1 du CCAG Travaux les arrêts de moins de deux (2) jours ouvrables consécutifs, relatifs à la découverte d'engins explosifs, ne donnent lieu ni à indemnité, ni à prolongation de délai.

Pour autant que les prescriptions qui viennent d'être énumérées soient observées, les risques non susceptibles d'être couverts par les assurances seront considérés comme entrant dans le cadre de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et son ordonnance n° 58-1453 du 31 décembre 1958 la modifiant et la complétant.





1.7. MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER

Les prescriptions de l'article 33 du CCAG Travaux s'appliquent en intégralité. Elles sont complétées par les prescriptions ci-après.

En cas de découverte fortuite sur le chantier de matériaux, objets et vestiges lors de la réalisation d'excavations de fouilles de démolition ou de toute autre opération, le titulaire informe immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Il stoppe immédiatement les travaux dans la zone concernée conformément aux dispositions de l'article 4.3.3 ci-dessous et en balise l'aire.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage les situations ci-dessus et de les informer des possibilités de poursuivre ou non les travaux tout en suspendant l'exécution des travaux sur les zones concernées.

L'instruction pyrotechnique mentionnée au paragraphe précédent reprend également les consignes quant à la préservation des vestiges de guerre en lien avec la Commonwealth War Graves Commission (CWGC). Il convient de respecter ces consignes à la lettre.

En complément, et en application de l'article 53.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra décider de l'ajournement des travaux d'une manière plus large en fonction de l'importance des découvertes.

Par dérogation à l'article 33.4 du CCAG Travaux, les arrêts de moins de deux (2) jours ouvrables consécutifs, relatifs à la découverte de vestiges humains ou archéologiques, ne donnent lieu ni à indemnité, ni à prolongation de délai.

1.8. MATERIAUX DANGEREUX OU A POLLUTION ANTHROPIQUE

Préalablement à la notification du marché, le Maître d'Ouvrage a procédé à une identification des zones présentant un risque de pollution et à des investigations de terrain qui ont permis d'identifier les sites contenant des matériaux pollués. Les résultats de cette caractérisation préalable, notamment l'identification des sites présentant une pollution avérée, sont portés à l'attention du Titulaire dans les documents particuliers du marché (annexe au CCAP).

En complément de cette caractérisation préalable, un contrôle de conformité mis en œuvre sous la forme d'un contrôle visuel et organoleptique des matériaux extraits, est à réaliser par le Titulaire afin d'identifier en continu les matériaux présentant une suspicion de toxicité ou de dangerosité.

En cas de découverte de matériaux polluants, pollués ou présentant une suspicion de toxicité ou de dangerosité sur une zone à pollution anthropique avérée, le Titulaire ne pourra prétendre à une quelconque prolongation du délai de réalisation des prestations, y compris dans le cas où il aurait suspendu son activité sur la zone concernée afin de procéder à l'évacuation desdits matériaux.

En cas de découverte fortuite, dans le cadre du contrôle de conformité continu en cours d'excavation, de matériaux présentant une suspicion de toxicité ou de dangerosité sur une zone non identifiée comme à risque de pollution lors des caractérisations préalables, le Titulaire doit :

- suspendre l'activité dans le secteur concerné et y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisations, balises etc. ;
- informer le maître d'œuvre et définir avec lui les modalités de poursuite de l'activité (sur une zone connexe à celle de la zone d'excavation concernée par la non-conformité ou l'anomalie par exemple) ou suspendre le travail sur la zone concernée par l'anomalie ou la non-conformité ;
- procéder à une caractérisation préalable des terres excavées concernées par la non-conformité ou l'anomalie ;



- procéder à l'évacuation des terres caractérisées dangereuses vers le lieu de leur élimination ou traitement en installation classée pour la protection de l'environnement ;
- reprendre les prestations après autorisation du maître d'œuvre.

En cas d'impossibilité de poursuite d'activité dûment constatée par le Maître d'Œuvre, et pour autant que les prestations concernées sont sur le chemin critique, les dispositions de l'article 13.3. du CCAG FCS s'appliquent.

1.9. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le Titulaire et ses sous-traitants produisent l'ensemble des documents requis par la législation de lutte contre le travail dissimulé (plus spécifiquement, ceux au regard des articles L5221-2 et D8254-2 du Code du travail), sans qu'il soit besoin pour le MOA de formuler une demande expresse, tous les six mois à compter de la notification du marché. En l'absence de présentation spontanée, le Titulaire est tenu de répondre pour lui-même et ses sous-traitants dans le délai de quinze (15) jours suivant réception de la demande du MOE ou du MOA adressée par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. Par ailleurs, tout refus de produire ces pièces, après mise en demeure restée infructueuse, pourra conduire le maître d'ouvrage à résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire.

Il est entendu qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des cotraitants est tenu au respect de ces mêmes obligations, le mandataire étant, pour sa part, responsable de la transmission des pièces justificatives au MOE ou au MOA.

Le Titulaire, ainsi que ses sous-traitants sont tenus de faire porter par leur personnel, sur le site et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur. Le cas échéant, le Titulaire et ses sous-traitant se conforment aux dispositions relatives à la carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du bâtiment et des travaux publics.

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées et qui interviennent dans le périmètre du chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du MOE, du coordonnateur SPS et de toute autre autorité compétente. Le MOA peut en solliciter la production à tout moment.


Le Titulaire s'assure auprès de ses sous-traitants du respect des obligations énoncées au présent article pendant toute la durée du marché.

En cas de détachement de personnel, le Titulaire et ses sous-traitants ont l'obligation de respect de la réglementation sur la déclaration préalable de détachement (SIPSI) de désigner un représentant sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de l'inspection du travail pendant la durée des prestations. La copie de cette déclaration est jointe au registre unique du personnel qui accueille les salariés détachés ainsi qu'à l'enregistrement exhaustif du personnel susmentionné. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent exiger à tout moment du Titulaire que ce document leur soit remis.

Toute irrégularité signalée au MOA, notamment par les autorités compétentes en charge de la protection des travailleurs, ou dont le MOA prendrait connaissance quant à la situation des salariés détachés (art. L. 1261-1 et suivants du code du travail) ou en matière de travail illégal (art. L. 8211-1 et suivants du code du travail) est suivie d'une injonction de régularisation qui, si elle n'est pas suivie d'effet dans les délais fixés par la réglementation en vigueur, expose le Titulaire à une pénalité dont le montant est fixé en annexe au CCAP. Cette pénalité est à considérer par travailleur en situation irrégulière.

Elle est assortie d'une pénalité complémentaire dont le montant est fixé en annexe au CCAP et par jour ouvrable jusqu'à ce que la situation du travailleur concerné soit régularisée. Au-delà d'un montant cumulé de pénalités sur ce sujet tel que fixé en annexe au présent CCAP, le MOA se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire. De plus, et quand bien même ce plafond de pénalité ne





serait pas atteint, le MOA se réserve le droit d'en faire de même afin d'éviter toute situation dans laquelle sa responsabilité pourrait être mise en jeu de manière solidaire en application des dispositions du code du travail.

1.10. FORME DES NOTIFICATIONS - INFORMATIONS AU TITULAIRE - ORDRES DE SERVICE

1.10.1. Forme des notifications

La notification au Titulaire des décisions ou informations du MOA est faite :

- soit directement au Titulaire, contre récépissé (lettre recommandée avec demande d'avis de réception),
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques, dans les conditions décrites ci-dessous,
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

L'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques est autorisée dans les conditions décrites ci-après. Quel que soit le mode de transmission utilisé c'est-à-dire tout moyen matériel ou dématérialisé comme par le biais d'un profil d'acheteur, la date de réception devra pouvoir être déterminée de façon certaine.

Pourront être transmis par échange dématérialisé, support électronique, ou tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception, les notifications, les ordres de service, les lettres, les notes, d'observations et les mentions de visa des documents, la date et l'heure de réception étant alors retenue comme date de remise de la communication.

1.10.2. Ordres de service


Au titre de sa mission DET et par dérogation à l'article 3.8 du CCAG FCS, le MOE est, par principe, chargé d'émettre les ordres de service à destination du Titulaire. Ces ordres de services sont dans tous les cas écrits, numérotés, datés et signés du MOE ou du MOA.

Toutefois, certains ordres de services doivent nécessairement, avant diffusion au Titulaire, faire l'objet d'une validation préalable du Maître d'Ouvrage. Tel est le cas des ordres de service ayant pour effet de modifier les délais d'exécution des prestations, les coûts d'exécution (qu'il s'agisse notamment du montant global des travaux ou d'un prix nouveau) ou de modifier les prestations à réaliser, tant s'agissant de leur nature que de leur volume.

Enfin, le Maître d'Ouvrage est, en tout état de cause, en capacité d'émettre tout ordre de service à l'intention du Titulaire, indépendamment de l'intervention du MOE.

Les ordres de service notifiés au Titulaire, que ce soit par le Maître d'Œuvre ou par le Maître d'Ouvrage, seront transmis au Titulaire selon les conditions définies ci-dessus. Il sera fait application de l'article 3.1.2 du CCAG FCS quant à la détermination de la date de réception de ces notifications.

Dans tous les cas, il appartient au Titulaire de retourner à l'expéditeur (Maître d'Œuvre lorsque l'ordre de service est émis par lui, Maître d'Ouvrage avec copie au Maître d'Œuvre lorsque l'ordre de service est émis par le Maître d'Ouvrage) l'exemplaire original de l'ordre de service dûment signé par ses soins et éventuellement assorti de réserves par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'en établir une date certaine. Cette date de signature et de renvoi à l'expéditeur est sans influence sur la date d'effet de l'ordre de service, laquelle demeure être la date à laquelle le Titulaire a réceptionné ledit ordre de service.



S'agissant des éventuelles observations que le Titulaire pourrait souhaiter transmettre, celles formulées ultérieurement au délai défini à l'article 3.8.2 du CCAG FCS après réception de l'ordre de service correspondant seront considérées comme irrecevables. Il est entendu que sous peine d'irrecevabilité desdites observations, le Titulaire doit, dans le même temps, proposer au MOE et au MOE toute solution permettant d'y répondre.

1.11. MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

1.11.1. Dispositions générales

Le marché ne peut être modifié que dans les conditions prévues au Code de la commande publique (articles R2194-1 à R2194-9).

Dans le cas où les fournitures ou les prestations viendraient à être modifiés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article 23 du CCAG FCS.

En cas de modification ou d'adaptation rendues nécessaires par des événements indépendants de la volonté du Titulaire, celui-ci proposera des solutions utilisant des techniques et des prix unitaires déjà existants au marché. En cas d'impossibilité, il en avisera le Maître d'Œuvre.

1.11.2. Conditions d'établissement du prix des modifications

En complément à l'article 23 du CCAG FCS, lorsque les fournitures et prestations associées à des modifications ne peuvent pas être réglés par l'application des prix du marché, les prix nouveaux sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Les prix du bordereau des prix unitaires constituent les éléments servant de base à la détermination des prix des fournitures et prestations modifiées.

En l'absence de prix applicables pertinents, les sous-détails de prix du bordereau des prix unitaires sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux. Le Titulaire est tenu de transmettre au MOE toute information nécessaire justificatives que celui-ci serait amené à lui demander.

1.11.3. Modifications à la demande du Titulaire

En complément de l'article 23 du CCAG FCS, si le Titulaire est, en cours de marché, amené à présenter une modification des caractéristiques techniques des prestations susceptibles de justifier la passation d'un avenant, il devra adresser au MOE un dossier comprenant :

- l'exposé des circonstances qui motivent la proposition et en particulier les raisons pour lesquelles cette proposition n'a pu intervenir lors de la remise des offres,
- une note technique de présentation,
- une note d'analyse des risques avec valorisation des solutions de couverture,
- une note d'analyse des impacts réglementaires, notamment au regard du code de l'environnement,
- les compléments ou modifications à apporter éventuellement aux arrêtés d'autorisation
- les propositions de compléments à apporter au CCTP le cas échéant,
- un bordereau des prix supplémentaires, le cas échéant, accompagné de sous-détails de prix,
- un détail estimatif composé des quantités supplémentaires sur des prix applicables du marchés, et des quantités sur les prix supplémentaires proposés.

Cette modification ne pourra être acceptée par le maître d'ouvrage que :



- si elle est techniquement justifiée, et présente un risque acceptable et clairement identifié pour le maître d'ouvrage,
- si elle n'entraîne aucun coût supplémentaire par rapport à la solution retenue au marché,
- si elle est acceptée par les services de l'État, le cas échéant,
- si elle n'entraîne aucune prolongation du délai contractuel global.

Si la modification proposée se révélait inapplicable en cours d'exécution, le Titulaire serait tenu :

- soit de revenir à la solution de base,
- soit de proposer une autre solution.

Les propositions de modifications doivent être communiquées dans un délai compatible avec l'obtention des arrêtés modificatifs le cas échéant, la sortie des plans d'exécution et de délai de mise en forme du projet.

Ces modifications doivent être le résultat d'une véritable étude, elles ne doivent pas être, par exemple, uniquement des modifications de quantités ou de matériaux ; de même, les décisions de portée limitée prises quotidiennement sur le chantier ne sont pas concernées.

Les modifications n'ayant pas été acceptées par le MOE et le MOA d'ouvrage ne peuvent pas être mises en œuvre par le Titulaire.

1.11.4. Clause de réexamen de l'article 25 du CCAG Fournitures Courantes et Services

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que la clause de réexamen définie à l'article 25 du CCAG FCS, applicable en cas de survenance de circonstances imprévisibles, n'est pas une clause de réexamen au sens de l'article R. 2194-1 du CCP permettant de modifier un marché public sans condition.

En effet, la clause de réexamen du CCAG FCS ne peut être regardée comme une clause prévoyant de façon suffisamment précise « le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage » afin d'autoriser, en vertu de ces dispositions, la modification du marché quelle qu'en soit le montant.

Par conséquent, dans l'hypothèse où les circonstances imprévisibles appelleraient une modification du marché, cette modification devra entrer dans l'un des cas de modifications autorisées par le code de la commande publique, prévus à ses articles R. 2194-2 à R. 2194-9.


1.12. CLAUSE D'AUDIT

La Société du Canal Seine-Nord Europe bénéficie d'un financement de la Commission Européenne au titre du « Mécanisme d'Interconnexion en Europe » (MIE). Conformément à l'article II.9.1 de l'accord de financement, la SCSNE doit veiller à ce que l'Innovation and Networks Executive Agency (INEA), la Commission Européenne, l'Office européen de lutte antifraude et la Cour des comptes européenne puissent exercer, envers les Titulaires des marchés conclus par la SCSNE, les droits en matière de contrôles financiers et d'audits que leur confère l'article II.27 de ce même accord de financement.

Il est précisé que, conformément à l'article 24, paragraphe 2 du règlement MIE, ces contrôles financiers et d'audits concernent, en cas de groupement, chacun des co-traitants de celui-ci, ainsi que l'ensemble des sous-traitants.

Les organismes de l'Union Européenne susmentionnés peuvent effectuer ces contrôles financiers et audits, tant à distance que sur place. Les entreprises concernées sont tenues de faire preuve de la plus grande diligence pour répondre aux éventuelles sollicitations de ces organismes, leur transmettre l'ensemble des informations et documents demandés et, le cas échéant, les accueillir dans les meilleures conditions. Les





informations et les documents fournis dans le cadre de ces contrôles financiers et audits sont traités de manière confidentielle par les organismes de l'Union Européenne.

1.13. LANGUE APPLICABLE

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en langue française. Tous les documents, demandes de paiement (factures), modes d'emploi doivent être rédigés en français.

L'ensemble des livrables et documents produits par le Titulaire le seront en français.

Le Titulaire reste responsable des éventuelles traductions utiles pour rendre intelligible des personnes ou des documents liés à l'exécution du présent marché et notamment les documents relatifs à la qualité, la santé, la sécurité et l'environnement de travail.

1.14. FINANCEMENT EUROPEEN

Dans le cadre de l'action de la commission européenne Seine-Escaut 2020, 2014-EU-TM-0373-M, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES), les autorités flamandes Vlaamse Overheid et la région Wallonne - service de Wallonie SPW - ont signé avec l'agence exécutive de la Commission européenne (INEA) Innovation and Networks Executive Agency, une convention de financement en date du 1^{er} décembre 2015 (n° INEA/CEF/TRAN/M2014/1049/241) par laquelle, dans le cadre du projet de liaison Seine-Escaut, les études et les travaux relatifs au canal Seine Nord Europe ainsi que les études relatives à l'Oise, au Nord Pas de Calais et à la Seine Aval, sont financés par l'Europe à hauteur de 40% pour les travaux et 50% pour les études.

La convention de financement susvisée indique que les attributaires des marchés n'ont pas de droits à l'égard de l'Agence au titre de la convention.

En conséquence, le Titulaire du présent marché renonce à tout droit, recours direct ou indirect, de quelque nature que ce soit à l'égard de l'Agence INEA au titre du financement européen dont le maître d'ouvrage bénéficie pour la réalisation de l'action Seine-Escaut 2020 à laquelle le présent marché concourt.

1.15. TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS CONTRACTES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

En application de l'article 14 de l'ordonnance n°2016-489 du 21 avril 2016, le domaine public fluvial géré par SCSNE sera confié par arrêté du ministre chargé des transports *in fine* à VNF.

Alors, l'ensemble des droits et obligations contractés par SCSNE en tant que maître d'ouvrage du CSNE seront transférés à VNF. Tel sera le cas de l'ensemble des droits et obligations contractés par SCSNE au titre de l'exécution du présent marché et qui perdureraient au jour dudit transfert.



2. INTERVENANTS

2.1. MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage est l'établissement public local Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE). Le Représentant du Maître d'Ouvrage est le Président du Directoire de SCSNE.

Le Président du Directoire peut désigner toute personne pour le remplacer, pour suivre l'exécution des prestations du présent marché et est compétent pour passer les différents actes d'exécution (ordre de service, bons de commande, etc.). Il reçoit du Titulaire les pièces concrétisant l'avancement des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement de ces derniers.

Dans l'ensemble du présent document, le terme "Maître d'Ouvrage" désigne l'établissement public qui assure la maîtrise d'ouvrage du projet Canal Seine-Nord Europe.

2.2. ASSISTANTS AU MAITRE D'OUVRAGE / CONDUITE D'OPERATION

Le MOA a confié au groupement Setec / Royal Haskoning – DHV (Setec/RHDHV) les fonctions d'assistance à maîtrise d'ouvrage générale et de conduite des opérations (AMO-COP) pour l'ensemble du projet.

Dans l'ensemble du marché, le terme AMO-COP représente le groupement Setec/RHDHV.

2.3. MAITRE D'ŒUVRE

Conformément aux dispositions du marché dont il est Titulaire, le Maître d'Œuvre s'est vu confier les missions suivantes : PRO, ACT, VISA, DET, AOR, OPC.

Le MOE désigné pour le suivi de la réalisation des prestations objet du présent marché est le groupement Egis – CDC Biodiversité, lequel est en charge de la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des mesures compensatoires hors emprises du Canal Seine-Nord Europe.

Dans l'ensemble du marché, les termes « MOE » ou « Maître d'œuvre » représentent le groupement Egis – CDC Biodiversité.

2.4. MAITRE D'ŒUVRE UNIQUE (ARTICLE R214-120 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

Sans Objet.

2.5. COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le Titulaire sera informé dans les meilleurs délais de l'identité du Coordonnateur SPS ayant en charge le suivi des prestations objet du présent marché.

2.6. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

Le maître d'ouvrage assure la mission d'ordonnancement, pilotage et de coordination générale du projet (OPC G) de l'ensemble de l'opération.





2.7. AUTRES INTERVENANTS

La liste complète des intervenants figure dans le Plan de management de projet lequel figure au sein des pièces QSSE jointes au présent marché.

2.8. TITULAIRE

2.8.1. Changement dans la situation juridique du Titulaire

Durant la période de validité du marché, le Titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises) est tenu de communiquer par écrit au MOE et au MOA tout changement, notamment quant au statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le maître d'œuvre et maître d'ouvrage ne sauraient être tenus pour responsable des retards de toute nature et notamment de paiement des demandes de paiement (factures) présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'Acte d'Engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le maître d'œuvre et maître d'ouvrage n'auraient pas eu connaissance.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le Titulaire doit obligatoirement notifier au MOE et au MOA toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Il en est de même de tout projet de fusion en cas de cession totale ou partielle d'activité ainsi qu'en cas de redressement ou de liquidation judiciaire.

Les modifications entraînant la cession et la reprise des obligations contractuelles du marché par une personnalité juridique différente du Titulaire n'emportent pas l'accord automatique du MOA. L'accord, le cas échéant, se matérialise par la conclusion d'un avenant de transfert. Le désaccord est motivé et notifié par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

En complément de l'article 41.1.h) et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, en cas de modification de nature à compromettre la bonne exécution du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché public sans mise en demeure préalable, par simple notification par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

2.8.2. Obligations du mandataire en cas de groupement d'opérateurs économiques

A) Disposition générale relative au mandataire

Dans le cas où le Titulaire en charge du présent marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques, il est fait application des dispositions de l'article 3.5 du CCAG FCS.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du MOE et du MOA pour l'exécution du marché public. Il se porte garant de la totalité de l'exécution des prestations et obligations au titre du présent marché public.

Il est expressément rappelé que le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations de celui-ci à l'égard du MOE et du MOA jusqu'à la fin du délai de garantie.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de demander au mandataire la communication de la convention de groupement.





B) Obligations de représentation du mandataire

Pour l'exécution du marché, le mandataire du groupement a les obligations de représentation des cotraitants suivants vis-à-vis, notamment, du MOE et du MOA. Ces obligations concernent à minima les tâches et activités suivantes :

- la transmission avec les directives appropriées et dans les délais les plus courts, aux cotraitants concernés, de toutes instructions, notes, plans, directives, ordres de service, etc. émanant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ;
- la mise en place et le suivi de l'ensemble des obligations en matière de sécurité des travailleurs et de lutte contre le travail dissimulé et ce pour l'ensemble des membres du groupement (cf. Article 1.9) ;
- la centralisation et la présentation des documents de suivi de l'avancement des prestations et de l'ensemble des autres communications émanant de l'un quelconque des cotraitants (mémoires, réserves, réclamations, etc.) ;
- la représentation de chacun des cotraitants en cas de contestation concernant notamment les instructions données le MOA ou le MOA ;
- la transmission au MOE en temps voulu des projets de décomptes conformément à l'article 5.5 ci-dessous ;
- la transmission au MOE des plans d'exécution des ouvrages pour VISA ;
- la transmission au MOE et au MOA des déclarations de sous-traitance présentées par l'un quelconque des cotraitants ;
- la transmission en temps voulu de toute information nécessaire à la réception des prestations des cotraitants et à la levée des réserves éventuelles,
- la tenue du registre de chantier, à faire signer par le maître d'œuvre ;
- le suivi financier de son marché, avec devoir d'alerte au MOE et MOA en cas de possible dépassement.

C) Obligation de Coordination par le mandataire

Le mandataire du groupement assure sous sa responsabilité les missions d'ordonnancement, de pilotage et de coordination, notamment technique, au sein du groupement, de toutes les prestations, activités et missions à remplir par le Titulaire au titre du contrat, à savoir :

- centraliser et mettre en cohérence dans le respect des objectifs du marché, les éléments des calendriers détaillés élaborés par les différents membres du groupement ;
- transmettre aux membres du groupement les informations de toute nature, relatives notamment au contrôle et à la mise en application du planning de réalisation des prestations ;
- veiller au respect des principes d'organisation des installations de chantier ;
- veiller au respect des dispositions relatives au respect de l'environnement et des exigences en termes de qualité des différents cotraitants et éventuels sous-traitants ;
- mettre en concordance les méthodes et les processus d'exécution des ouvrages de chacun des membres du groupement ;
- coordonner les études d'exécution des prestations de chacun des membres du groupement ;
- vérifier et transmettre les éléments nécessaires pour l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO) pour l'ensemble du groupement, dès l'attribution du marché ;
- assurer la coordination de l'établissement du dossier des ouvrages exécutés ;





- suivre l'application des dispositions du marché par les différents membres du groupement et provoquer l'étude de solutions à apporter aux difficultés qui entraveraient l'exécution des prestations ;
- gérer les interfaces de chantier et en supporter les coûts ;
- assurer la coordination avec des intervenants extérieurs en interférence avec ce marché ; en particulier, dans le cas de travaux effectués sur le même site au cours de la même période ;
- assurer la coordination en matière de qualité entre les cotraitants ;
- assurer la coordination en lien avec le MOE et le MOA des intervenants en cas de gestion de situations critiques (envahissement des sites, manifestation, etc.) ;
- veiller au sein du groupement, au respect des dispositions visant à lutter contre le travail dissimulé et le marchandage, conformément aux articles L. 8221-1 à L. 8221-6 du code du travail.
- participer à la coordination avec des intervenants extérieurs en interface avec le marché ;
- s'assurer du respect et de la coordination par l'ensemble des membres du groupement des exigences en matière de sécurité et de protection de la santé.

D) Défaillance du mandataire

En cas de défaillance du mandataire, le MOA se réserve le droit de demander aux autres membres du groupement la désignation d'un nouveau mandataire. La convention de groupement établie entre les cotraitants devra prévoir le cas où, après mise en demeure par le MOA, celui-ci fait cette demande.

La défaillance du mandataire est constituée quand il ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent au titre du présent marché tant s'agissant de la réalisation des prestations dont il a la charge, que des missions de représentation et de coordination décrites ci-dessus. Cette défaillance est constatée dès mise en demeure du mandataire par le MOA restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours calendaires après réception.

La convention de groupement doit prévoir cette situation et les modalités de désignation du nouveau mandataire, lequel devra être présenté à l'agrément du MOA par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception de la mise en demeure adressée par ce dernier aux autres membres du groupement.

En cas de rejet par le MOA du mandataire proposé par le groupement ou en l'absence de désignation d'un nouveau mandataire par le groupement, le MOA peut demander que soit désigné comme mandataire le membre du groupement ayant à exécuter la part financière la plus importante d'ici la fin du marché ou résilier aux torts exclusifs du Titulaire. Le cas échéant, les conséquences de cette résiliation seront supportées par les membres du groupement uniquement, le MOA n'ayant aucunement l'obligation d'indemniser les cotraitants non défaillants dans ce cadre.

E) Transmission de documents entre le groupement et le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre

Le mandataire est seul responsable et seul habilité, à transmettre au MOA et au MOE tout document émanant d'un des membres du groupement.

Par principe, le MOA et le MOE adressent leurs courriers et documents au mandataire du groupement, mais se réservent toutefois la possibilité de s'adresser directement à l'un des membres du groupement, avec copie au mandataire.





2.8.3. Obligations des membres d'un groupement d'opérateurs économiques

A) Obligations des cotraitants

Chaque cotraitant doit, à l'égard du groupement :

- désigner auprès du groupement un représentant qualifié et muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions diverses, dont réunions de coordination et réunions de chantier ;
- fournir au mandataire pour transmission au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre tout document prévu au marché ou nécessaire à la réalisation de l'opération ;
- faire connaître l'état d'avancement des prestations dont il est attributaire pour le suivi de l'opération et sa planification ;
- Respecter, en cas de sous-traitance, la loi du 31 décembre 1975 et en particulier, remettre en temps utile au mandataire, les demandes d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement, etc. pour transmission au maître d'œuvre et/ou au maître d'ouvrage.
- Respecter les dispositions visant à lutter contre le travail dissimulé et le marchandage, qui sont rappelées par les articles L. 8221-1 à L. 8221-6 du code du travail.

B) Défaillance d'un cotraitant

La défaillance d'un cotraitant est constituée lorsque, durant la réalisation des prestations, le cotraitant considéré ne remplit pas sa mission après mise en demeure du MOA.

Tous les frais et préjudices résultant de la défaillance d'un cotraitant seront assumés par les membres du groupement, selon l'organisation retenue par eux-mêmes. En aucun cas le MOA ne supportera une quelconque conséquence due à la défaillance de l'un des cotraitants.

Si à la suite de la défaillance constatée de l'un des cotraitants le groupement ne parvient pas à le remplacer et à se réorganiser dans un délai qui est fixé, à 15 jours calendaires après mise en demeure adressée par le MOA, celui-ci sera en droit de prononcer la résiliation du présent marché aux torts exclusifs du groupement. De la même manière, le MOA ne saurait en aucune manière être tenu d'indemniser les membres non défaillants du groupement à ce titre.

C) Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions de l'article 39.2 du CCAG FCS s'appliquent.


La précision suivante est apportée : le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié(e) immédiatement au MOA par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché et ce, en application de l'article 3.4.2 du CCAG FCS.

2.8.4. Profils clés

A) Représentant du Titulaire

Le Titulaire désigne son représentant mentionné à l'acte d'engagement comme la personne habilitée à le représenter, à échanger avec le MOA et le MOE et, le cas échéant, à engager le Titulaire au titre de tout acte ou décision relevant de l'exécution normale du présent marché et des prestations associées.

À cet égard, il est entendu que les pouvoirs du représentant du Titulaire ne couvrent pas nécessairement le fait d'engager le Titulaire au titre des modifications et/ou évolutions du marché, ces évolutions incluant notamment la signature de tout avenant à ce dernier.



Il sera l'interlocuteur principal et privilégié du MOA et du MOE pour la gestion opérationnelle des prestations. Il en sera de même, et de manière spécifique, s'agissant du suivi des obligations du Titulaire liées à la mise en œuvre de la démarche Grand Chantier dans le cadre du présent marché.

Le représentant du Titulaire pourra être convoqué à toute réunion, moyennant un préavis de trois (3) jours ouvrés, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet et entre les différents membres du groupement le cas échéant.

Il devra mobiliser une équipe susceptible d'apporter les valeurs ajoutées et compléments nécessaires à la réalisation, dans les règles de l'art, de l'ensemble des prestations, en évitant les « doubles emplois » par rapport aux autres membres de l'équipe mais aussi en couvrant toutes les compétences attendues pour mener à bien la mission. Le représentant du Titulaire fera remonter au MOE et au MOA les alertes relatives à la bonne exécution du marché et adaptera avec diligence les moyens mis en œuvre de manière à faire face à tout aléa normalement prévisible.

En cas de nécessité de remplacement du représentant du Titulaire pour quelque cause que ce soit, le Titulaire doit suivre la procédure définie à l'article ci-dessous.

Le Titulaire peut également faire le choix de confier tout ou partie des compétences du représentant du Titulaire à tout autre membre de son équipe intervenant dans le cadre du présent marché par le biais d'un écrit dûment daté et signé, précisant la ou les matières déléguées et, le cas échéant, la durée de cette délégation. À compter de son information, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux (2) semaines pour accepter ou non cette délégation. Il est entendu que le silence gardé par le maître d'ouvrage pendant ce délai vaut acceptation de sa part de la délégation concernée.

En cas de départ pour quelque cause que ce soit d'un membre de l'équipe disposant d'une telle délégation, le Titulaire doit également se conformer aux dispositions de l'article ci-dessous dès lors que le Titulaire envisage de confier une nouvelle délégation au remplaçant.

B) Suppléance des profils-clés

Pendant les périodes d'absences des profils-clés (congés ou autres absences diverses), qu'il s'agisse du représentant du Titulaire, le cas échéant d'autres membres de l'équipe disposant d'une délégation de pouvoirs ou des profils-clés, le Titulaire doit désigner, pendant la période de préparation et avant tout démarrage de travaux, une ou plusieurs personnes suppléantes disposant des mêmes prérogatives et des mêmes moyens d'action.

Ces personnes suppléantes doivent être en mesure de prendre toutes décisions utiles à la bonne organisation des travaux, y compris en cas d'urgence (accident, incident, sinistre).

C) Remplacement des profils-clés

Dans le cas où le représentant du Titulaire, d'autres membres de l'équipe disposant d'une délégation de pouvoirs, d'autres « profils-clés » dans les conditions définies ci-dessus n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- remettre immédiatement au Maître d'Œuvre un avis de départ indiquant la date d'indisponibilité du personnel et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ; en tout état de cause, le Titulaire doit, par principe et sauf impossibilité dûment justifiée et ne dépendant pas de sa volonté, respecter un délai de prévenance d'au minimum deux (2) mois entre l'information transmise au MOE et le départ effectif du personnel concerné ;



- proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'**un (1) mois** à compter de la réception par le Maître d'Œuvre de l'avis de départ ; le Titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ce changement, notamment s'agissant de la période de « tuilage » réalisée avant le départ du profil remplacé.

Le MOA accepte ou refuse ledit remplacement dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la proposition de remplacement formulée par le Titulaire. En cas de non-acceptation, le Titulaire dispose, à compter de la réception de la décision du MOA, d'un nouveau délai de quinze (15) jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le Maître d'Ouvrage dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la nouvelle proposition de remplacement, le Titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard ainsi qu'à la résiliation du marché public à ses torts.

La décision de récusation prise par le MOA est motivée. Les avis, propositions et décisions du MOA sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 1.10.1 du présent CCAP. À défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le MOA, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP.

En complément de l'article 41 du CCAG FCS, le Titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- Le Titulaire ne désigne pas de remplaçant dans les délais requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- Le Maître d'ouvrage récusé le second remplaçant proposé.

Les pénalités de retard encourues pour non-respect du délai de prévenance ou non remplacement de ces profils dans les délais prévus sont appliquées sur les acomptes du marché émis postérieurement à la date d'indisponibilité constatée du personnel « profil clé ».

2.9. SOUS-TRAITANCE

2.9.1. Plan de sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ce marché public, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le MOA et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Toutefois, la sous-traitance totale est interdite et le Titulaire reste entièrement responsable de l'exécution des prestations du marché.

En application de l'article L2193-3 du Code de la commande publique, les prestations suivantes constituant des tâches essentielles doivent être réalisées par le Titulaire du marché et ne peuvent donc pas être sous-traitées :

- l'encadrement et la coordination des études d'exécution ;
- l'encadrement et la direction des travaux.

Afin d'anticiper au mieux les démarches relatives à la déclaration des sous-traitants, il est demandé au Titulaire d'établir un « plan de sous-traitance ». La version initiale dudit plan devra être établie au cours de la période de préparation (cf. article 10.3.1 ci-dessous). Ce plan devra, au regard des besoins identifiés par le Titulaire en la matière, contenir à minima les éléments suivants :

- identification des sous-traitants concernés,
- identification des prestations concernées,
- date à laquelle le Titulaire envisage de mobiliser les sous-traitants concernés,





- date à laquelle le Titulaire prévoit de transmettre le dossier de sous-traitance à l'agrément du maître d'ouvrage.

Au-delà de la période de préparation, ce plan devra être mis à jour par le Titulaire autant que de besoin de sorte que le MOA puisse anticiper au mieux les dates auxquelles de nouveaux sous-traitants ont vocation à être déclarés.

Il est expressément rappelé que le VISA ou l'approbation par le MOE de ce plan de sous-traitance ne vaut pas acceptation de chacun des sous-traitants mentionnés, qu'ils soient directs ou indirects.

2.9.2. Désignation des sous-traitants en cours de marché

Dans le cas de propositions de sous-traitants, après la signature du marché, le Titulaire accompagne sa demande d'acceptation et l'agrément des conditions de paiement direct :

- du PMQSSE du sous-traitant ou d'une adhésion et d'un engagement à mettre en œuvre, le PMQSSE déjà établi par le Titulaire,
- du Plan Particulier en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) du sous-traitant,
- du PMDD du sous-traitant ou d'une adhésion et d'un engagement à mettre en œuvre le PMDD déjà établi par le Titulaire.

Ces documents devront à minima contenir toutes les informations permettant au CSPS, au MOE et au MOA d'évaluer la capacité de chaque sous-traitant à comprendre et mettre en œuvre le Système de Management de l'Opération (SMO).

Le Titulaire ne pourra sous-traiter qu'après avoir obtenu du MOA du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS, précisées dans le présent CCAP.

En cas de sous-traitance, le Titulaire devra respecter les exigences imposées par l'article 16.3 ci-dessous relatif à la gestion des données à caractère personnel.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant établi à l'étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre une déclaration du sous-traitant ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français soient les seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché de Fournitures Courantes et Services n° ayant pour objet »

Ceci concerne notamment l'ensemble de la réglementation applicable à la sous-traitance, notamment les dispositions contenues au sein du Code de la commande publique.


Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 7 du CCAP du marché conclu entre l'entreprise principale et le maître d'ouvrage.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

2.9.3. Procédure de déclaration d'un sous-traitant

Tous les sous-traitants, quel que soit leur rang (sous-traitance directe ou indirecte), doivent être présentés à l'agrément du MOA dans un délai de **vingt-et-un (21) jours** avant toute intervention. Ce délai pourra être réduit en cas d'urgence, sur accord préalable du maître d'ouvrage et sous réserve que ladite situation n'ait pas pour origine un quelconque manquement du Titulaire.





Sauf cas d'urgence dûment accepté par le MOA, le non-respect par le Titulaire du délai de présentation à l'agrément d'un nouveau sous-traitant implique l'application de la pénalité dédiée prévue à l'article 5.6 ci-dessous.

En tout état de cause, et avant toute intervention, les sous-traitants doivent :

- avoir été acceptés, leurs conditions de paiement doivent impérativement avoir été agréées par le maître d'ouvrage ;
- avoir obtenu le visa ou avoir fait valider l'ensemble des documents listés à l'article 10 « Préparation – Coordination – Exécution des prestations » qui les concernent (période de préparation à l'intervention du sous-traitant),
- avoir procédé, sous l'égide du CSPS, à l'inspection commune préalable visée aux articles R4512-1 à 5 du Code du Travail,
- avoir présenté et fait valider auprès du CSPS leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), qui intègre le plan de prévention visé aux articles R4512-6 à 4512-12 du Code du Travail, ainsi que le Schéma Directeur de la Prévention et le Plan Général de Coordination,
- avoir présenté et fait valider au maître d'œuvre les procédures et méthodes d'intervention, pour chaque type d'activité et qui comprend toutes les mesures de prévention des risques professionnels y afférent et modes opératoires afin de limiter les accidents du travail.

En cas d'intervention de sous-traitants non agréés ou n'ayant pas respecté les obligations préalables en matière documentaire évoquées ci-dessus, le Titulaire encourt la résiliation du marché.

Conformément à l'article R2193-3 du Code de la commande publique, l'acte spécial précise les éléments suivants :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant,
- les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le cas échéant, les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.


Par ailleurs, le Titulaire devra remettre une attestation du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Il devra également établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R2193-3 du Code de la commande publique. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le Titulaire au maître d'ouvrage, doivent être établies en euros.

Au terme de son intervention, chaque sous-traitant mobilisé doit émettre un quitus par lequel il reconnaît avoir reçu paiement de l'intégralité des sommes correspondant aux prestations réalisées par ses soins, ceci ayant pour effet d'éteindre toute possibilité de demande de paiement direct à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 5.5 – Règlement des acomptes au Titulaire ci-dessous, le projet de décompte final du marché public doit être accompagné de l'ensemble des quitus des sous-traitants directs.

2.9.4. Sous-traitants indirects

Le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé « entrepreneur principal du sous-traitant indirect ». L'intervention des sous-traitants indirects doit faire l'objet de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'Ouvrage et de l'agrément par lui de ses conditions de paiement. Pour cela, le sous-



traitant direct présente, par l'intermédiaire du Titulaire, une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

Conformément aux dispositions de l'article L2193-14 du CCP, l'exécution des tâches par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le MOA ait accusé réception auprès du Titulaire, d'une copie de la caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement mentionnée à l'Article 14 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

2.9.5. Responsabilité du Titulaire à l'égard des sous-traitants directs et indirects

Le Titulaire du marché est responsable pour ses sous-traitants et sous-traitants indirects vis-à-vis de l'exécution des prestations sous-traités, ainsi que de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures relatives à la Qualité, la Santé, la Sécurité et le respect de l'environnement prévu par le marché. En outre, il lui appartient de s'assurer de la capacité de chacun de ses sous-traitants et des sous-traitants indirects à comprendre et mettre en œuvre ces mesures.

2.9.6. Cas de sous-traitants étrangers

Le Titulaire s'engage à appliquer la loi française pour tous les contrats de sous-traitance passés avec des sous-traitants étrangers de telle sorte que les dispositions décrites plus haut s'appliquent aux sous-traitants étrangers selon leur niveau notamment pour le paiement direct des sous-traitants de rang 1 et en matière de cautionnement vis-à-vis des sous-traitants de rang inférieur.



3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

3.1. PIECES CONTRACTUELLES PARTICULIERES

Les pièces contractuelles particulières, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître d'Ouvrage fait foi, qui régissent la réalisation des prestations sont énumérées ci-dessous. Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et accepter, sans réserve et sans modifications, toutes les clauses qu'elles comportent.

La liste des pièces contractuelles complète est jointe au présent marché.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le présent marché est constitué par les pièces contractuelles particulières et générales énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

N°	Intitulé
A1	<p>Pour chaque lot (A, B et C), l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par modification.</p> <p>Annexe 1 : Cadre de nantissement ou de cession de créance</p> <p>Annexe 2 : Répartition des prestations par cotraitants</p> <p>Annexe 3 : Modèle de Charte de confidentialité du projet Canal Seine Nord Europe</p> <p>Annexe 4 : Formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4)</p> <p>Annexe 5 : Modèle de demande de garantie à première demande (retenue de garantie)</p>
A2	<p>Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, dans la version résultant de la mise au point du marché ou de ses dernières modifications éventuelles :</p> <p>Annexe 1A : Plan général de coordination (PGCSPS) Secteur 2,</p> <p>Annexe 1B : Plan général de coordination (PGCSPS) Secteur 3,</p> <p>Annexe 1C : Plan général de coordination (PGCSPS) Secteur 4,</p> <p>Annexe 2A : Clause d'insertion par l'activité économique (CIAE) – Lot A</p> <p>Annexe 2B : Clause d'insertion par l'activité économique (CIAE) – Lot B</p> <p>Annexe 2C : Clause d'insertion par l'activité économique (CIAE) -Lot C</p> <p>Annexe A2.3 : Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale</p> <p>Annexe A2.4 : Cadre de sous-détails des prix unitaires (SDPU)</p> <p>Annexe A2.5 : Charte SIG</p> <p>Annexe A2.6 : Tableau des pénalités applicables</p>
A3	<p>Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Lot A - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :<ul style="list-style-type: none">o Annexe 1 : Dossier de plans du lot Ao Annexe 2: Instruction « Maîtrise du risque pyrotechnique » (SETE-M001-T-B-QSSE-SECU-CSNE_-INST-0016-00),- Lot B - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :<ul style="list-style-type: none">o Annexe 1 : Dossier de plans du lot B



N°	Intitulé
	<ul style="list-style-type: none">○ Annexe 2: Instruction « Maîtrise du risque pyrotechnique »,- Lot C - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :<ul style="list-style-type: none">○ Annexe 1 : Dossier de plans du lot C,○ Annexe 2: Instruction « Maîtrise du risque pyrotechnique »,○ Annexe 3 : Protocole de déplacement de la Fougère des marais (Thelypteris palustris L.)○ Annexe 4: Protocole de déplacement du Peucedan des marais (Thysselinum palustre L.)
A4	<p>La documentation du système qualité sécurité santé et environnement (QSSE) :</p> <p>Système de Management Opérationnel – niveau 2 :</p> <ul style="list-style-type: none">● Schéma Directeur du Développement Durable Partie 1 - Cadre général● Schéma Directeur du Développement Durable Partie 2 - Programme HQE● Plan de Management de Projet● Schéma Directeur de la Prévention <p>Système de Management Opérationnel – niveau 3 :</p> <ul style="list-style-type: none">● Procédure de gestion des terres excavées et sédiments● Procédure Gestion des délais● Procédure de gestion des risques et des opportunités● Guide des prescriptions techniques - TechnoSolutions - Dépôts et occupations temporaires des terres● Spécifications CAO DAO● Maîtrise de l'assurance qualité● Procédure d'information et d'alerte du MOA● Maîtrise des risques aux abords de l'eau● Instruction n°84 - Intérimaires● Procédure 14 - Maîtriser la réalisation● Procédure de gestion documentaire <p>Système de Management Opérationnel – niveau 4 :</p> <ul style="list-style-type: none">● Modèle de présentation Powerpoint● Fiche événement● Fiche Question Réponse● Modèle de procédure● Fiche de non-conformité <p>Management de la qualité</p> <ul style="list-style-type: none">● Notice du management de la qualité● SOPMQ (issu des pièces du candidat) <p>Respect du développement durable</p>





N°	Intitulé
	<ul style="list-style-type: none">• Notice du développement durable (NRDD)• SOPMDD (issu des pièces du candidat)• SOSED (issu des pièces du soumissionnaire)• Cadre de suivi du bilan carbone Sécurité et Protection de la Santé, <ul style="list-style-type: none">• Notice Santé/Sécurité• SOPPSS - Cadre fourni au DCE à remplir par le soumissionnaire <p>Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble de la documentation qualité ci-dessus ainsi que ses compléments et mises à jour ultérieures.</p>
A5	Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour chacun des trois lots
A6	Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) pour chacun des trois lots
A7	Le mémoire technique et méthodologique du Titulaire
A8	Sous-détails des prix de l'offre
A9	Questions/Réponses en phase d'offre

3.2. PIECES CONTRACTUELLES GENERALES

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 5.5.2 du présent CCAP.

Les pièces générales mentionnées ci-dessous ne sont pas jointes au dossier, mais elles sont cependant réputées être connues du Titulaire et faire partie du marché.

N°	Intitulé
1	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services - Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services.
2	Les Cahiers des Clauses Techniques générales (CCTG) applicables aux Marchés Publics de Travaux de Génie Civil – Fascicule 2
3	Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCSDTU)
4	L'IISR et les volumes de signalisation temporaire du SETRA (désormais CEREMA)

D'une manière générale, les lois et réglementations en vigueur s'imposent dans l'exécution du marché tant pour leur définition que leurs conditions de réalisation.

Dans le cas d'une contradiction entre les pièces générales et les pièces particulières constitutives du marché (ex. entre CCAG Fournitures Courantes et Services et CCAP), ce sont les pièces particulières qui prévaudront dans la limite de la contradiction en question.





3.3. PIÈCES NON CONTRACTUELLES

Les pièces non contractuelles sont des pièces propres à faciliter l'intelligence du dossier par les concurrents. Ces pièces sont remises à titre indicatif.

N°	Intitulé
06.1	Données topographiques et bathymétriques Fichiers topographiques et bathymétriques
06.2	Dossier d'Autorisation Environnementale (DAE) <ul style="list-style-type: none">- Volet C1 : Pièces justificatives relatives à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau- Volet C2 : Demande de dérogation à la protection des espèces protégées
06.3	Diagnostics : <ul style="list-style-type: none">- 06.3.1 : Diagnostic des arbres gîtes favorables aux chiroptères - Site 6 : Vallée de la Somme à Villers-Carbonnel et Basse Vallée de l'Omignon (EGCD-M056-T-B-GETM-ENVI-CSNE_-RAPP-0014-00)- 06.3.2 : Diagnostic des arbres gîtes favorables aux chiroptères - Site 7 : Vallée de l'Ingon à Nesle (EGCD-M056-T-B-GETM-ENVI-CSNE_-RAPP-0015-00)- 06.3.3 : Diagnostic des arbres gîtes favorables aux chiroptères - Sites 5 et 10 : Vallée de la Somme à Cléry-sur-Somme et Biaches (EGCD-M056-T-B-GETM-ENVI-CSNE_-RAPP-0016-00)- 06.3.4 : Pont de Bazincourt à Biaches - Recalcul de l'ouvrage sous des charges de chantier – CEREMA – Février 2021
06.4	Sondages et analyses pédologiques
06.5	Pour chaque lot, le planning prévisionnel des prestations : <ul style="list-style-type: none">- 06.5.1 – Lot A : planning prévisionnel des prestations et des entretiens écologiques prévues au marché- 06.5.2 et 06.5.3 – Lot B : planning prévisionnel des prestations et des entretiens écologiques prévues au marché- 06.5.4 - Lot C : planning prévisionnel des prestations et des entretiens écologiques prévues au marché

Il est entendu que cette liste des pièces non contractuelles pourra, au cours de l'exécution du marché public et sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à ce dernier, être complétée par tout nouveau document contenant des données d'entrée nouvellement obtenues et s'avérant nécessaires à la bonne réalisation des prestations par le Titulaire.



4. DELAIS D'EXECUTION

4.1. DELAIS DU MARCHÉ

Pour chaque lot, les durées d'exécution du marché figurent à l'Acte d'Engagement.

Le délai d'exécution du marché public démarre à la date qui sera définie dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Le délai global d'exécution comprend :

- la période de préparation,
- la réalisation de l'ensemble des fournitures et prestations et des contrôles prescrits au marché,
- les opérations de réception des fournitures et prestations.

La durée prévisionnelle d'exécution du marché public, pour chacun des lots, est de :

- Réalisation des prestations d'aménagements : notification OS de démarrage des prestations envisagé pour fin juillet 2025,
- Réalisation des prestations de finalisation - 1ère année : 01/03/2026 au 28/02/2027,
- Réalisation des prestations de finalisation - 2ème année : 01/03/2027 au 29/02/2028,

Pour chaque lot, la durée maximale du marché est de 40 mois.

Pour chacun des lots, plusieurs ordres de service de démarrage des prestations seront notifiés au Titulaire, déclenchant les délais partiels d'exécution précisés ci-après.

La période de préparation est incluse dans la durée d'exécution prévisionnelle du présent marché.

Les différents délais arrêtés pour l'exécution des prestations du Titulaire sont détaillés ci-après :

- délai partiel DP1 : pour les services et prestations d'aménagements proprement dits réalisés en 2025-2026 ;
- délai partiel DP2 : pour la 1ère année de services et prestations de finalisation et de gestion écologique à réaliser entre mars 2026 et février 2027 ;
- délai partiel DP3 : pour la 2ème année de services et prestations de finalisation et de gestion écologique à réaliser de mars 2027 et février 2028.

Les durées seront équivalentes aux indications données dans les tableaux ci-après.

<i>Définition succincte des prestations</i>	<i>Délais (en jours calendaires)</i>	<i>Identification du délai partiel</i>	<i>À compter de/du</i>
Réalisation des services et prestations d'aménagements, y compris période de préparation	8 mois	Délai partiel DP1	Ordre de service de démarrage de la période de préparation.
Réalisation des services et prestations de finalisation (1ère année) et de gestion écologique	12 mois	Délai partiel DP2	Réception partielle
Réalisation des services et prestations de finalisation (2ème année) et de gestion écologique	12 mois	Délai partiel DP3	Réception globale



4.2. PROLONGATION, AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES DELAIS D'EXECUTION

4.2.1. Prolongation des délais d'exécution – Dispositions générales

Toute prolongation des délais d'exécution fera l'objet d'un ordre de service envoyé par le Maître d'Ouvrage, et contractualisé par avenant.

Les délais d'exécution partiels du marché peuvent être modifiés en cours d'exécution des prestations sans que le Titulaire puisse s'opposer ou réclamer à être indemnisé, dès lors que le délai d'exécution global reste inchangé.

Lorsque :

- un changement dans la masse des fournitures et prestations, ou
- une modification de l'importance de certaines natures de fournitures ou prestations, ou
- une substitution à des fournitures ou prestations initialement prévues, ou
- en cas de difficultés imprévues au cours du chantier, ou
- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage, ou encore
- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché de travaux, ou
- un nombre de journées d'intempéries subies durant l'exécution du contrat est supérieur au nombre de journées d'intempéries défini ci-après,
- retard du fait d'une décision administrative ou relevant de toute autre autorité impactant le planning général du projet ou en cas d'intervention de commissions extérieures aux instances du Maître d'Ouvrage.

justifient :

- soit une prolongation du délai d'exécution de l'ensemble des prestations et pour autant que les tâches impactées sont sur le chemin critique du programme des prestations,
- soit le report du début des prestations,

L'importance de la prolongation est évaluée par le maître d'œuvre après consultation du Titulaire. Le maître d'œuvre soumet sa proposition à l'approbation du maître d'ouvrage. La décision prise par celui-ci, quelle qu'elle soit, est alors notifiée au Titulaire.

Si le Titulaire entend présenter une demande d'indemnisation en raison d'une prolongation de délai notifiée par le maître d'ouvrage, le Titulaire devra démontrer qu'il a accompli ses meilleurs efforts pour éviter ou minimiser le retard induit.

Dans l'évaluation du préjudice lié à la prolongation de délai, il sera également tenu compte du retard propre du Titulaire dans l'exécution des prestations prolongés à la date de la notification de la prolongation.

4.2.2. Prolongation du délai d'exécution des prestations pour intempéries

A) Notion de journées d'intempéries

Dans le présent marché, la notion d'intempérie est définie à partir de seuils au-delà desquels le phénomène naturel est considéré comme intempérie.

Le décompte de ces intempéries est établi en journées ouvrables.



La station météorologique de référence sera la station de Saint Quentin-Roupy (02320001).
Les données libres sont disponibles sur le site meteo.data.gouv.fr.

Les seuils définissant une intempérie au sens du marché sont définis dans le tableau ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vent	Durée de 4 heures de vent de force maximale supérieure ou égale à 60 km/h dans l'heure (paramètre FXI des données horaires Météo France)
Pluie	10 mm d'eau en 24h (paramètre RR des données quotidiennes Météo France)
Neige	Couche persistante de 10 cm pendant plus de 4 heures englobant les heures ouvrées (constat sur site)
Crues	Alerte Vigicrues
Température-Gel	Inférieure à -5°C entre 8h et 9h du matin (paramètre TN des données horaires Météo France)
Canicule	Vigilance canicule orange ou rouge Météo France ou arrêté préfectoral

Les moyens mis en place dès l'origine des prestations doivent être déterminés pour respecter les délais compte-tenu des intempéries prévisibles, que le programme d'exécution doit faire apparaître à l'intérieur des délais.

Le Titulaire a la responsabilité de contrôler de façon journalière les données de prévision des crues disponibles sur le site internet <https://www.vigicrues.gouv.fr/>

B) Journées d'intempéries prévisibles

Au titre des prestations objet du présent marché public, il est précisé que le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles au titre du délai consacré à ces travaux est fixé à dix (10) jours ouvrés pour les prestations réalisées en 2025/2026 pour les lots A, B et C, hors période de préparation.

C) Période de neutralisation

Pour le décompte des intempéries, les périodes de neutralisation sont définies du 1^{er} décembre au 1^{er} mars de chaque année.

Pendant cette période, le Titulaire est autorisé à travailler si les conditions climatiques le permettent techniquement, mais les journées au cours desquelles les seuils d'intempéries seraient dépassés ne seront pas décomptées.

D) Décompte des journées d'intempéries

Les modalités définies ci-dessus ne sont applicables qu'aux conditions suivantes :

- il est constaté l'impossibilité pour le Titulaire de travailler du fait de l'existence de l'intempérie,
- la tâche concernée par l'arrêt pour intempérie est sur le chemin critique,
- si seuls certains ateliers sont arrêtés pour des raisons liées à l'intempérie constatée, la journée d'intempérie ne sera prise en compte qu'au prorata des ateliers arrêtés,
- une journée prise en compte comme « journée d'intempéries » ne sera comptée qu'une seule fois,
- aucune journée ne sera prise en compte pour les opérations en ateliers y compris ateliers forains,
- aucune journée ne sera prise en compte pendant la période de préparation,





- aucune journée ne sera prise en compte pour les opérations d'acheminement à pied d'œuvre des matériaux et équipements nécessaires à la réalisation des prestations quels que soient les moyens de transport ;
- les samedis, dimanches, jours fériés ou chômés, hors chantier ou similaires, ne sont pas pris en compte pour la détermination des journées d'intempéries ainsi que pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Les constatations d'impossibilité de travailler et les décisions d'arrêt de chantier qui peuvent en découler seront toujours décidées localement et contradictoirement entre le MOE et le Titulaire. Elles seront attestées par constats journaliers rédigés en trois (3) exemplaires par le MOE et signés par chacune des parties. Un exemplaire sera remis au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire devra avertir par écrit le Maître d'Œuvre, avec copie au Maître d'Ouvrage, le matin même de l'existence d'une journée d'intempéries afin de permettre aux parties d'effectuer les constatations d'usage. En l'absence de cette information du MOE, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte.

Une journée d'intempéries entraînant un arrêt de travail sur le chantier, ne sera prise en compte au titre du présent marché, que si cette journée répond aux critères d'une journée d'intempéries tels qu'ils sont définis dans le présent CCAP.

Le nombre de jours d'intempéries à prendre en compte sera arrêté mensuellement et consigné dans le compte-rendu de réunion de chantier.

E) Prolongation d'un délai d'exécution pour intempérie

Si pour un délai d'exécution prévu dans le marché, le nombre de journées d'intempéries décomptées dans les conditions définies ci-après est supérieur au nombre de journées d'intempéries prévisibles se rapportant à ce délai, le Titulaire peut prétendre à une prolongation de délai d'exécution ; dans ce cas, la prolongation du délai sera au plus égale à la différence entre le nombre de journées d'intempéries reconnues et le nombre de journées d'intempéries prévisibles.

Ces prolongations de délai éventuelles porteront sur le délai global et/ou sur les délais partiels affectés, pour autant que le chantier, ou une partie du chantier conditionnant l'ensemble du chantier, a effectivement été arrêté et que les tâches, objet de cette prolongation, se situent sur le chemin critique défini sur le programme d'exécution des prestations.

4.2.3. Ajournement, interruption et suspension des prestations

Les prestations objet du présent marché public pourront être ajournées, interrompues et/ou suspendues en cas de circonstances imprévisibles, en application des dispositions de l'article 24 du CCAG FCS.


La décision d'ajournement des prestations est prononcée par ordre de service notifié au Titulaire par le Maître d'Ouvrage. La reprise de l'exécution des prestations sera également prononcée par le Maître d'Ouvrage par ordre de service notifié au Titulaire.

En cas de décision d'ajournement des prestations pour de telles circonstances, le Titulaire percevra une indemnité de démobilisation/remobilisation égale à un pourcentage de 5 % du sous-total de la série des prix 100 du DQE.

Toutefois, ces indemnités ne seront pas dues au Titulaire dans l'hypothèse où les circonstances ayant mené à l'ajournement des prestations associées ont pour origine une faute du Titulaire.

En tout état de cause, et sauf urgence dûment justifiée pouvant avoir pour effet de réduire ce délai, le Titulaire devra à nouveau être à pied d'œuvre dans un délai maximum de deux (2) jours à compter de la réception de l'ordre de service de reprise de l'exécution des prestations. Le délai nécessaire au Titulaire pour reprendre les prestations ne donnera pas droit à indemnité.





En cas de découverte de pollution du terrain (cf. art. 1.8 ci-dessus), de présence d'engins de guerre nécessitant l'intervention des services de déminage de la Sécurité Civile (cf. article 1.6 ci-dessus), de découverte de restes humains nécessitant l'intervention de la Commonwealth War Graves Commission ou tout autre service compétent, de découverte de matériaux, objets et vestiges (cf. article 7 ci-dessus), de découverte de réseaux dangereux non identifiés préalablement, le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au MOE et au MOA ces situations et de les informer des possibilités de poursuivre ou non les prestations tout en suspendant l'exécution des prestations sur les zones concernées.

4.2.4. Indemnisation du Titulaire en cas de prolongation du délai d'exécution des prestations

Dans tous les cas, qu'il s'agisse des hypothèses prévues par le CCAG FCS ou celles mentionnées ci-dessus, si le Titulaire entend présenter une demande d'indemnisation en raison d'une prolongation de délai notifiée par le MOA, il devra démontrer l'existence de son préjudice, et qu'il a accompli ses meilleurs efforts pour éviter ou minimiser le retard induit.

Dans l'évaluation du préjudice lié à la prolongation de délai, il sera également tenu compte du retard propre au Titulaire dans l'exécution des prestations prolongées à la date de la notification de la prolongation.



5. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

5.1. NATURE DES PRIX – TVA – UNITE MONETAIRE

Les prix du présent marché sont réglés par l'application des prix unitaires figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) aux prestations effectivement commandés et réalisés.

Sauf dispositions contraires, les prix et montants figurant dans le marché sont exprimés hors TVA. Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la demande de paiement.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera les prestations réalisées par ses soins hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

5.2. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés conformes aux prescriptions de l'article 10.1.3 du CCAG FCS quant à leur forme et contenu. Les prix doivent également être établis en tenant compte de toutes sujétions et de tous les frais directs ou indirects impliqués par la réalisation parfaite de l'objet du marché, en ce compris la réalisation des contrôles, essais et épreuves prévus par la réglementation ou les pièces du présent marché.

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations décrits dans le CCTP et les autres pièces composant le présent marché et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés.

Ils sont également réputés assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Ils sont également établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels susceptibles de se produire au cours des prestations, entraînant une hauteur maximale cumulée des précipitations, une hauteur maximale des crues, une hauteur maximale des neiges, un nombre de jours de vent, de brouillard ou de gel, mesurée pour les précipitations, les crues ou la neige, ou constaté par le gel, le brouillard et le vent, pendant une durée égale au délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement à la même période dans le poste météorologique le plus proche du chantier et qui ont été atteints au moins trois (3) fois pendant les trente (30) dernières années s'achevant le 1er jour du mois précédent la date de remise de l'offre.

Sont également réputés inclus dans les prix du marché :

- les frais d'installation, d'entretien, de fonctionnement et de repliement en fin de prestation des installations propres au personnel et matériel du Titulaire (base vie, bureaux...),
- les frais d'aménagements et de remise en état de terrain nécessaires à l'amenée et au repli de ces installations, les frais de balisage et de gardiennage, de nettoyage des accès et des voies publiques empruntées pour accéder au site,
- les frais de mandat du Titulaire tels que définis au CCAP,
- les dépenses de fournitures de toutes natures, nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions de temps définies au marché et en respectant les spécifications techniques décrites au marché,
- les dépenses de chargement, transport à pied d'œuvre, déchargement, répartition, stockage, protection et gardiennage, reprise, montée à toutes hauteurs ou descente à toutes profondeurs,





repliement des excédents, casses, pertes, vols,... quels que soient la difficulté d'accès et les moyens utilisés,

- les frais de mise à disposition, de fonctionnement, d'entretien et d'amortissement des engins, du matériel et de l'outillage, pris en location ou non, y compris amenée et repliement,
- les frais induits par la sécurité, l'hygiène et à la prévention des accidents du travail conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles,
- les frais relatifs à la mise en œuvre de toutes les mesures édictées par le MOA en concertation avec le MOE et le CSPS liés à la sécurité, l'hygiène et à la prévention des accidents du travail notamment au titre du PGCSPS et du SDP,
- les charges de toute nature et frais inhérents à l'exécution des prestations tels que :
 - l'organisation des prestations : emprunt et transport des matériaux, stockages provisoires, remise en état du site d'exécution des prestations, etc.
 - les opérations de repérage des réseaux,
 - le piquetage général et les piquetages spéciaux à effectuer, et leur entretien,
 - toutes les sujétions d'accès au site d'exécution des prestations et les équipements accessoires tels qu'échelles, balisage des puits et emprunts, bâchage des matériaux, etc.,
 - la protection des ouvrages existants,
 - les déplacements et transports de toute nature (matériel, matériaux et main-d'œuvre),
 - les mesures relatives à la protection de l'environnement, conformément aux dispositions légales, réglementaires et contractuelles, ainsi que celles découlant de l'ensemble des engagements présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, et la mise en œuvre de toutes les mesures qui s'avèreraient nécessaires en cas d'évènements relevant d'un aléa environnemental normalement prévisible, pendant toute la durée du marché,
 - les mesures liées à la prise en compte du PGCSPS, et à ses éventuelles évolutions. De plus, le Titulaire reconnaît avoir pris en compte, dans la construction de son offre et plus particulièrement dans la détermination du Prix et dans l'établissement du Planning, le risque d'occurrence d'une situation d'épidémie, de pandémie ou de crise sanitaire pendant la durée d'exécution du marché,
 - les contraintes liées au respect des arrêtés relatifs aux autorisations de travaux bruyants,
 - l'évacuation des eaux de toutes provenances et des boues utilisées par le Titulaire pour la réalisation des prestations,
 - le maintien en parfait état de fonctionnement des installations de décroûtage des engins de chantier et des camions ainsi que les installations de décantation des eaux chargées en matière en suspension issues du chantier avant rejet au milieu naturel,
 - les consommations d'eau d'énergie et d'éclairage, y compris la location des compteurs,
 - le nettoyage final du chantier.
- Les sujétions, frais et charges connexes relatifs à :
 - la participation aux réunions organisées dans le cadre de l'exécution des prestations, leur préparation et la vérification des comptes-rendus,
 - la participation des personnels du Titulaire, de ses sous-traitants et sous-traitants indirects aux sessions du Passeport Prévention SCSNE et aux différentes actions de prévention organisées par le Maître d'Ouvrage,
 - la participation aux dépenses résultant des décisions du CISSCT,





- le déplacement, l'hébergement et la restauration des personnels nécessaires à la réalisation des prestations,
- l'établissement et la mise en œuvre d'un système d'assurance qualité,
- aux opérations de contrôle intérieur à la charge du Titulaire,
- au suivi des flux de matériaux, des émissions de CO2 et de bruit,
- au suivi des matériaux dans le respect du code de l'environnement (traçabilité des matériaux),
- aux opérations de contrôle extérieur effectuées soit par le maître d'œuvre ou tout autre tiers désigné à cet effet,
- Les sujétions de pertes de temps et frais de toute nature, résultant notamment de :
 - la nécessité de n'apporter aucune gêne aux circulations routières ou fluviales,
 - la présence d'ouvrages divers,
 - la présence d'engins ou sapes de guerre, de sites archéologiques, de cavités naturelles ou artificielles,
 - les difficultés d'accès au chantier,
 - la situation des lieux (interférence avec une circulation routière publique du réseau structurant au niveau départemental),
 - l'emprunt d'itinéraires de circulation obligatoires,
 - l'observation des barrières de dégel mises en place par les gestionnaires de voiries le cas échéant,
 - l'encombrement des quais, cours, chaussées, etc., ainsi que l'embarras résultant de la présence d'obstacles de toute nature (canalisations diverses, transmissions, lignes aériennes, etc.),
 - l'encombrement ou l'occupation des locaux,
 - l'exécution des prestations par phases,
 - l'exécution simultanée d'autres ouvrages par d'autres entreprises.
- des conditions et sujétions nécessitées par les prestations à réaliser sur un ouvrage en service (maintien de la circulation, protection du personnel et matériels, information du personnel sur les règles de sécurité, sujétions de baisse de cadence),
- de toutes sujétions d'exécution liées à la coordination des prestations du marché réalisés par chaque membre du groupement,
- des frais générés par le respect des exigences en matière de protection des données à caractère personnel,
- des frais généraux de toute nature (site, siège, sous-traitance, autres).

D'autre part, les prix sont établis en tenant compte :

- de la présence de réseaux de concessionnaires privés et publics et de l'application des dispositions du code de l'environnement relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,
- de toutes sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations par un professionnel normalement compétent,
- de toutes les dispositions prévues au CCAP concernant la prise en charge des dégradations causées aux voies publiques ou privées. Le Titulaire devra, à cet effet, se rapprocher des services techniques compétents (Commune ou intercommunalité, Conseil Départemental, Direction Interdépartementale des Routes) ou des particuliers pour déterminer avec eux les conditions d'utilisation, d'entretien et de





remise en état de ces routes. Il fera établir un procès-verbal d'état des lieux initial et obtiendra un quitus en fin de prestations de la part du gestionnaire de voirie,

- de l'indemnisation des dégâts constatés survenus aux cultures, sols, arbres, en dehors des emprises du fait des prestations,
- de toutes les autorisations administratives à obtenir (établissements et installations classés, ouvertures de carrières, arrêtés préfectoraux liés à la protection de l'environnement, aux travaux sous circulation publique),
- des sujétions de toutes natures imposées par la réalisation des mesures, essais et contrôles prévus au CCTP, qu'ils soient effectués par le Titulaire ou par le contrôle extérieur,
- des sujétions générales suivantes :
 - prise en charge de tous les frais de raccordement de chantier (électricité, eau, téléphone,...),
 - prise en charge des frais d'installations, d'entretien et de démontage des installations sanitaires mises en place par le Titulaire dans le cadre de ses installations de chantier accessibles à toutes les entreprises participant à cette opération pendant toute la durée du marché,
 - prise en compte des contraintes liées aux délais fixés à l'Acte d'Engagement et aux obligations de moyens associés, y compris les sujétions de travail à poste et travaux de nuit,
 - élaboration de tous les documents d'exécution prévus au CCTP, de leurs délais de contrôle (intérieur et extérieur) et de VISA,
 - mesures définies au Plan de Management du Développement Durable (PMDD),
 - protection des eaux souterraines et de ruissellement contre les pollutions,
 - présence des réseaux enterrés et aériens existants,
 - exécution de tous les ouvrages provisoires en phases intermédiaires à la réalisation des prestations prévues au marché, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix,
 - mise en place et entretien des signalisations réglementaires et des dispositifs de sécurité sur toutes les catégories de voies donnant l'accès sur le site des prestations,
 - emprunt des pistes de chantier par d'autres entreprises notamment dans le cadre des prestations visés ci-dessus,
 - utilisation des pistes de chantier par des riverains non désenclavés par ailleurs,
 - maintien des itinéraires d'accès,
 - prestations par phase et sous circulation aux raccordements des rétablissements de communications avec les voiries existantes,
 - sujétions particulières destinées à assurer la sécurité et la protection des chantiers et des personnes du fait de la proximité de voies publiques maintenues sous circulation,
 - sujétions particulières destinées à assurer la sécurité des personnes lors des prestations de terrassements et de fouilles,
 - des frais de remise en état des sites à la suite d'intempéries,
 - des sujétions liées à la réalisation des prestations à proximité ou au droit de lignes électriques basses, moyennes et haute tensions ainsi qu'au droit des réseaux de transport de gaz – À ce titre, il appartient au Titulaire du marché de se rapprocher des concessionnaires concernés pour établir les règles et mesures de sécurité à prendre en phase travaux, et de solliciter les DT-DICT,
 - dépenses liées aux mesures engendrées par l'élimination des déchets conformément au Schéma Organisationnel de Suivi et d'Élimination des Déchets (SOSED) et à la réglementation en vigueur, y





compris évacuation hors chantier d'eaux chargées et considérées comme impropres à la prise en charge en site de traitement de déchets,


- sujétions liées à la préservation de la polygonale principale,
- sujétions particulières liées au respect de la RNER (Règlementation Nationale sur les Équipements de la Route) et de la série de normes NF EN 1317 concernant les dispositifs de retenue,
- présence de nappe phréatique,
- de la définition, de l'exécution et de l'entretien de tous les dispositifs d'assainissement provisoire nécessaire à la réalisation des prestations,
- des sujétions et contraintes particulières suivantes :
 - contraintes définies au CCTP. À ce titre, les prix sont établis en tenant compte notamment des tous les frais et sujétions du fait des prestations à exécuter à proximité immédiate de la circulation publique,
 - sujétions liées à l'application du PGCSPPS,
 - présence, pendant la durée du chantier, d'un chargé de signalisation, ainsi que de la signalisation interne du chantier,
 - prise en compte des principes et mesures de prévention définies par le maître d'Ouvrage dans le Schéma Directeur de la Prévention,
 - de l'élaboration et de la transmission de tous les documents de reporting mensuels décrits au CCTP,
 - de l'élaboration des couts à terminaison suivant la périodicité fixée aux pièces écrites du marché,
 - des sujétions liées à la préparation et à la fourniture des avant-métrés « travaux » et des métrés définitifs correspondants, établis suivant le découpage des prestations définis par le maître d'œuvre en phase de préparation,
 - présence, pendant la durée du chantier, des référents qualité, santé et environnement.
- de toutes les sujétions relatives à la présentation des projets de facturation et demandes de paiement, à la satisfaction du maître d'œuvre et sous une forme compatible avec les outils informatiques du MOE, le cas échéant.

Enfin, les prix sont établis en considérant que le Titulaire fera son affaire de l'obtention de toutes les autorisations administratives à obtenir (établissements et installations classés, autorisation de dépôts, autorisation pour itinéraire de transport de matériaux ou accès de chantier, arrêtés préfectoraux, départementaux et municipaux liés à la protection de l'environnement, et aux travaux sous domaine public autre que celui du MOA). Il est précisé que ces autorisations sont à obtenir par le Titulaire et ce sans le concours du MOA ni du MOE. Il appartient donc au Titulaire d'entamer les démarches nécessaires auprès des services de l'État et des collectivités territoriales en vue d'obtenir en temps et en heures les autorisations administratives nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Les éventuelles difficultés dans l'obtention de ces autorisations n'ouvriront pas droit automatique à prolongation des délais d'exécution.

De manière générale, en tant que professionnel normalement compétent, le Titulaire doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des prestations confiées au Titulaire pour mener l'opération à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations dont le Titulaire est réputé avoir pris connaissance.





De manière spécifique et conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG FCS, il est entendu que le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle portant sur l'ensemble des livrables et des documents produits par le Titulaire et relevant de ce régime est inclus dans le montant des prestations.

5.3. AUGMENTATION DU MONTANT DES FOURNITURES ET PRESTATIONS

Le Titulaire est tenu d'aviser par écrit le MOE, soixante (60) jours au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des fournitures et prestations atteindra leur montant contractuel. Il est précisé que copie de la lettre est adressée au représentant du MOA par le Titulaire.

Lorsque les prestations exécutées atteignent leur montant contractuel, le Titulaire ne peut poursuivre les prestations sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du représentant du MOA.

Cette décision de poursuivre n'a valeur de clause de réexamen, au sens de l'article R2194-1 du CCP, qu'à condition de respecter les conditions suivantes :

- elle émane du représentant du MOA,
- elle revêt un caractère unilatéral sans que le Titulaire ait donné préalablement son accord au MOA,
- elle indique le montant jusqu'auquel les prestations peuvent être poursuivis et rémunérés,
- elle précise, le cas échéant, la nature des prestations supplémentaires incluses dans l'augmentation des prestations concernés et la ventilation du montant par cotraitant,
- cette décision de poursuivre est notifiée par ordre de service du MOE et peut faire l'objet de réserves.

5.4. VARIATION DES PRIX

5.4.1. Caractère des prix

Les prix du présent marché sont **révisables** selon les conditions fixées ci-après.

5.4.2. Mois d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres (sur la base des offres finales). Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, ce prix est réputé établi en valeur Mo. Le MOA se réserve la possibilité de ramener le montant proposé par le Titulaire aux conditions économiques du mois de référence Mo.

5.4.3. Modalités de révision des prix

A) Formule de révision des prix

Les prix sont révisables annuellement, à la date anniversaire du contrat, par famille du bordereau des prix, à la hausse comme à la baisse, par application du coefficient C_n défini selon la formule suivante :

$$C_n = 0,20 + 0,40 (I_{n1} / I_{o1}) + 0,40 (I_{n2} / I_{o2})$$

où :

- C_n = Coefficient de révision applicable pour le calcul d'un acompte ou du solde au mois n ;
- I_{o1} = Valeur de l'indice de référence EV1 du mois d'établissement des prix Mo ;
- I_{n1} = Valeur de l'indice de référence EV1 du mois de réalisation des prestations.
- I_{o2} = Valeur de l'indice de référence EV4 du mois d'établissement des prix Mo ;



- In2 = Valeur de l'indice de référence EV4 du mois de réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

B) Choix de l'indice de référence

Les indices de référence choisis pour la révision des prix sont :

- Index EV1– Travaux de végétalisation - Base 2010 (Identifiant 001711014) pour 50%
- Index EV4 – Travaux d'entretien des espaces verts – Base 2010 (Identifiant 001711017) pour 50%

L'indice est publié sur le site à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711014> et <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711017>

C) Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision partielle avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

5.5. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

5.5.1. Généralités et périodicités

A) Généralités

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Il est déterminé à partir des montants figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) et des dispositions qui y sont prévues.

En application de l'article R 2191-20 du Code de la commande publique, les prestations réceptionnées et celles qui ont donné lieu à un commencement d'exécution et ayant fait l'objet de constats contradictoires conformément aux dispositions de l'article 11.4.1 du CCAG FCS ouvrent droit au versement d'acomptes périodiques.

Conformément à l'article R 2191-20, il est rappelé que les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

B) Périodicité des acomptes

L'intervalle séparant deux acomptes successifs sera de **deux (2) mois**.

Par dérogation à l'article 11.5 du CCAG FCS, le Titulaire transmettra sa demande de paiement mensuelle sous forme d'un projet de décompte au MOE entre le 20 et le 30 de chaque mois à une date préalablement fixée par ce dernier.

Les éléments de mission identifiés aux prix du marché sont rémunérés à l'avancement à concurrence de 100% du montant des prestations.





5.5.2. Décomptes

A) Projet de décompte

Les modalités d'établissement des décomptes seront arrêtées en période de préparation entre le MOE, le MOA et le Titulaire.

Le Titulaire appliquera les modèles de projet de décompte que le MOE proposera le cas échéant.

En complément de l'article 11.3 du CCAG FCS, les fournitures et prestations faisant l'objet du marché sont réglés par les prix unitaires applicables multipliés par les quantités calculées sur la base des études d'exécution, selon les règles et les modalités prévues au CCTP. Ainsi, les prestations sont rémunérées sur la base d'un pourcentage d'avancement correspondant à la part des prestations au regard du volume total de ces derniers à réaliser. Ces pourcentages d'avancement devront avoir été arrêtés de manière contradictoire entre le Titulaire et le MOE sur la base de toute justification nécessaire demandée par le MOE.

Pour le règlement des quantités liées aux prestations exécutées, les indications données à l'article 10.4.2 du présent CCAP relativement à la fourniture des avant-métrés « travaux » et des métrés définitifs sont à prendre en considération.

Les prestations ne pourront pas être réglés tant que le Titulaire n'aura pas transmis d'avant-métré à l'appui des documents d'exécution, et ce sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En l'absence de métrés définitifs approuvés par le MOE, le règlement de chaque partie d'ouvrage sera limité à 95% de l'avant métré « travaux » validé par le MOE tel qu'établi sur la base des documents d'exécution par le Titulaire.

Les projets de décompte valant demande de paiement mensuel sont établis sur la base d'un modèle proposé par le MOE ou le Titulaire après accord du modèle par le MOE au cours de la période de préparation. Ainsi, pour chaque décompte, le MOE transmettra préalablement au Titulaire un fichier rappelant les quantités réglées du mois précédent répartis par ouvrages techniques. Le Titulaire complètera suivant le cadre préétabli par le MOE les quantités demandées et transmettra en parallèle toutes les justifications nécessaires.

Le MOE se réserve le droit de corriger tout projet décompte qui ne respecteraient pas le modèle agréé voire de le rejeter s'il ne respecte pas le cadre établi. Il appartiendra alors au Titulaire de transmettre un nouveau projet de décompte corrigé. Dans cette hypothèse, le délai de paiement commencera à courir à compter de la réception de cette nouvelle version du projet de décompte.

B) Constitution des projets de décompte

Ces projets de décompte contiennent, pour chaque acompte, les points suivants :

1. le nom et l'adresse du Titulaire,
2. les références du marché (numéro et date de notification),
3. le numéro de l'engagement juridique (EJ) correspondant au bon de commande considéré,
4. les prestations et approvisionnements effectués par le Titulaire et ayant fait l'objet de constats contradictoires pour la période considérée au titre de l'acompte,
5. l'évaluation du montant HT, en prix de base (hors révision) de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations et approvisionnement effectués au cours de la période considérée au titre de l'acompte,
6. les primes ou réfections HT dont les éléments de liquidation sont connus
7. l'incidence de la TVA, le cas échéant en distinguant les différents taux applicables.



A ces projets de décompte, le Titulaire joint :

- le détail des quantités prises en compte selon la forme définie par le maître d'œuvre et communiquée préalablement à l'établissement du projet de décompte (fichier électronique d'échange),
- l'ensemble des constats contradictoires justifiant les demandes de paiement des prestations constatées ;
- les constats contradictoires et le détail des calculs justifiant des éventuelles avances sur matériaux pour autant que ces matériaux sont effectivement présents sur le chantier et destinés à être incorporés dans les prestations dans les deux mois qui suivent le mois du projet de décompte ;
- le calcul, avec justification à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- les copies des demandes de paiement direct des sous-traitants acceptées par le Titulaire.

Tout projet de décompte ne comportant pas l'ensemble des éléments et pièces justificatives susmentionnés sera refusé.

De plus, en annexes des projets de décompte signés par le Titulaire devront également figurer les éléments suivants :

- l'échéancier de paiement remis à jour et en cohérence avec le planning en cours,
- le rapport mensuel d'activité.

Tout projet de décompte ne comportant pas l'ensemble des éléments et pièces justificatives requises sera refusé par le maître d'œuvre et par le maître d'ouvrage.

L'absence de l'envoi des pièces (annexes) susmentionnées pourra faire l'objet de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

À ce sujet, il est précisé que l'instruction de la demande de paiement ne vaut pas validation par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage de ces annexes.

C) Traitement des projets de décompte

Le MOE, après vérifications de l'ensemble des pièces transmises par le Titulaire, accepte ou rectifie le projet de décompte transmis par le Titulaire. Ainsi accepté ou rectifié, le projet de décompte devient le décompte mensuel.

Si le MOE considère le projet de décompte comme non conforme ou incomplet, il le retourne au Titulaire, dans un délai d'une semaine après son dépôt par le Titulaire, en mentionnant l'ensemble des non-conformités constatées et corrections qu'il convient d'y apporter. Cette déclaration de non-conformité du projet de décompte a pour effet d'interrompre le délai de paiement.

5.5.3. États d'acompte et facturation

A) Préparation des états d'acompte par le maître d'œuvre

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG FCS, à partir du décompte complet, le MOE détermine le montant de l'acompte à régler au Titulaire. Pour ce faire, il dresse un état d'acompte conforme aux exigences de ce même article.

Le MOE notifie alors au Titulaire par ordre de service l'état d'acompte et propose au MOA de régler les sommes qu'il admet. Cette notification au Titulaire intervient dans les sept (7) jours à compter du dépôt par ce dernier de son projet de décompte, ce délai ne débutant qu'à compter de la réception d'un projet de décompte complet et conforme.





B) Factures

Le Titulaire (cotraitants et sous-traitants) établit les factures sur la base des états d'acompte notifiés par le MOE.

S'agissant des modalités de transmission des factures du Titulaire (cotraitants et sous-traitants) celles-ci respectent les dispositions des articles L.2192-1 et suivants et D.2192-1 et suivants du Code de la commande publique. Le Titulaire dépose ainsi ses factures sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

Il est rappelé, en application de l'article 11.8 du CCAG FCS, que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission des factures du Titulaire (cotraitants et sous-traitants).

D'une manière générale, le MOA paie les sommes admises par le MOE. Toutefois, le MOA se réserve le droit de contester l'état d'acompte proposé par le MOE. Ainsi, en cas de contestation sur le montant de l'acompte, le MOA règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

Dans le cas où le Titulaire (cotraitants et sous-traitants) émet des factures d'un montant différent de celui figurant dans les états d'acompte notifiés par le MOE, le MOA règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

En cas de cotraitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, les dispositions de l'article 12 du CCAG FCS s'appliquent pleinement.

5.5.4. Demande de paiement finale et décompte général

Les dispositions des articles 11.7 du CCAG FCS s'appliquent sauf dérogations ci-dessous :

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG FCS, la demande de paiement finale est établie à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

Le point de départ du délai de 30 jours de transmission du projet de décompte final est la date de la décision du Maître d'Ouvrage relative à la notification du certificat de parfait achèvement visé à l'article 12.1.4 du présent CCAP, et non la date de de la décision de réception des prestations.

Le projet de décompte final doit être accompagné de l'ensemble des quitus des sous-traitants directs.


5.5.5. Échéancier prévisionnel

Au plus tard à l'issue de la période de préparation, le Titulaire produira un échéancier prévisionnel des paiements calé sur le calendrier détaillé des prestations et indiquant, mois par mois, le montant prévisionnel des acomptes à payer au Titulaire et à ses éventuels sous-traitants. Chaque mois et tout au long de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de mettre à jour ce document au regard de l'avancement réel des prestations et des demandes d'acompte présentées et payées.

5.5.6. Modalités du règlement par virement des sommes à payer au Titulaire

Le MOA se libère des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le Titulaire. À cet égard, il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le Titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises) est tenu de communiquer par écrit au MOE et au MOA, et ce sans délai, tout changement concernant ses coordonnées bancaires. À défaut, un éventuel non-respect du délai de paiement ne pourrait en aucune mesure être reproché au MOA. Le délai maximum de paiement sera de trente (30) jours après réception du projet de décompte valant demande de paiement mensuel.





Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires en cas de retard de paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le Titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à quarante (40) euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

Le comptable assignataire du paiement est l'agent comptable principal de SCSNE.

5.6. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

5.6.1. Modalités de règlement des cotraitants

La signature sans réserve de l'état d'acompte notifié par le MOE, par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues à l'Acte d'Engagement, éventuellement mis à jour.

Par ailleurs et en application de l'article 12.1.2 du CCAG FCS, dans le cas où le Titulaire a la forme d'un groupement solidaire, les prestations exécutées font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire.

5.6.2. Modalités de règlement des comptes des sous-traitants

Pour chaque sous-traitant du Titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des cotraitants qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le MOA au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de la révision de prix éventuellement prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du MOA au mandataire, conformément aux dispositions de l'article R2193-11 du CCP.

Le mandataire doit faire part de son accord (« Bon pour accord ») ou refus **dans les quinze (15) jours** à compter de la signature de l'accusé réception, du récépissé de la demande de paiement du sous-traitant ou du dépôt sur la plateforme CHORUS PRO, au sous-traitant et au Maître d'Ouvrage.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire, le sous-traitant adresse au MOA sa demande de paiement et les factures correspondantes. Il y joint l'accusé réception ou le récépissé prouvant que le mandataire a bien reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.

Le Maître d'Ouvrage adresse au mandataire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Maître d'Ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accord, total ou partiel, du mandataire sur la demande de paiement, ou à l'expiration du délai de quinze (15) jours en cas de silence du mandataire, ou encore de la réception par le Maître d'Ouvrage de l'accusé réception ou du récépissé mentionnés aux dispositions ci-dessus.

Le Maître d'Ouvrage informe le mandataire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.



6. PENALITES, RETENUES PROVISOIRES ET PRIMES

6.1. PENALITES

6.1.1. Dispositions générales sur les pénalités

L'ensemble des pénalités définies au présent article sont fermes et non révisables. Ces pénalités viennent en diminution du montant des acomptes mensuels.

Les pénalités indiquées sont considérées comme conservatives des droits du Maître d'Ouvrage. Ainsi, le MOA se réserve le droit de substituer à la pénalité, le montant du préjudice subi du fait du défaut du Titulaire de l'une quelconque de ses obligations.

Les pénalités ne sont pas soumises à TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont applicables sans mise en demeure préalable. Il en va de même des autres pénalités.

Le montant des pénalités est précisé en annexe 2.6 au CCAP.

Lorsque les pénalités sont évaluées en jours de retard, les jours considérés sont des jours calendaires.

6.1.2. Modulation éventuelle des pénalités

Il est entendu que les pénalités prévues par le présent marché, bien qu'en principe applicables du fait des manquements constatés, pourront être modulées par le MOA sous réserve que le Titulaire :

- d'une part, ait informé dans les meilleurs délais le MOA de la survenance de l'événement ayant généré le manquement et,
- d'autre part, démontre avoir fait ses meilleurs efforts pour maîtriser au mieux les conséquences du manquement constaté.

6.1.3. Répartition des pénalités entre cotraitants

En cas de cotraitance et dès lors que le groupement a fait le choix de comptes séparés, le montant des pénalités est appliqué en intégralité au mandataire, lequel sera chargé de les répartir *a posteriori* entre les membres du groupement.

6.1.4. Pénalités de retard d'exécution

Les pénalités de retard commencent à courir, sans que le Titulaire ne puisse présenter d'observations sur l'application de celles-ci et ce par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations précisé dans le marché est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 du CCAG FCS et de l'article 4.2 du présent CCAP.

Par ailleurs, et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliquées au Titulaire n'est pas plafonné.

En cas de non-respect des délais d'exécution des prestations indiqués à l'acte d'engagement, le Titulaire encourt une pénalité journalière de 1/3000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, ou des prestations se rapportant au délai partiel considéré et pour lequel le Titulaire est en défaut.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le Maître d'Ouvrage rembourse au Titulaire les pénalités provisoires appliquées, à condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres marchés de travaux de l'ouvrage ou de l'opération.



6.1.5. Pénalités pour manquement à la sécurité, à l'hygiène ou à la santé


Dans l'hypothèse où le MOA constaterait une absence d'amélioration ou des manquements répétés aux obligations en matière de sécurité, il est rappelé que le MOA pourra résilier le marché aux frais du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41.1 du CCAG FCS au titre de l'alinéa a).

Sur constatation par le Maître d'Ouvrage, le coordonnateur SPS ou le MOE d'un des écarts décrits dans les alinéas suivants, le Titulaire sera passible pour insuffisance, de pénalités au titre de la sécurité. Ces pénalités sont relatives aux cas suivants :

- situation de « danger grave et imminent » entraînant l'arrêt du chantier,
- non-respect d'une disposition prévue au PGCSPS, aux Registres Journaux, au PPSPS, au SDP et à ses instructions et à la réglementation en vigueur,
- défaut d'alerte du MOA, du MOE ou du CSPS dans les délais fixés aux documents du marché lors de la survenance d'un accident avec ou sans arrêt,
- défaut de formation des salariés et intérimaires,
- défaut de formation des intérimaires au PASI,
- défaut de sensibilisation au passeport Prévention et le cas échéant au risque pyrotechnique,
- défaut d'alerte du service de déminage, du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du CSPS suivant la découverte d'un engin de guerre,
- défaut de participation à une réunion sécurité,
- non-respect de l'obligation d'accueillir chaque intervenant avant sa prise de poste sur le chantier,
- défaut d'organisation de réunions de sensibilisation hebdomadaires type « quart d'heure de sécurité »,
- défaut de réponse dans les délais impartis au coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre,
- défaut de remise d'un PPSPS ou d'un additif au PPSPS dans les délais impartis,
- présence sur le chantier d'un sous-traitant ou prestataire n'ayant pas satisfait avec succès aux démarches préalables liées à la sécurité,
- non remise du document harmonisé des opérations de livraison avant les premières livraisons sur le chantier,
- non remise des documents relatifs aux ouvrages provisoires
- défaut de contrôle des échafaudages avant toute première utilisation par le chargé des ouvrages provisoires,
- défaut de contrôle par le chargé des ouvrages provisoires des étalements nécessaires à la réalisation de tout ou partie du GC d'un ouvrage avant utilisation,
- tout autre défaut ou manquement manifeste à la sécurité sur le chantier ou dans les installations de chantier du Titulaire.

En outre, le MOA se réserve le droit de suspendre de façon conservatoire l'exécution du marché, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, et ce, jusqu'au rétablissement complet des conditions de sécurité nécessaires au bon accomplissement des prestations, sans que cela puisse ouvrir droit à une quelconque indemnité pour le Titulaire.

À ce titre, le MOA, le MOE ou le CSPS pourront imposer au Titulaire pour lui-même et pour ses sous-traitants directs ou indirects, toutes les mesures jugées utiles au rétablissement des conditions de sécurité prévues au marché. Les conséquences de ces mesures, qu'elles soient financières ou liées à tous les préjudices subis par le MOA en raison de la suspension des prestations pour ce motif, seront supportées par le Titulaire.



Il est d'autre part rappelé que dans l'hypothèse où le MOA, le MOE ou le CSPS constateraient un manquement grave par le Titulaire, ses sous-traitants directs ou indirects, aux obligations en matière d'hygiène, de santé ou de sécurité, le MOA pourra résilier le marché aux frais du Titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41.1 du CCAG FCS au titre de l'alinéa a).

6.1.6. Pénalités pour manquement à l'environnement

La liste des pénalités relatives aux manquements à des obligations en matière environnementales figure en annexe 2.6 au CCAP.

En outre, le MOA se réserve le droit de suspendre de façon conservatoire l'exécution de tout ou partie du marché, si les conditions environnementales ne sont pas respectées, et ce, jusqu'au rétablissement complet des conditions environnementales nécessaires au bon accomplissement des prestations, sans que cela puisse ouvrir droit à une quelconque indemnité pour le Titulaire.

À ce titre, le MOA ou le MOE pourront imposer au Titulaire toutes les mesures jugées utiles au rétablissement des conditions environnementales prévues au marché. Les conséquences de ces mesures, qu'elles soient financières ou liées à tous les préjudices subis par le MOA en raison de la suspension des prestations pour ce motif, seront supportées par le Titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire informe dans les plus brefs délais le MOE et le MOA de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux.

Nonobstant l'application des pénalités indiquées ci-dessus, le Titulaire reste tenu de remédier à ses frais et risques et ce dans les plus brefs délais, à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché dont il est responsable.

Les stipulations du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale du Titulaire. Elles ne libèrent pas le Titulaire des sanctions financières et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect de la réglementation environnementale. De même, dans l'hypothèse où le MOA serait lui-même sanctionné financièrement du fait d'un quelconque manquement du Titulaire en la matière, ce dernier devra rembourser le montant en question au MOA.


6.1.7. Pénalités pour manquement aux obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé

A) Pénalité pour retard de transmission des documents requis par la législation

Le Titulaire et ses sous-traitants produisent l'ensemble des documents requis par la législation de lutte contre le travail dissimulé, sans qu'il soit besoin pour le MOA de formuler une demande expresse, tous les six mois à compter de la notification du marché public. En l'absence de présentation spontanée, le Titulaire est tenu de répondre dans le délai de quinze (15) jours suivant réception de la demande du MOE ou du MOA adressée par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. À défaut de transmission dans ce délai, le Titulaire s'expose à une pénalité définie en annexe 2.6 au CCAP.

B) Pénalités pour irrégularité relativement à la législation sur le travail dissimulé

Toute irrégularité signalée au MOA, notamment par les autorités compétentes en charge de la protection des travailleurs, ou dont le MOA prendrait connaissance quant à la situation des salariés détachés (art. L. 1261-1 et suivants du Code du travail) ou en matière de travail illégal (art. L. 8211-1 et suivants du Code du travail) est suivie d'une injonction de régularisation qui, si elle n'est pas suivie d'effet dans les délais fixés par la réglementation en vigueur, expose le Titulaire à une pénalité établie par travailleur en situation irrégulière et à une pénalité complémentaire établie par jour jusqu'à ce que la situation du travailleur concerné soit régularisée.



Au-delà du montant cumulatif de pénalités relatif à ce sujet tel que défini en annexe 2.6 au CCAP, le MOA se réserve la possibilité de résilier le présent marché public aux torts exclusifs du Titulaire. De plus, et quand bien même ce plafond de pénalité ne serait pas atteint, le MOA se réserve le droit d'en faire de même afin d'éviter toute situation dans laquelle sa responsabilité pourrait être mise en jeu de manière solidaire en application des dispositions du code du travail.

6.1.8. Pénalités pour autres manquements aux obligations du Titulaire

A) Pénalité pour absence aux réunions

Toute absence non excusée d'un représentant qualifié du Titulaire ou d'un de ses sous-traitants désignés à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué sera pénalisée. Est considérée également comme absence la représentation du Titulaire par une ou des personnes non qualifiées.

Le montant de la pénalité, suivant le type de réunion, figure en annexe A2.6 au CCAP.

B) Pénalités pour retard dans le remplacement du mandataire du groupement en cas de défaillance de celui-ci

Dans l'hypothèse où le mandataire viendrait à être défaillant et que les autres membres du groupement ne parviendraient pas à présenter un nouveau mandataire dans le délai de quinze (15) jours calendaires suivant mise en demeure défini à l'article 2.9.2, il sera appliqué au Titulaire une pénalité établie par jour ouvré à partir du premier jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

C) Pénalités pour retard dans le remplacement des profils-clés et des astreintes

En cas de retard dans le remplacement d'un « profil clé » au sens de l'article 2.8.4 ci-dessus ou de non-remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalents, il sera appliqué au Titulaire, au titre de chaque étape du processus de remplacement, une pénalité établie par jour ouvré à partir du premier jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

D) Pénalités pour retard dans la remise des documents prévus pendant la période de préparation

Au cours de la période de préparation, le Titulaire est tenu de remettre au maître d'ouvrage les documents évoqués en annexe au CCAP. En cas de retard dans la remise de ces documents, le Titulaire encourt une pénalité établie par document manquant et par jour de retard ouvré. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

Si les documents sont incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par document jusqu'à remise de documents satisfaisants.

E) Pénalités pour retard dans la mise à jour des documents relatifs aux aspects QSSE (dont PPSPS, registre journal, ...), logistique et traçabilité

En cas de non-respect des délais de mise à jour des documents relatifs aux aspects QSSE, logistique et traçabilité, le Titulaire encourt une pénalité établie par document manquant et par jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

Si les documents sont incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par document jusqu'à remise de documents satisfaisants.



F) Pénalités pour retard dans la remise des documents prévus au titre des études d'exécution :

Au titre du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre les livrables correspondant aux études d'exécution attendues. En cas de retard dans la remise de ces livrables, le Titulaire encourt une pénalité par livable manquant et par jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

Si les livrables sont incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par livable jusqu'à remise de livrables satisfaisants.

G) Pénalités pour démarrage des prestations sans document d'exécution approuvé :

Au titre du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au MOE les documents d'exécution nécessaire à l'exécution des prestations. Il est rappelé que ces documents doivent faire l'objet d'un VISA favorable, ou favorable avec observations pour être rendu « Bon pour exécution » par le Titulaire.

Dans le cas où le Titulaire démarrerait des prestations sans document d'exécution « Bon pour exécution », il sera appliqué une pénalité établie par infraction. Cette pénalité sera appliquée par jour de travail tant que le Titulaire n'aura pas remis le document d'exécution « Bon pour exécution ». Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

H) Pénalités pour non remise des avant-métrés "travaux" et définitifs :

Au titre du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au MOE les avant-métrés prévus à l'appui des documents d'exécution. En cas de retard de plus de 5 jours dans la remise de ces avant-métrés « travaux », le Titulaire encourt une pénalité établie par avant-métré manquant et par jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.7 au CCAP.

De la même manière, le Titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre les avant-métrés définitifs dans les 15 jours suivant la fin de l'exécution des prestations correspondant, et suivant le découpage retenu pour les avant-métrés sur documents d'exécution (avant-métrés « travaux »). En cas de retard dans la remise de ces avant-métrés « travaux », le Titulaire encourt une pénalité établie par avant-métré définitif manquant et par jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

I) Pénalité pour non remise des documents à fournir après exécution

En cas de retard dans la remise par le Titulaire des documents à fournir après exécution, celui-ci encourt une pénalité établie par document et par jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.


Si les documents remis ne sont pas conformes ou incomplets, d'une précision et/ou d'une qualité insuffisante, une pénalité identique sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée par jour et par document jusqu'à remise de documents satisfaisants.

J) Pénalité pour défaut de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux

À l'issue des prestations, dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification de la décision d'admission, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure adressée au Titulaire par le MOA et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe,





aux frais et risques du Titulaire, ou être vendus aux enchères publiques. Toutefois, sans préjudice de ces dispositions, le Titulaire encourt, dès le premier jour de retard constaté, une pénalité établie par jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

Pour les installations situées hors de l'emprise du chantier le Titulaire devra fournir au MOE un quitus du propriétaire attestant que la remise en état des lieux a bien été effectuée conformément aux engagements pris.

K) Pénalité pour défaut de traçabilité des matériaux

En cas de défaillance du Titulaire par rapport à ses obligations au titre du présent marché, il sera appliqué les pénalités suivantes :

- en cas de défaut de transmission des informations requises et par jour de retard,
- en cas de transmission d'information erronées, par information erronée.

Le montant de ces pénalités figure en annexe A2.6 au CCAP.

D'autre part, toute analyse supplémentaire ou autres mesure exigée par les services de l'État en charge des contrôles afférents relatifs à l'application de la législation sur les déchets faisant suite à une défaillance dans la traçabilité des matériaux par le Titulaire sera supportée par le Titulaire seul.

L) Utilisation d'un itinéraire routier interdit

En cas de non-respect des itinéraires obligatoires prévues aux pièces du marché, le Titulaire encourt une pénalité établie par infraction constatée et par engin de transport dont le montant figure en annexe A2.6 au CCAP.

M) Pénalités relatives à des défauts liés à la gestion des sous-traitances ou du personnel

Le Titulaire encourt les pénalités suivantes en cas de :

- non-respect du délai de prévenance en cas de départ d'un « profil-clé » par infraction,
- non-respect du délai de présentation d'un nouveau sous-traitant à l'agrément du maître d'ouvrage (sauf cas d'urgence accepté par le maître d'ouvrage), par infraction,
- non-respect du délai de transmission du contrat de sous-traitance en application de l'article 3.6 du CCAG FCS, par jour de retard,
- non-respect des obligations en matière de protection des données à caractère personnel, par infraction constatée,
- non-respect des obligations en matière d'insertion par l'activité économique suivant les indications de l'article 12 de l'annexe 2 au présent CCAP.

N) Pénalités pour non-rectification des défauts constatés pendant la GPA

Dans le cas où le Titulaire ne procède pas dans les délais prescrits par ordre de service aux rectifications demandées par le MOE suite à des défauts ou des dysfonctionnement constatés pendant la période de parfait achèvement, le Titulaire encourra une pénalité pour chaque défaut ou dysfonctionnement non corrigé par jour de retard. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.

O) Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète une pénalité forfaitaire par jour de carence sera appliquée. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.



P) Autres pénalités

Dans le cas de non-respect d'une obligation quelconque du Titulaire autre que les défauts mentionnés ci-dessus, le Titulaire encourra une pénalité pour chaque défaut ou par jour de retard suivant la nature du manquement. Le montant de cette pénalité figure en annexe A2.6 au CCAP.





7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1. AVANCE

7.1.1. Modalité de versement de l'avance au Titulaire

Une avance peut être accordée au Titulaire, s'il ne la refuse pas expressément dans l'Acte d'Engagement du présent marché, dans le respect des conditions fixées par les articles R2191-3 et suivants du CCP. L'avance est accordée au Titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Si un sous-traitant est déclaré en cours d'exécution du marché, le Titulaire qui a perçu l'avance rembourse l'avance au prorata du montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne demande pas à bénéficier de l'avance. Le remboursement de l'avance s'impute le cas échéant sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS le montant de l'avance est quelle que soit la nature du Titulaire (en ce compris les petites et moyennes entreprises) fixé à 20% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois, avec un minimum de 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date de notification du marché public.

Le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues au Titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%) toutes taxes comprises du montant du marché. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80%) toutes taxes comprises de ce montant.

7.1.2. Avances aux sous-traitants

Le droit du sous-traitant au versement d'une avance est ouvert dès la notification du présent marché public ou de l'acte spécial par le MOA. Dès lors que le sous-traitant bénéficie du droit au paiement direct et que, au titre du marché public, le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, le sous-traitant peut demander au MOA le versement d'une avance. Le refus du Titulaire de bénéficier de l'avance n'empêche pas le sous-traitant d'en obtenir le versement.

Les conditions de versement et de remboursement de l'avance sont identiques à celles prévues pour l'avance versée au Titulaire du marché public. Le sous-traitant éligible au paiement direct bénéficie de ce droit, dès la notification du marché public ou à la notification de l'acte spécial de sous-traitance. L'assiette de l'avance versée au sous-traitant qui bénéficie du paiement direct correspond au montant des prestations sous-traitées telles qu'elles figurent dans le marché public ou dans l'acte spécial de sous-traitance.

Le remboursement de cette avance suit les mêmes règles que celles applicables au Titulaire à savoir que le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues au sous-traitant par le maître d'ouvrage lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%) toutes taxes comprises du montant du marché alloué au sous-traitant. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80%) toutes taxes comprises de ce montant.





7.2. RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions des articles R2191-32 et suivants du CCP, il est prévu une retenue de garantie de 5% par acompte. Cette retenue de garantie sera prélevée par fraction sur chacun des versements effectués au bénéfice du Titulaire, autres qu'une avance. Le remboursement de la retenue de garantie intervient dans les conditions fixées à l'article R2191-35 du CCP.

À la demande du Titulaire et conformément aux dispositions des articles R2191-36 et suivants du CCP, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande. En revanche, le recours à la caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé par le MOA. La garantie à première demande est établie selon le modèle figurant à l'acte d'engagement.

L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par le comité des établissements de crédits et des entreprises d'investissement ou par le comité des entreprises d'assurance. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine. Le Maître d'Ouvrage peut récuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

7.3. NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le marché peuvent être cédées ou nanties par le Titulaire, en partie ou en totalité, conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivants du CCP.

Conformément à l'article R2191-46 du CCP, le MOA délivre, sans frais, au Titulaire qui en fait la demande, soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché ; soit un certificat de cessibilité du marché conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

7.4. CAUTIONNEMENT

Le Titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.





8. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le Titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou fournitures, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du MOE les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou fournitures est fixée dans le marché, le Titulaire ne peut la modifier que si le MOE l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Le Maître d'Œuvre notifie par ordre de service les prix provisoires dans les quinze jours qui suivent l'autorisation donnée.

Si le MOE subordonne son autorisation à l'acceptation par le Titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le Titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

8.2. DEMARCHE POUR L'ETABLISSEMENT DE L'EQUIVALENCE DES NORMES

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois à la date d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

Toute demande formulée par le Titulaire et demandant de faire reconnaître une telle équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins trente jours avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.


Les documents justificatifs doivent être rédigés en français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue.

Le MOE dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

Le Titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou fournitures d'une qualité différente de celle qui est fixée par le marché que si le MOE l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Le MOE notifie par ordre de service les prix provisoires dans les quinze jours qui suivent l'autorisation donnée.

Si le MOE subordonne son autorisation à l'acceptation par le Titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, ce dernier ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

Si le marché énumère les supports de données et autres fournitures qui sont nécessaires au bon fonctionnement de matériels, ces supports et fournitures sont conformes aux normes homologuées en vigueur ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.



A défaut de telles normes ou s'il a obtenu les dérogations nécessaires pour des motifs spécifiques aux équipements, le Titulaire fournit, sur demande du MOA ou du MOE, les spécifications techniques nécessaires à l'utilisation de ces fournitures.

8.3. OPERATIONS DE VERIFICATION

8.3.1. Généralités

D'une manière générale, les dispositions de l'article 27 et 28 du CCAG FCS s'appliquent, les opérations de vérifications étant réalisées conformément aux dispositions des pièces du présent marché.

Pour tous les matériaux et produits livrés sur chantier (indépendamment de leur mode de rémunération), les bons d'identification et de livraison seront transmis quotidiennement au MOE, en appoint du journal de chantier.

8.3.2. Vérifications sur le site du chantier

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG FCS et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les prestations. Les CCTP, éventuellement complété par le PMQSSE du Titulaire et par les procédures d'exécution, précisent les modalités de leur vérification tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

8.3.3. Vérifications supplémentaires

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.2 du CCAG FCS, dans l'hypothèse où le MOA ou le MOE feraient réaliser, dans le cadre d'un contrôle extérieur, des essais et épreuves non prévues par les dispositions du présent marché, le coût de ces derniers seront :

- à la charge du MOA dès lors qu'ils démontrent que les matériaux et produits utilisés par le Titulaire sont conformes aux exigences attendues ;
- à la charge du Titulaire dès lors qu'ils démontrent que les matériaux et produits utilisés par le Titulaire ne sont pas conformes aux exigences attendues.

Dans ce dernier cas, outre le coût desdits essais et épreuves, le Titulaire assume seul toutes les conséquences de ces résultats négatifs, notamment les coûts pouvant être générés par le remplacement des matériaux et produits non conformes de même que les éventuels retards et/ou arrêts de chantier constatés de ce fait.



9. IMPLANTATION DES OUVRAGES

9.1. PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage général est effectué selon les modalités définies au CCTP.

Les futures emprises, y compris les emprises temporaires, les abords et les voies de desserte du site sur lesquels les prestations ont vocation à être exécutées feront systématiquement l'objet d'un piquetage par le Titulaire avant le démarrage des prestations. Ce piquetage fait l'objet d'un procès-verbal dressé par le MOE et notifié par ordre de service.

Le Titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait effectuer le MOE, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par le Titulaire à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

9.2. DECOUVERTE DE RESEAU NON-IDENTIFIE OU INCONNU

En cas de découverte de réseaux non identifié ou inconnu, le Titulaire procédera à la délimitation de la zone de découverte et stoppera immédiatement les travaux dans la zone. Il avertira le MOE et le MOA.

Le Titulaire prendra contact immédiatement avec le gestionnaire probable du réseau découvert afin de déterminer avec lui les modalités de dévoiement ou de dépose le cas échéant, et ce sous la responsabilité du MOE.

Le Titulaire ne pourra reprendre les travaux dans la zone qu'une fois l'accord obtenu du gestionnaire du réseau découvert ainsi que du MOE.





10. PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES DOCUMENTS

10.1.1. Connaissance des lieux - engagement du Titulaire

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des sites concernés par le projet et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement physique et réglementaire.

10.1.2. Informations communiquées par le Maître d'Ouvrage

Le Titulaire est réputé avoir accepté l'ensemble des données remises dans le cadre de la consultation et établi sa proposition sur cette base.

Le Titulaire ne se fie donc pas uniquement aux informations fournies par le maître d'ouvrage mais procède à ses propres investigations pour identifier toutes les conditions et contraintes qu'il estime importantes ou nécessaires à la réalisation des prestations.

Au-delà, s'il estime que des informations sont nécessaires et ne peuvent être obtenues qu'auprès du Maître d'Ouvrage, il appartient au Titulaire d'en faire la demande. Si parmi les informations reçues de la part du MOA, certaines sont erronées et nécessitent d'être corrigées et/ou complétées, il appartient au Titulaire d'en faire la demande dans un délai d'un (1) mois maximum après transmission de la donnée.

À défaut, le Titulaire est réputé avoir obtenu l'ensemble des informations utiles et nécessaires à l'identification des risques et aléas pouvant avoir une incidence sur la réalisation des prestations, leur estimation et leurs délais. Il ne pourra alors se prévaloir d'aucun préjudice lié à une quelconque inexactitude ou incomplétude desdites informations sauf exceptions liées aux piquetages spéciaux et aux matériaux à pollution anthropique.

10.2. TERRAINS MIS A DISPOSITION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE


10.2.1. Terrains mis à disposition par le maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations

Pour la bonne exécution des prestations associées, le maître d'ouvrage met à la disposition du Titulaire les emprises des sites décrites aux CCTP et sur les dossiers de plans annexés aux CCTP.

À mesure de l'avancement des prestations, le Titulaire est tenu de libérer les emprises qui ont été mises à sa disposition par le MOA pour l'exécution des prestations. À cette fin, il doit procéder :

- à l'enlèvement des matériels, installations, ouvrages provisoires et matériaux qui lui appartiennent,
- à l'évacuation de tous décombres et déchets,
- à la remise en état des lieux.

S'agissant des emprises que le Titulaire est tenu de libérer, celui-ci doit, dans le cas d'une pollution occasionnée par lui en cours de prestations ou de modalités spécifiques d'exécution rendant nécessaire l'exécution de diagnostics de pollution sur les terrains (conformément aux dispositions des articles correspondants de l'arrêté préfectoral portant autorisation de construire et d'exploiter le Canal Seine-Nord Europe secteurs 2 à 6), prendre seul en charge les frais de dépollution et, le cas échéant, les frais de diagnostic afférents.



À défaut d'exécution de tout ou partie des prescriptions du présent article, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours calendaires, il y est pourvu d'office aux frais et risques du Titulaire. Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités pour non-repliement des installations de chantier et remise en état prévues ci-dessous.

10.2.2. Occupations temporaires mises à disposition par le Maître d'Ouvrage

Pour les terrains sous le statut d'occupations temporaires, le MOA transmettra au cours de la période de préparation toutes les conventions passées avec les propriétaires.

Le Titulaire prendra en charge les emplacements dans l'état où ils se trouvent. D'une manière générale, tous les terrains sous le statut d'occupations temporaires feront l'objet d'un état d'entrée dans les lieux. Ces états des lieux sont réalisés par huissier, les frais afférents étant à la charge du Titulaire. Une copie de chacun de ces états des lieux d'entrée est transmise au MOE.

Au plus tard à la date (ou aux dates) de libération des occupations temporaires prévues dans les conventions correspondantes, le Titulaire est tenu de remettre les lieux en état conformément aux dispositions qui y auront été définies. Un état des lieux de sortie est alors dressé par un huissier de justice dans les mêmes conditions que l'état des lieux d'entrée, le Titulaire assumant également seul, les frais afférents.

De la même manière que pour les emprises des prestations, dans le cas d'une pollution occasionnée par le Titulaire en cours de prestations ou de modalités spécifiques d'exécution rendant nécessaire l'exécution de diagnostics de pollution sur ces terrains, le Titulaire prendra seul en charge les frais de dépollution et, le cas échéant, les frais de diagnostic afférents.

10.2.3. Terrains supplémentaires éventuellement utiles pour les prestations

Il est précisé que le maître d'ouvrage ne met à la disposition du titulaire, pour les installations de chantier, stationnement du matériel et dépôts provisoires ou stockage des matériaux de l'entreprise, aucun terrain autre que ceux inclus dans les emprises et tel que défini sur les plans généraux.

Si le titulaire estime que les emprises ou occupations temporaires que le maître d'ouvrage met à sa disposition ne suffisent pas à la bonne mise en place de ses installations de chantier, aux espaces de stockage temporaire, aux zones de dépôt ou aux surlargeurs nécessaires à la réalisation des prestations ou si ces emprises ne lui conviennent pas pour quelque cause que ce soit, il appartient au titulaire de se procurer, à ses frais et risques, les terrains dont il estime avoir besoin.

Le titulaire devra donc faire son affaire de la location, de l'acquisition ou de la prise en occupation temporaire des terrains qui lui seront nécessaires et qui ne seraient pas compris dans les terrains précités. Dans tous les cas, il en informera préalablement le Maître d'ouvrage avec un préavis et en justifiant sa demande. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser ou d'interdire au titulaire la prise de possession sous quelque mode que ce soit de tout terrain supplémentaire si les justifications présentées sont insuffisantes. À ce titre, il est rappelé l'objectif du maître d'ouvrage de limiter la consommation des terres agricoles pour la réalisation du projet.

Dans une telle hypothèse, le titulaire transmettra au maître d'œuvre un dossier comprenant :

- les accords et conventions signés avec les propriétaires et exploitants des terrains concernés où il est clairement mentionné que le maître d'ouvrage est déchargé de toute responsabilité ; dans le cas de terrains agricoles, le Guide Technosolutions s'imposera de fait et sera annexé à la convention signée avec le propriétaire,
- les autorisations des administrations compétentes ;
- les états des lieux contradictoires réalisés ;



- le plan d'exploitation et de réaménagement de ces emplacements (clôture, modelage, drainage, etc.),
- toute pièce supplémentaire éventuellement nécessaire.

En fin d'utilisation, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage un quitus du propriétaire et/ou de l'exploitant éventuel desdites emprises attestant de la bonne remise en état de celles-ci.

De la même manière que pour les emprises des prestations, dans le cas d'une pollution occasionnée par le titulaire en cours de prestations ou de modalités spécifiques d'exécution rendant nécessaire l'exécution de diagnostics de pollution sur ces terrains, le titulaire prendra seul en charge les frais de dépollution et, le cas échéant, les frais de diagnostic afférents.

Les démarches nécessaires à la maîtrise desdites emprises supplémentaires ne peuvent en aucune manière justifier un quelconque retard dans l'exécution du projet ni une quelconque rémunération supplémentaire au bénéfice du titulaire.

10.3. PERIODE DE PREPARATION

10.3.1. Durée de la période de préparation

La période de préparation démarre à compter de la date de réception par le Titulaire de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation. Sa durée est fixée à l'Acte d'Engagement.

10.3.2. Démarrage des prestations à l'issue de la période de préparation

Le démarrage des prestations sera notifié par ordre de service par le MOE et signé par le MOA. Cet ordre de service ne sera délivré que lorsque l'intégralité des prestations que le Titulaire doit exécuter pendant la période de préparation aura été exécutée à la satisfaction du MOE, du CSPS pour les éléments qui lui incombent.

Si cet ordre de service intervient après la date prévisionnelle de fin de la période de préparation du fait du retard du Titulaire dans l'exécution des prestations prévues pendant cette période ou du fait que ces prestations sont incomplètes ou non-satisfaisantes, le délai global d'exécution du marché demeurera inchangé, et le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Certaines prestations pourront néanmoins démarrer avant la fin de la période de préparation, sous réserves que le Titulaire ait satisfait à ses obligations de sécurité auprès du CSPS et que la documentation préparatoire à ces opérations ait été soumise au maître d'œuvre et ait reçu un visa favorable.

La liste de ces prestations est donnée ci-après à titre indicatif. Le Titulaire pourra utilement se reporter aux CCTP pour tout compléments :

- dépose et pose de clôtures et des dispositifs d'accès au chantier,
- réalisation des pistes de chantier,
- réalisation des installations de chantier,
- repérage, balisage et déplacement d'espèces végétales protégées et patrimoniales,
- repérage, balisage et gestion des espèces exotiques envahissantes,
- repérage des arbres gîtes favorables aux chiroptères et aux pics.

En dehors des opérations explicitement prévues ci-dessus ou au CCTP, il ne sera autorisé aucun commencement de prestations, sauf autorisation spéciale apportée par le maître d'œuvre.





10.3.3. Documents à fournir pendant la période de préparation

Au cours de la période de préparation, il est procédé aux opérations énoncées aux CCTP et à la préparation des documents indiqués aux CCTP. Cette liste indique également les documents à fournir par le Maître d’Ouvrage, le Maître d’Œuvre et le CSPS au démarrage de la période de préparation.

Les documents à préparer et à soumettre par le Titulaire, indiqués aux CCTP, sont établis conformément aux prescriptions du CCAP et des CCTP.

Dans le cas des marchés conclus avec des entrepreneurs groupés, le mandataire a une mission globale de coordination des systèmes qualité des contractants et approuve leur plan de management de la qualité (PMQSSE) avant de le soumettre au visa du MOE.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de sous-traitance. Dans le cas de propositions de sous-traitants, après la signature du marché, le Titulaire accompagne sa demande d'acceptation et l'agrément des conditions de paiement direct :

- soit du SOPMQ du sous-traitant, soit d'une adhésion et d'un engagement à mettre en œuvre le PMQSSE déjà établi par le Titulaire,
- du projet de PPSPS du sous-traitant,
- du PMDD et du PSED du sous-traitant ou d'une adhésion et d'un engagement à mettre en œuvre le PMDD et le PSED déjà établis par le Titulaire.

Le planning d'exécution des prestations sera élaboré conformément aux dispositions des CCTP. Le visa du MOE est obligatoire avant le démarrage de l'exécution des prestations, même si le délai d'un mois est dépassé.

Après visa du planning d'exécution des prestations par le MOE, le Titulaire remettra un planning financier faisant apparaître le montant des dépenses mensuelles prévisibles par nature d'ouvrages. Ce planning financier sera mis à jour lors de chaque modification du planning des prestations.

Le PMQSSE (Plan de Management de la Qualité Santé Sécurité Environnement) sera élaboré conformément aux dispositions des CCTP et sera soumis au visa du MOE.

Le projet des installations de chantier et le plan d'hygiène et de sécurité seront élaborés conformément aux dispositions du CCAP et des CCTP.

Le Plan de Management du Développement Durable sera élaboré conformément aux dispositions correspondantes du CCAP et des CCTP.

Il est entendu que, conformément aux dispositions ci-dessus, les documents à présenter en période de préparation doivent également être produits par les sous-traitants du Titulaire dès lors que ces documents sont attendus d'eux.

Il est expressément rappelé qu'un document non visé par le MOE (avec ou sans observation), ne peut être considéré comme « Bon pour Exécution » par le Titulaire même si le délai imparti pour le VISA est dépassé.

10.4. PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ÉTUDES DE DETAILS

10.4.1. Prescriptions générales

Les plans d'exécution des ouvrages à établir par le Titulaire sont définis aux CCTP.

Lors de la période de préparation, le Titulaire présentera un planning détaillé de délivrance des documents d'exécution. Il proposera également au MOE un tableau de suivi des plans d'exécution et le tiendra à jour pour chaque réunion technique et de chantier.

Les plans d'exécution du Titulaire, seront soumis au visa du MOE accompagnés par planche :





- du visa formalisé du contrôle externe du Titulaire,
- des documents complémentaires indispensables à sa compréhension et à sa vérification,
- des notes de calcul le cas échéant,
- des avants-métrés établis et valorisés suivant le cadre des prix du Détail Estimatif décomposés par ouvrages élémentaires dont la liste sera fournie par le maître d'œuvre durant la période de préparation.

Ils seront codifiés conformément à la procédure de gestion documentaire figurant au SMO (pièce A4). Les documents non codifiés ou présentant une erreur de codification seront retournés au Titulaire pour ce seul motif.

Après réalisation du contrôle intérieur du Titulaire ils seront adressés pour observation au maître d'œuvre accompagnés par l'ensemble des remarques formulées par le contrôle externe et une synthèse des réponses à ces remarques du bureau d'études exécution.

Les documents d'exécution non munis d'un visa formalisé du contrôle externe (fiche de contrôle signée ou équivalent) ne seront pas examinés par le maître d'œuvre et seront retournés au Titulaire.

Le maître d'œuvre procédera à l'examen des documents d'exécution du Titulaire et lui renverra une fiche de VISA présentant le statut attribué au document (Visé Sans Observation, Visé Avec Commentaires (VAC), OBServé ou REFusé) avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après la réception des documents correspondants. Les plans éventuellement annotés par le maître d'œuvre pourront accompagner cette note de VISA.

Dans le cas où le document d'exécution n'aura reçu qu'un statut OBS ou REF, le Titulaire dispose d'un délai de 8 jours pour le corriger et le soumettre de nouveau au VISA du MOE.

Dans le cas de document ayant obtenu un statut VAC, le Titulaire édite le document d'exécution avec le statut « Bon pour exécution » (BPE) dans les cinq (5) jours suivant la réception de la note de VISA du MOE. Ce document sera identique au document ayant obtenu le statut VAC, à la prise en compte des observations près. Par principe, il n'est plus soumis au VISA du maître d'œuvre.

Dans le cas où le Titulaire procéderait sur le document « Bon pour exécution » à des modifications au-delà de la simple prise en compte des observations mentionnées à l'appui du statut VAO, la réalisation de l'ouvrage correspondant ne pourra donner lieu à rémunération. La reprise ou la démolition des ouvrages non conformes car réalisés à partir de documents non visés ou non agréés par le MOE sera à la charge du Titulaire, et il subira l'application des pénalités prévues à l'article 6 du CCAP.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que les plans non munis du visa du MOE (VSO ou VAO) ne seront pas exécutoires. Au cas où le Titulaire passerait outre cette prescription, la réalisation de l'ouvrage correspondant ne pourra donner lieu à rémunération. La reprise ou la démolition des ouvrages non conformes car réalisés à partir de documents non visés ou non agréés par le MOE sera à la charge du Titulaire, et le Titulaire subira l'application des pénalités prévues à l'article 6 du CCAP.

De façon générale, aucun commencement de prestations ne sera autorisé par le MOE sans :

- son agrément des procédures et produits,
- son visa des études d'exécution,
- le document réémis au statut « Bons pour exécution ».

Les plans d'exécution des ouvrages et les notes de calcul sont à la charge du Titulaire, ils sont établis à partir des documents du marché, des reconnaissances géotechniques complémentaires et de leur exploitation à réaliser dans le cadre du présent marché et des documents complémentaires cités dans les CCTP.





10.4.2. Avant métrés « travaux » et « définitifs »

L'avant métré « Travaux », relatif au document d'exécution ou au « paquet » de documents d'exécution sera transmis en format informatique en même temps que le ou les documents d'exécution auxquels il se réfère et sur la même plateforme GED que le document d'exécution correspondant.

Les avants-métrés « Travaux » seront remis par le Titulaire sous la forme d'un fichier au format Excel sur la base d'un bordereau d'imputation des quantités établi par Ouvrage Technique Élémentaire Travaux (OTx). Le fichier de base sera fourni au Titulaire par le MOE. Ce fichier d'échange sera ensuite alimenté par le Titulaire au fur et à mesure de l'établissement de ses avant-métrés et déposé sur la GED Travaux mise à disposition par le MOA.

L'avant métré établi sur document d'exécution sera alors de statut « provisoire ». Une fois que les prestations relatives à un document d'exécution auront été exécutées et dans le mois qui suit la fin de ces prestations, le Titulaire transmettra un nouvel indice de l'avant métré qui sera alors de statut « définitif ».

A défaut, seules les quantités de l'avant-métré visé ou celles figurant dans la note de Visa du MOE, seront prises en compte.

De même, lorsque le Titulaire sera amené à réaliser sur le chantier des prestations supplémentaires ou complémentaires qui ne figuraient pas sur les documents d'exécution et que ces prestations auront été validés par le maître d'œuvre (constat de chantier précisant les données quantitatives...), il est demandé au Titulaire de transmettre le détail estimatif de ces prestations sous le même format informatique que celui défini pour les avant-métrés. Cet avant-métré est alors défini directement comme « définitif », les prestations correspondantes ayant été réalisées. En l'absence de cet avant-métré définitif, les prestations ne pourront être réglées.

Enfin, le MOE attire l'attention du Titulaire sur le fait que les avant métrés transmis sous format informatique serviront également de base à la gestion des décomptes.

Ainsi, la mise en paiement des prestations exécutées ne pourra être engagée que pour autant que les avant-métrés auront été fournis sous le format informatique prescrit par le MOE.

Dès qu'une modification en cours d'exécution a une incidence sur les quantités des avant-métrés visés, le Titulaire devra alerter le MOE pour accord préalable.

10.4.3. Métrés définitifs

Les métrés définitifs seront établis à partir des avant métrés définitifs et des constats de chantier selon le découpage par ouvrages techniques élémentaires.


Les métrés seront établis dans une forme identique à celle ayant servi à l'établissement des avants métrés, dans un délai d'un (1) mois après l'achèvement des prestations de l'ouvrage élémentaire concerné.

Les métrés résulteront de la somme des avant métrés définitifs validés par le maître d'œuvre et des attachements liés aux constats de chantier lorsque ceux-ci donneront lieu à un règlement supplémentaire par rapport aux avant métrés définitifs.

Les métrés définitifs seront établis lorsque tous les avant-métrés et constats de chantier auront été présentés dans un délai de 2 mois après l'achèvement des dernières prestations relatives à un ouvrage technique élémentaire.

10.4.4. Gestion électronique des documents

Il a été mis en place sur le projet un système de Gestion Électronique des Documents (GED) pour la soumission et la gestion des VISAS des documents techniques (Outil MEZZOTEAM). Cette GED vise à améliorer le partage et la circulation des documents.



Pour mémoire, un autre système GED sur une base SharePoint est également mis en place pour la gestion des documents administratifs et financiers (décomptes, ordres de services, courriers, relations contractuelles, etc.).

Le Titulaire sera tenu d'appliquer ces principes et de soumettre ses documents sous format dématérialisés en utilisant la plateforme GED mise à disposition du Titulaire par le maître d'ouvrage (Outil MEZZOTEAM) sous peine de voir la transmission de ses documents non reconnue par le maître d'œuvre, ce qui provoquerait l'application des pénalités de retard correspondantes pour non-remise ou retard dans la délivrance de ses documents.

De la même manière, les notes de VISA et les plans annotés seront transmis par le MOE au travers de cette plateforme.

Le MOE se réserve toutefois le droit de demander ponctuellement la transmission de plans papier pour l'aider dans la préparation de son analyse, sans que le Titulaire puisse émettre une quelconque réclamation.

Un exemplaire papier de tous les documents d'exécution à statut « Bon pour exécution » sera transmis au maître d'œuvre dans les deux jours qui suivront la transmission sur la GED du document correspondant.

10.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER

10.5.1. Installations générales de chantier

Il est rappelé que les sites étant localisés en zone humide et en zone inondable, le Titulaire ne pourra pas s'y installer.

Le Titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier.

Le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Le Titulaire devra prévoir un moyen de locomotion pour les visites du MOE et du MOA.

Le Titulaire doit faire apposer dans les chantiers une affiche indiquant le MOA pour le compte de qui les prestations sont exécutées et, les nom, qualité et adresse du MOE.


Les rejets dans les réseaux d'écoulements existants ou dans les zones d'infiltration préférentielles (dolines, cavités) des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Par ailleurs, le Titulaire obtiendra, le cas échéant, les autorisations préalables concernant ses installations propres soumises à la réglementation des installations classées ou de la loi sur l'eau. Par ailleurs, l'attention du Titulaire est attirée sur les risques de pollution des eaux des cours d'eau et des eaux souterraines.

Dans le cadre du respect des engagements du MOA relativement à la protection de l'environnement, toute implantation d'installation de chantier est interdite dans les zones écologiques sensibles listées dans la pièce Notice de Développement Durable (NDD).

L'équipement des installations de chantier nécessaire au personnel devra être conforme aux prescriptions du code du travail.

Les installations de chantier quelles qu'elles soient seront réalisées dans le respect de la législation et des autorisations nécessaires à leur édification et fonctionnement, comme la permission ou l'autorisation de voirie, la réglementation des installations classées (ICPE) ou bien encore les exigences imposées par la législation du travail et le coordonnateur SPS. Il incombe au Titulaire d'obtenir l'ensemble des autorisations requises que le MOA n'aurait pas préalablement obtenues et d'en fournir la preuve au MOE. Dans ce cas, le Titulaire envoie copie des dossiers de demande d'autorisation correspondant au MOE une semaine avant



dépôt aux autorités administratives compétentes. En tout état de cause, les procédures d'obtention et les éventuels refus des administrations compétentes ne pouvant en aucune manière être invoqués par le Titulaire pour obtenir une rémunération supplémentaire ou justifier un quelconque retard.

Le Titulaire doit, à ses frais, établir et entretenir les installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouverts à la circulation publique. Il doit également veiller au nettoyage des voies publiques empruntées par les engins de chantier, et se conformer a minima à la réglementation et aux accords conclus avec les autorités compétentes concernant le nettoyage et la remise en état des voies publiques empruntées par les véhicules et engins de chantier.

S'agissant des exigences en matière de communication externe du chantier, le Titulaire doit se conformer strictement aux demandes du MOA et de son AMO Communication.

Au fur et à mesure de l'avancement des prestations, le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le MOA pour l'exécution des prestations.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après mise en demeure adressée au Titulaire par le MOA et restée sans effet, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du Titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du Titulaire.

10.5.2. Installations particulières

Les installations particulières nécessaires à l'exécution des prestations du Titulaire sont réalisées par le Titulaire conformément aux dispositions du CCTP et du PGCSPPS. Ces installations sont rémunérées par le prix d'installations de chantier. Ces installations particulières doivent répondre aux mêmes exigences que les installations de chantier générales indiquées à l'article ci-dessus.

En particulier, le Titulaire réalisera conformément aux dispositions des CCTP et du PGCSPPS les installations particulières suivantes :

- un espace de passage disponible pour le MOA, le MOE ou le CSPPS pour chaque lot (voir article 10.5.3),
- un panneau à l'entrée de chaque installation de chantier, signalant la liste des participants aux prestations.

Ces installations sont rémunérées par les prix d'installation de chantier. Ces installations particulières doivent répondre aux mêmes exigences que les installations de chantier indiquées à l'article 10.5.1.

Les obligations relatives aux articles R.238.40 à R.238.45 du code du Travail sont à la charge du Titulaire, ces prestations étant incluses dans le prix « installations de chantier ».

Les lieux doivent être remis en état en fin de prestations :

- avant l'expiration du délai d'exécution,
- dans le délai prévu pour « le repliement des installations de chantier ».

Le MOE se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le Titulaire.

10.5.3. Mise à disposition d'installations spécifiques par le Titulaire

Aucune installation spécifique n'est demandée au Titulaire. Le Titulaire mettra cependant à disposition pour chaque lot un espace de passage pour le MOE, le MOA et le CSPPS avec accès à des sanitaires.

Le coût de mise à disposition et d'entretien de cet espace est réputé inclus dans les prix du Titulaire pour chacun des lots.



10.6. HYGIENE ET SECURITE

10.6.1. Principes généraux de prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, au même titre que le MOA, le MOE et le coordonnateur SPS, le Titulaire doit, pendant toute la réalisation des prestations, y compris pendant la période de garantie, mettre en œuvre les principes généraux de prévention (Articles L4121-1 à L4122-2 du Code du Travail).

Pour mémoire, le Titulaire met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 du Code du travail portant sur les principes généraux de prévention suivants :

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

10.6.2. Coordination Sécurité et Protection de la Santé

A) Coopération avec le CSPS

Le Titulaire se conformera aux obligations découlant de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application aujourd'hui codifiés aux articles L4532-2 à L4532-18 et R4532-1 à R4532-98 du Code du travail. L'opération, dans laquelle le présent marché s'insère, est classée en première catégorie et remplit les conditions fixées par le décret 94.1159 pour être assujettie aux dispositions prévues par ce décret concernant :

- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- Déclaration préalable,
- Collège Interentreprises de la Sécurité, de la Santé et des Conditions de Travail (CISST),
- Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé est nommé par le maître d'ouvrage : les modalités pratiques de son intervention sont définies en annexe A2.1 au présent CCAP.

Les plans généraux de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (PGCSPS) figure en pièce contractuelle.



Le Titulaire fournira au coordonnateur sécurité et protection de la santé (le CSPS), dès le début du présent marché, tous les éléments que ce dernier estimera nécessaires à l'exercice de sa mission, et participera aux réunions organisées par celui-ci ou par le maître d'œuvre en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. Il est précisé que le coordonnateur SPS aura le pouvoir d'arrêter les prestations ou une partie des prestations (par simple arrêt de tâche jusqu'à remise en conformité), si nécessaire, pour raisons de sécurité ou en cas de danger(s) grave(s) et imminent(s).

Le Titulaire est tenu d'associer le coordonnateur SPS dans l'organisation des prestations. Il lui adressera la documentation attendue dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission et au minimum un mois avant le démarrage des prestations. Le Titulaire devra tenir compte des observations du coordonnateur SPS et du MOE et adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

Les mesures d'organisation sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur SPS. Le Titulaire participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si le chantier, vu le nombre d'entreprises et l'effectif des travailleurs, le rend obligatoire. Il répond aux observations, aux notifications mentionnées sur le Registre Journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le Registre Journal tenu par le coordonnateur SPS s'il l'estime nécessaire.

Le coordonnateur SPS informe le MOA, le MOE et le Titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises sous-traitantes du Titulaire, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger, et arrêter tout ou partie des prestations autant que nécessaire. Il en informe le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre sans délai. Si le danger grave et imminent est mis en évidence par le CSPS ou le maître d'œuvre, ceux-ci ont le pouvoir d'arrêter tout ou partie des prestations dans l'attente de la mise en œuvre par le Titulaire des mesures visant à supprimer le danger.

En cas de désaccord avec une demande du coordonnateur SPS qui, soit amènerait le Titulaire à sortir du cadre de sa mission, soit paraîtrait injustifiée pour toute autre raison, le Titulaire fera part de ses observations au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre sous la forme d'un mémoire écrit et motivé dans les meilleurs délais.

Tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au MOA.

B) Libre accès donné au coordonnateur SPS

Sous réserve qu'il soit porteur des EPI adaptés, le coordonnateur SPS a libre accès aux espaces de travail du Titulaire et au matériel permettant l'organisation et la tenue des réunions.

C) Obligations du Titulaire vis-à-vis du CSPS

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'exécution qu'il peut être amené à produire ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à :





- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants qui pourraient être définies par le maître d'ouvrage ou la réglementation en vigueur.

Pendant toute la durée de l'exécution du présent marché, le Titulaire prend toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le Titulaire prend toute mesure d'organisation générale des prestations en concertation avec le coordonnateur SPS et le MOA. Les visites d'inspection communes avec le Titulaire ou ses sous-traitants sont effectuées avec le coordonnateur SPS une fois le sous-traitant agréé par le MOA.

Pour effectuer les visites d'Inspection Communes, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent obligatoirement prendre rendez-vous avec le coordonnateur SPS au moins quinze (15) jours avant le début de l'intervention et transmettre le PPSPS.

Dans tous les cas, le Titulaire ou l'un quelconque de ses sous-traitants ne pourront commencer à intervenir sur le chantier sans l'aval du coordonnateur SPS, du maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

10.6.3. Sécurité et protection des travailleurs

En cas de coactivité d'opérateurs économiques en charge des prestations sur le terrain, les mesures et dispositions fixées par le Code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé font l'objet des plans qui y sont énoncés, notamment en application des sections 2, 4 et 8 du chapitre II du Titre III du Livre V.

En matière de travaux dangereux, les règles de l'article R. 4512-7 du Code du travail s'appliquent, ainsi que des dispositions de prévention des risques dus à l'amiante.

Toute intervention sur le Domaine Public Fluvial (DPF) est susceptible d'entraîner la rédaction d'un PPSPS par le Titulaire ou de clauses spécifiques intégrées dans le Plan de Management de la Qualité Santé Sécurité et Environnement (PMQSSE) du Titulaire, en accord avec les prescriptions de VNF en vigueur.


L'établissement des plans PPSPS est de la responsabilité du Titulaire, ils sont communiqués au CSPS, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage lorsque la réglementation l'exige. L'absence de remise de ces plans fait obstacle au commencement de la réalisation des prestations.

Les dispositions du présent article s'imposent, le cas échéant, à chacun des membres d'un groupement ainsi qu'à l'ensemble de leurs sous-traitants.

Il est entendu que le Titulaire doit être en mesure de justifier, pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail à savoir :

- Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 (n° 87),
- Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949 (n° 98),
- Convention sur le travail forcé, 1930 (n° 29),
- Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957 (n° 105),
- Convention sur l'âge minimum, 1973 (n° 138),
- Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (n° 182),
- Convention sur l'égalité de rémunération, 1951 (n° 100),
- Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958 (n° 111).





À cet effet, le Titulaire devra, sur demande du MOE ou du MOA, communiquer tout document justificatif requis et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et à ceux de ses sous-traitants.

Au-delà, le Titulaire prend sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Sauf stipulations contraires, il assure notamment l'éclairage et le gardiennage du chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture du site.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les prestations ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée. Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés.

Le Titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance du chantier le justifie.

En cas d'inobservation par le Titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peuvent prendre, aux frais du Titulaire, les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable. L'intervention des autorités compétentes, du MOA ou du MOE ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre informent le Titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le site et entravant le bon déroulement et la réalisation des prestations. Il appartient au Titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

10.6.4. Schéma directeur de la prévention

L'attention du Titulaire est attirée sur le document spécifique du SMO du MOA relatif au Schéma Directeur de la Prévention. Ce document a pour objet de définir l'ensemble des principes de prévention que le Maître d'Ouvrage demande à l'ensemble des acteurs du projet d'appliquer.

Ce document définit les grandes règles de sécurité en s'appuyant sur la réglementation, les recommandations et bonnes pratiques mais fait également référence à des exigences spécifiques suivant les typologies de risque des travaux. Le SDP n'a cependant pas pour vocation de se substituer à l'analyse de risque et les procédures de sécurité qui incombent aux Titulaires des contrats de travaux intervenant sur le Canal Seine Nord.


Spécifiquement et au titre du SDP du Maître d'Ouvrage, le Titulaire mettra en œuvre les actions de formation SPS suivantes :

- Passeport Sécurité SCSNE : Il s'agit de sensibiliser chaque personnel aux risques principaux du chantier sur la base d'une ½ journée d'information en coanimation entre le maître d'ouvrage et l'OPPBTP, et ceci en amont de leur accès au chantier,
- Passeport Sécurité Intérimaires (PASI) : Une attention toute particulière sera à apporter pour les personnels intérimaires au travers des agences d'intérim et pour les personnels intervenant spécifiquement sur chantier

Les modalités de réalisation de ces actions sont définies dans les instructions spécifiques qui complètent le SDP du Maître d'Ouvrage.

10.6.5. Accès au chantier

Il est rappelé que le chantier est interdit au public.



Les accès au chantier imposés au Titulaire sont limités à ceux décrits dans les pièces techniques du marché. Ils sont figurés aux plans du marché et décrits au CCTP. Le Titulaire pourra proposer des accès supplémentaires. Il devra alors recueillir l'autorisation écrite préalable du gestionnaire de la voie, ainsi que son quitus après remise en état.

L'aménagement, l'entretien, la sécurité, et la remise en état des accès, conformément aux prescriptions des autorisations délivrées par le gestionnaire de la voie concernée.

Le Titulaire assure seul la gestion des accès au chantier selon les modalités décrites aux pièces du marché. Le Titulaire devra la pose de panneaux aux différents accès aux sites de travaux afin d'en interdire l'accès au public.

En ce qui concerne les livraisons, des procédures particulières seront rédigées par le Titulaire dans le respect de la réglementation et mises en œuvre. Ces procédures (contrôle des véhicules, des bons de livraison, protocole spécifique...) seront regroupées dans un Document Harmonisé d'Organisation des Livraison (DHOL) suivant les recommandations de la CNAM. Le DHOL sera annexé au PPSPS. À noter que les personnels effectuant ces livraisons seront pour la plupart cantonnés aux zones de livraison selon la nature des matériaux et matériels livrés.

Le Titulaire a l'obligation de laisser circuler librement sur le chantier, dans le respect des règles de sécurité applicables, tout représentant du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre, le CSPS et toute autre personne que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre lui désigneront expressément.

10.6.6. Gardiennage

Le Titulaire assure seul et sous son entière responsabilité la garde des parties de chantier qui lui incombe, des ouvrages et de tout élément s'y trouvant jusqu'au prononcé de la réception des prestations par le Maître d'Ouvrage.

10.7. ÉTATS DES LIEUX


Au-delà des états des lieux préalables à l'utilisation des occupations temporaires, il appartient au Titulaire du marché de faire procéder préalablement à tous travaux, et pendant la période de préparation aux états des lieux :

- des itinéraires publics que le Titulaire compte emprunter, y compris ouvrages de génie civil concernés (ponts, dalots, ouvrages hydrauliques, etc.),
- des bâtis susceptibles d'être affectés par la réalisation des travaux (bâtiments collectifs ou individuels situés à moins de 50m de la limite d'emprise des travaux).

Le Titulaire proposera au préalable à l'approbation du MOE la liste des états des lieux qu'il envisage avec toute justification nécessaire. Ces états des lieux seront réalisés sur la base de constat d'huissier agrémentés de photos et de vidéos et seront communiqués dès réception au MOE et au MOA.

Le Titulaire peut faire réaliser, à ses seuls frais et y compris par voie judiciaire (référé-préventif), tous constats et états des lieux qu'il jugera nécessaires afin de se prémunir de tous risques liés aux travaux. Ceci peut notamment être envisagé sur les parcelles et ouvrages situés hors des emprises. Il en informera au préalable le maître d'œuvre et lui communiquera les constats qui en seront issus.

Dans l'hypothèse où c'est le MOA qui prendrait l'initiative d'engager un référé-préventif, le MOA n'assumera que les charges qui le concernent. Ceci implique que si le Titulaire était concerné par cette procédure initiée par le MOA, il supporterait les frais qui le concernent sans possibilité pour lui de les faire prendre en charge par le MOA.



Il sera procédé à des états des lieux de « sortie » sur tous les itinéraires ayant fait l'objet d'un état des lieux préalable aux travaux. Il en sera fait de même pour tous les bâtis. Ces états des lieux « de sortie » seront réalisés sur la base e constat d'huissier dans les mêmes conditions que les états des lieux préalables.

Au-delà des parcelles et emplacements pour lesquels le MOE et le Titulaire se seront entendus pour faire réaliser des états des lieux d'entrée et de sortie, le MOE pourra imposer de tels états des lieux d'entrée et de sortie, réalisés par huissier, sur tout autre lieu ou parcelle qu'il jugera nécessaire. Les coûts afférents à la réalisation de ces états des lieux seront également supportés par le Titulaire. Les coûts afférents à la réalisation de ces états des lieux seront également supportés par le Titulaire.

10.8. PROGRAMME D'EXECUTION ET PLANS DE MANAGEMENT DE LA QUALITE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

10.8.1. Établissement du programme d'exécution des prestations

Le programme d'exécution des prestations est élaboré pendant la phase de préparation suivant les indications figurant aux CCTP et en tenant compte des contraintes spécifiques qui y sont décrites. Le format est à adapter suivant la nature des prestations. Le programme général sera complété autant que nécessaire par des plannings particuliers sur des points spécifiques des prestations.

Le programme général des prestations sera accompagné d'un mémoire comprenant :

- une description générale des grandes phases de réalisation des prestations,
- une description générale des méthodes que le Titulaire entend adopter dans l'exécution des prestations pour chaque grande phase, ainsi que des moyens requis,
- les indication s de la répartition des tâches entre les cotraitants et les sous-traitants.

Il sera accompagné également d'un planning détaillé de mobilisation des moyens en matériels et personnels précisant les origines de ceux-ci (Titulaire, cotraitants, sous-traitants), ainsi que d'un planning détaillé d'établissement des documents d'exécution.

Les moyens mis en place dès l'origine des prestations doivent être déterminés pour respecter les délais compte-tenu des intempéries prévisibles, que le programme d'exécution doit faire apparaître à l'intérieur des délais.


Le visa du Maître d'Œuvre est obligatoire avant le démarrage de l'exécution des prestations.

Après visa du programme d'exécution des prestations par le MOE, le Titulaire remettra un programme financier faisant apparaître le montant des dépenses mensuelles prévisibles par nature d'ouvrages. Ce programme financier sera mis à jour de manière mensuelle avec la présentation de chaque projet de décompte et lors de chaque modification ou mise à jour du programme d'exécution des prestations.

10.8.2. Mise à jour du programme d'exécution

Dans le cas où l'avancement réel des prestations apparaîtrait incompatible avec le respect des délais d'exécution du marché, le MOE pourra exiger du Titulaire l'élaboration d'un programme général d'exécution des prestations suivant les modalités décrites ci-dessus, visant à respecter les délais d'exécution du marché sur la base de méthodes et moyens d'accélération à mettre en œuvre le cas échéant.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que son programme d'exécution est intimement lié au programme d'exécution des travaux du ou des marchés de travaux généraux de terrassements TOARCE correspondants.



Dans ces conditions, il est précisé que le programme des prestations établi par le Titulaire lors de la période de préparation est susceptible d'évoluer fortement de manière à suivre l'exécution des prestations, sans que le Titulaire puisse émettre une quelconque réclamation.

Indépendamment du cas indiqué ci-dessus, le maître d'œuvre se réserve le droit d'exiger la mise à jour du programme général des prestations ou de tout planning particulier à tout moment s'il s'avère que l'organisation des prestations n'est plus en phase avec tel ou tel élément du programme d'exécution et ce pour quelque raison que ce soit et sans que le Titulaire puisse émettre une quelconque réclamation.

Dans le cas où les raisons du retard du Titulaire dans l'avancement de ses prestations sont imputables à celui-ci, ces moyens et méthodes d'accélération resteront à sa charge.

10.8.3. Établissement et mise à jour du Plan de Management de la Qualité

Le Plan de Management de la Qualité (PMQSSE) est élaboré conformément aux dispositions des CCTP et est soumis au visa du MOE.

Dans le cas des marchés conclus avec des entrepreneurs groupés, qu'ils soient conjoints ou solidaires, le pilote mandataire a une mission globale de coordination des systèmes de qualité des contractants et approuve le PMQSSE avant de le soumettre au visa du MOE.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.8.4. Établissement et mise à jour du Plan de Management du Développement Durable (PMDD)

Le Plan de Management du Développement Durable est élaboré conformément aux dispositions des CCTP et est soumis au visa du MOE.

Dans le cas des marchés conclus avec des entrepreneurs groupés, qu'ils soient conjoints ou solidaires, le pilote mandataire a une mission globale de coordination des systèmes de management du Développement Durable des contractants et approuve le PMDD avant de le soumettre au visa du MOE.

Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.9. JOURNAL DE CHANTIER

Le journal de chantier sera tenu par le Titulaire.

Ce journal doit permettre de tenir à la disposition des services de contrôle (notamment l'OFB) toutes les informations nécessaires, notamment celles listées dans l'arrêté préfectoral.

Le cadre de ce document est proposé dans le PMDD du Titulaire et est soumis au visa du MOE.

Le contenu du journal rend compte à minima le cas échéant :

- de la sensibilisation et de l'information du personnel de chantier sur l'environnement ;
- des conditions météorologiques constatées (vent, température, précipitations, niveau des eaux, ...) et les jours d'intempéries associés ;
- des opérations réalisées : travaux exécutés (leur nature, leur localisation) ;
- de l'état des clôtures provisoires ;
- de la consommation d'eau pour les besoins du chantier et de sa provenance ;
- de la gestion/contrôle/suivi des espèces invasives ;
- de l'entretien de l'assainissement provisoire du chantier ;
- de l'engazonnement des stocks provisoires de matériaux ;



- des résultats d'analyse dans le cadre des suivis des milieux aquatiques ;
- de la valorisation des déchets hors matériaux issus des déblais et dragage ;
- des bordereaux de suivi des déchets émis (de l'enlèvement jusqu'au traitement) ;
- des événements environnementaux survenus et des interventions réalisées (fiches d'anomalie et de non-conformités, fiches de suivi) ;
- de la présence du référent développement durable et de l'écologie.

A ce journal, sera annexé chaque jour, un compte-rendu détaillé établi par un représentant du Titulaire spécialement désigné par lui sur lequel seront indiqués par poste de travail :

- les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel, le matériel présent sur le chantier et son temps de marche, la durée et la cause des arrêts de chantier, l'évaluation des quantités de prestations effectuées chaque jour,
- les incidents de chantier, les prestations dont la rémunération n'est pas prévue dans le bordereau de prix et tout événement susceptible de donner lieu à réclamation de la part de l'Entrepreneur.

Le journal de chantier sera signé chaque jour par les représentants du Titulaire et transmis chaque fin de semaine aux représentants du MOE. Son absence peut déclencher la suspension du versement d'acompte mensuel. Pour les prestations sous-traitées, le Titulaire joindra les journaux de chantier établis par les sous-traitants le cas échéant.

À ce journal pourront être annexés chaque jour, tous documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, résultats d'essais, procès-verbaux de constat, etc.).

Le Titulaire fournira à titre d'information et pour mémoire le planning prévisionnel des prestations de la semaine correspondant au journal de chantier qui avait été établi en fin de semaine précédente.

Le journal de chantier sera signé toutes les semaines par le maître d'œuvre et renvoyé au Titulaire, complété par toute annotation éventuelle que le maître d'œuvre estimerait nécessaire.

10.10. REUNIONS

10.10.1. Participation du Titulaire aux réunions

Le Titulaire est tenu de participer à toutes les réunions organisées par le MOA, le MOE et/ou le CSPS, avec le niveau de représentativité adapté. L'absence ou le retard à ces réunions est susceptible de déclencher l'application des pénalités correspondantes. La liste des réunions et leur fréquence prévisible est précisée aux CCTP.

10.10.2. Comptes-rendus de réunions

Toutes les réunions donneront lieu à l'établissement de comptes-rendus qui seront transmis au Titulaire suivant les modalités de transmission précisées aux CCTP. Ces comptes-rendus seront établis soit par l'AMO, le maître d'œuvre ou le CSPS. Il sera recherché autant que faire se peut un accord des parties sur les termes des comptes-rendus qui devront être signés par les parties représentées à la réunion. Pour autant, et en cas de désaccord sur les termes des comptes-rendus, le Titulaire pourra émettre toute remarque ou réserves par écrit dans un délai de sept (7) jours suivant la transmission sous quelque forme que ce soit du compte-rendu correspondant (notification par ordre de service, transmission en mains propres ou notification par GED). Toute remarque ou réserve émise postérieurement sera considérée comme nulle et non avenue.





10.10.3. Revues contractuelles trimestrielles

A noter qu'il sera organisé des revues de contrat trimestrielle (ou à une fréquence plus rapprochée à la demande du maître d'ouvrage) à tenir avec le représentant du groupement et permettant notamment de balayer l'ensemble des sujets contractuels en cours (délais, demandes de prix nouveaux, suivi des modifications, suivi des réclamations, etc.).

10.11. RAPPORT D'ACTIVITE

10.11.1. Récapitulatif documentaire

Chaque début de mois N+1, et au plus tard le cinq (5), une version numérisée et référencée de tous les documents transmis le mois N, sera transmise au MOE par le Titulaire. Les modalités pratiques de classement et de référencement seront définies avec le MOE au cours de la période de préparation.

10.11.2. Planning financier recalé

Au plus tard le cinq (5) de chaque mois N+1, le Titulaire devra fournir le planning financier recalé du marché avec l'engagement résultant du « montant contractuel des prestations » et les dépenses résultantes du décompte du mois N. Ce planning sera décomposé, au minimum, par nature de prestations, selon un modèle défini avec le maître d'œuvre.

10.11.3. Rapport mensuel d'avancement

Au plus tard le cinq (5) de chaque mois N+1, le Titulaire présentera un rapport mensuel d'avancement comportant les éléments suivants :

- Documentation générale
 - Avancement des procédures qualité (notes d'organisation, procédures d'exécution, etc.),
 - Avancement des demandes d'agrément des matériels,
 - Listing des réunions et des compte rendus (yc statut),
 - Point sur l'avancement des procédures administratives (DICT, arrêtés de circulation, etc.),
 - Études d'exécution,
 - Point sur l'avancement des études d'exécution
 - Listing et statut des questions réponses (clarifications),
 - Point d'avancement SIG ;
- Fournitures et services
 - Avancement physique du chantier (sur la base du programme général des prestations) et synthèse des événements de la période écoulée,
 - Rapport photographique du mois écoulé,
 - Analyse des difficultés dans l'exécution du marché (retards ou autres) et mesures envisagées par le Titulaire pour les maîtriser,
 - Prévisions d'exécution pour les trois mois à suivre,
 - Synthèse sur les journaux de chantier,
 - Reporting environnemental du mois écoulé (NDD),
 - Reporting qualité, avec en particulier, les audits les non-conformités identifiées et les actions correctives entreprises,



- Reporting sécurité avec en particulier la liste des événements sécurité du mois écoulé, les accidents sécurité qualité et environnement, les accueils, les animations sécurité, les taux de fréquence et taux de gravités pour tous les personnels depuis le début du chantier,
- Reporting des contrôles et de suivi des terres excavées (traçabilité des terres et sédiments),
- Reporting de suivi des modes de transport des approvisionnements.
- Gestion contractuelle
 - Récapitulatif au mois du nombre de jours d'intempéries acceptées,
 - Point sur le suivi des modifications,
 - Synthèse des alertes, des événements et différends,
 - Bilan financier complet du chantier y compris lié aux événements survenus et aux éventuelles modifications intervenues ;
- Autres
 - Listing demandes riverains + Statuts,
 - Point sur le respect des engagements en matière d'insertion et de recours à la sous-traitance auprès des PME,

Ce document servira de base aux réunions d'avancement évoquées ci-dessous.

10.12. PROCEDURES ADMINISTRATIVES A LA CHARGE DU TITULAIRE

Il est précisé que l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des prestations sont à la charge du Titulaire.

La liste et le détail des procédures administratives énumérées ci-dessous ne saurait être considérée comme exhaustive et couvrir l'ensemble du champ réglementaire applicable à l'exécution du présent marché. Sont ainsi notamment à la charge du Titulaire :

- les permissions de voiries,
- les arrêtés de travaux sur les voies circulées,
- les arrêtés de coupure,
- les DICT Travaux,
- etc.


La préparation des dossiers relatifs à chacune des procédures requises et l'obtention même des autorisations correspondantes nécessitent un haut degré de communication entre le Titulaire, le MOE et le MOA auquel il appartient au Titulaire de veiller. En cas de besoin, il appartient au Titulaire de solliciter le MOA, le MOE ou tout tiers en vue de la réalisation de toute action utile au processus d'obtention des autorisations administratives.

Il appartient au Titulaire d'intégrer l'ensemble des procédures administratives de manière cohérente dans les programmes et calendriers qu'il est amené à produire. Il est entendu que la réalisation de l'ensemble des dossiers relatifs à ces procédures administratives et des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations afférentes est incluse dans les prix du marché.

Une copie des demandes déposées par le Titulaire auprès des services instructeurs et des décisions administratives qui leur font suite doit être transmise au MOA et au MOE.

Le Titulaire prend en charge les conséquences, notamment financières et de délais, liées au retard dans l'obtention ou à la non-obtention des autorisations administratives ainsi qu'aux recours exercés contre ces mêmes autorisations administratives, dont il a la charge et à leur éventuel retrait. Il prend également en





charge toutes les indemnités que serait amené à verser le MOA à des tiers cocontractants du MOA, du fait du décalage de planning d'exécution du projet consécutif au retard dans l'obtention des autorisations administratives dont il a la charge. Il en est de même, par principe, dans l'hypothèse où une demande modificative devrait être présentée auprès des services instructeurs.

Si les autorisations administratives à la charge du Titulaire, nécessaires à la réalisation des prestations ont fait l'objet d'un recours ou d'un retrait :

- les parties conviennent de se rencontrer dans le délai de quinze (15) jours à compter de la connaissance de ce recours ou de ce retrait, à la demande de la partie la plus diligente, pour évaluer les conséquences de la situation ;
- sauf décision expresse contraire du MOA, le Titulaire a l'obligation de poursuivre l'exécution du marché pour les prestations qui ne sont pas concernées par le recours ou le retrait ;
- si le recours formé ou le retrait font manifestement obstacle à la poursuite du marché, le MOA pourra soit décider de suspendre l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 17.3 ci-dessus, soit décider la résiliation du marché ; selon que le recours ou le retrait résultent ou non de la faute du Titulaire, cette résiliation sera ou non prononcée pour faute de ce dernier.

10.13. AMENAGEMENT DES VOIRIES ET ACCES AUX EMPRISES

Pendant la période de préparation, le Titulaire devra s'assurer de la possibilité d'emprunter les itinéraires envisagés, notamment en se rapprochant des autorités compétentes et pour déterminer avec elles les conditions d'utilisation, d'entretien et de remise en état.

Le cas échéant, le Titulaire devra faire le nécessaire afin d'obtenir ces autorisations administratives dans le délai compatible avec le planning du projet.

En cas de modification des itinéraires, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire s'engage à procéder sans délais à tous les aménagements qui se révéleraient nécessaires, dont ceux des voiries de desserte aux emprises et de leur accès. Les frais directs liés aux aménagements imposés par les modifications des itinéraires autorisés seront à la charge du maître d'ouvrage, sauf si cette modification d'itinéraire est imputable au Titulaire.

L'évaluation de ces coûts se fera sur la base des prix du marché (BPU).

10.14. REPARATIONS DES DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES ET ESPACES PUBLICS

Les dégradations occasionnées sur les voies et espaces publics pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liés au chantier seront pris en charge intégralement par le Titulaire.



11. RECEPTION DES PRESTATIONS

11.1. RECEPTION DES PRESTATIONS

11.1.1. Documents fournis après exécution

Les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) sont à soumettre à l'approbation du MOE au maximum deux (2) mois après l'achèvement des éléments de prestations correspondants, et pour les documents généraux au minimum deux (2) mois avant la date à laquelle le Titulaire est supposé avoir terminé ses prestations.

La liste des documents à fournir au titre du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ainsi que leur contenu figure aux CCTP.

Il est précisé que le Titulaire ne pourra solliciter la réception des prestations tant que tous les documents à fournir n'auront pas été soumis et visés favorablement par le Maître d'Œuvre.

11.1.2. Admission des prestations

Si le Titulaire n'avise pas le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre par lettre recommandée avec avis de réception, de la date à laquelle il estime que les prestations ont été achevées ou le seront, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage pourront déclencher les opérations d'admissions des prestations.

À l'achèvement des prestations, le Titulaire demande par lettre recommandée adressée au Maître d'Œuvre, le lancement des opérations d'admission. Le Maître d'Ouvrage sera invité à y assister.

Les opérations d'admission sont établies contradictoirement entre les parties concernées. Elles seront formalisées par un procès-verbal qui spécifie les points suivants :

- le secteur géographique faisant l'objet du constat ;
- la date considérée comme fin de prestations ;
- les réserves éventuelles sur les prestations effectuées ;
- la date limite de levée des réserves.

Au vu du procès-verbal des opérations d'admission et des propositions du Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage décide si la réception partielle est prononcée ou non.


Pour les prestations hors plantations et ensemencements, le Titulaire, sauf décision contraire du MOA, sera entièrement responsable de la remise en état des sites jusqu'à la réception partielle et devra prendre toutes les précautions pour en assurer le maintien.

Pour les prestations de plantations, la fin des prestations fera l'objet d'un constat d'exécution qui sera prononcé après le contrôle de leur bonne réalisation et qui marquera la réception partielle des prestations. Il sera exigé la présence de toutes les espèces plantées y compris l'ensemble des protections (sous réserve pour ces dernières, soient levées au premier constat de reprise).

Le constat d'exécution des prestations végétales marque le début de la période d'entretiens des plantations.

La deuxième année des prestations de finalisation débutera ainsi début mars 2027 et se terminera début mars 2028.

La réception définitive des prestations aura lieu à l'issue des prestations de remplacement de la 2^{ème} année et des levées de réserves. Préalablement à la réception définitive et par dérogation au fascicule 35, un constat intermédiaire sera réalisé en février 2028 afin de vérifier avec le Titulaire et le MOE, le taux de reprise des végétaux.



Les constats de recouvrement sont réalisés chaque année durant le délai de garantie au mois de mars en présence du Maître d'Œuvre. Conformément au fascicule 35, ils ont pour objectif de déterminer le taux de recouvrement des ensemencements.

Les constats de reprises sont réalisés chaque année durant le délai de garantie au mois d'avril en présence du maître d'œuvre. Conformément au fascicule 35, ils ont pour objectif de déterminer le taux de reprise des végétaux.

Les constats de remplacement sont réalisés chaque année en octobre durant le délai de garantie en amont des prestations de remplacement. Conformément au fascicule 35, ils ont pour objectif de définir les éventuels végétaux à remplacer avec le maître d'œuvre.

À l'issue de chaque constat de recouvrement, constat de reprise constat de remplacement, il sera procédé au remplacement des végétaux entre novembre et décembre pour les plantations et en octobre pour le regarnissage (ensemencements).

Pour les prestations de plantations, la responsabilité du Titulaire est engagée jusqu'à la levée de la garantie de reprise.

Au début de saison végétative, le Titulaire devra réaliser et faire approuver par le MOE un planning des opérations d'entretien des plantations. Ce document détaillera par mois et pour toute la saison de végétation toutes les prestations à effectuer pour chaque type de plantation. Le Titulaire avertira le MOE quarante-huit (48) heures avant chaque début d'opération.

Il est admis :

- pour les prestations hors plantations et ensemencements, un PV des opérations préalables à la réception sera établi ;
- pour les prestations de plantations et d'ensemencements :
 - un PV de constat d'exécution des prestations sera établi après l'achèvement complet de la totalité des prestations et sous réserve de l'exécution concluante des contrôles définis au marché,
 - un premier PV de constat de reprise des végétaux sera établi à l'automne suivant les périodes de plantations,
- pour l'ensemble des prestations : un PV de levée des réserves sera établi après l'achèvement complet de la totalité des prestations et sous réserve de l'exécution concluante des contrôles définis au marché.



12. GARANTIES CONTRACTUELLES

12.1. GARANTIE PARTICULIERE DE REPRISE DES VEGETAUX

Le Titulaire effectue l'ensemble des remplacements de végétaux constatés morts ou dépérissant lors des procès-verbaux de constat de reprise, il effectue également les regarnissages d'ensemencements pour assurer une parfaite couverture végétale, à l'issue de chaque année d'entretien à sa charge.

La durée de garantie de reprise des végétaux et ensemencements est égale à celle des prestations de finalisation, soit deux (2) ans et est incluse dans le prix de fourniture des végétaux ou prix des ensemencements.

Le délai de garantie des végétaux démarre à l'établissement du procès-verbal constatant les plantations et se termine à sa date anniversaire +2 ans.

Chaque année, à la date anniversaire, est rédigé un PV de constat de reprise des végétaux. Des campagnes de remplacement des végétaux sont effectuées durant la période de plantation suivant le constat de reprise effectué. La consistance des prestations vise à effectuer une surveillance globale du site, assurer les arrosages des végétaux, assurer l'entretien des végétaux et des ensemencements de manière régulière, de prévenir des maladies et ravageurs et d'assurer la surveillance d'apparition de plantes envahissantes. Elle ne comprend pas la remise en état des surfaces en cas de dégradations volontaires, vols, dégâts de gibier ou encore les opérations de propreté en dehors des emprises végétalisées et traitées dans le cadre des prestations.

Jusqu'au terme du délai de garantie, le Titulaire doit à ses frais, non seulement la fourniture et la plantation en remplacement des végétaux morts, dépérissant ou n'ayant pas repris, mais également tous les travaux de reconstitution de sols fertiles s'il est avéré que ces derniers constituent une cause majeure ou simplement convergente de l'échec des prestations de plantation ou de suivi cultural.

Si, à l'issue du délai qui lui est fixé lors du constat d'achèvement des plantations et semis, le Titulaire n'a pas procédé aux reprises nécessaires des zones dégradées, le délai de garantie est automatiquement prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux de reprise, après mise en demeure restée infructueuse.





13. CONFIDENTIALITE

13.1. PRINCIPE

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité les plus absolus pour tout ce qui concerne les « Informations Confidentielles ». Il est entendu que cette notion d'« Informations Confidentielles » couvre à la fois les informations confidentielles au sens de l'article 5.1.2 du CCAG FCS et les résultats au sens de l'article 34 du CCAG FCS produits ou obtenus par le Titulaire au cours de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires au respect de la présente obligation de confidentialité. À ce titre, il s'engage notamment à ne pas utiliser les Informations Confidentielles pour une autre finalité que l'exécution du présent marché et à informer sans délai le MOE et MOA de toute situation à même de constituer une violation des présentes dispositions.


Le Titulaire ne permettra l'accès aux Informations Confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel ayant strictement besoin d'en connaître et à la condition expresse que ces derniers aient signée, personnellement et préalablement, la Charte de Confidentialité du Projet CSNE dont le modèle figure en annexe de l'Acte d'Engagement.

Le Titulaire ne peut, sans l'autorisation préalable et écrite du Maître d'Ouvrage, transmettre une quelconque Information Confidentielle à un tiers, y compris à titre gratuit et y compris par oral. Les seules dérogations à ce principe sont les suivantes :

- s'agissant des sous-traitants du Titulaire, le Titulaire pourra leur transmettre des Informations Confidentielles sous réserve que lesdits sous-traitants aient été dûment acceptés par le Maître d'Ouvrage et après que le Titulaire (i) aura inséré dans les contrats le liant auxdits sous-traitants des clauses de confidentialité au moins aussi contraignantes que les présentes et (ii) se sera assuré que chacun des membres du personnel desdits sous-traitants susceptible d'avoir accès aux Informations Confidentielles a strictement besoin d'en connaître et a signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE ;
- s'agissant des échanges que le Titulaire est amené à avoir avec les autres opérateurs économiques avec lesquels il est en interface du fait même de l'exécution du présent marché ; d'une part, le Titulaire doit, avant même d'échanger une Information Confidentielle, (i) s'assurer que ces derniers sont, d'une quelconque manière, liés au projet CSNE, au MOA ou à tout autre Titulaire d'un marché attribué par le MOA dans le cadre du projet CSNE pour lequel ils interviennent en qualité de sous-traitant, (ii) qu'ils sont, à ce titre, soumis aux mêmes obligations de confidentialité que celles objet du présent article, et que chacun des membres de leur personnel et intervenants a signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE ; d'autre part, le Titulaire ne peut échanger avec ces opérateurs économiques et leur personnel et intervenants que des Informations Confidentielles strictement liées à l'exécution des prestations objets de l'interface les liant l'un à l'autre, à l'exclusion de toute Information Confidentielle dont le Titulaire serait en possession mais non directement liée à l'activité de l'autre opérateur économique considéré.

En tout état de cause, le Titulaire reste responsable envers le MOA de tout manquement aux présentes obligations de confidentialité, que celles-ci relèvent de son propre fait ou du fait de ses sous-traitants, étant entendu que tout manquement pourra, le cas échéant, conduire le Maître d'Ouvrage à résilier le présent marché aux torts du Titulaire en application de l'article 17.2 ci-dessous.

Afin de permettre les vérifications nécessaires quant à l'identité des opérateurs économiques et de leur personnel et intervenants à même d'accéder aux Informations Confidentielles, le Titulaire établira et tiendra à jour la liste exhaustive des membres de son personnel et/ou de ses intervenants ayant signé la Charte de



Confidentialité du Projet CSNE (en ce compris le personnel et les intervenants de ses sous-traitants). Cette liste devra comprendre les informations suivantes : nom, prénom, entreprise et service de rattachement, qualité/fonction. Cette liste sera en permanence accessible au MOE et au MOA, lesquels pourront à tout moment en demander la transmission sous format informatique. Réciproquement, le Maître d'Ouvrage tiendra à jour la liste globale des personnes, membres de son personnel et membres du personnel et intervenants de l'ensemble des opérateurs économiques impliqués dans l'exécution du projet CSNE, qui ont signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et sont ainsi autorisées à connaître d'Informations Confidentielles. Sur demande du Titulaire, le Maître d'Ouvrage vérifiera cette liste globale afin d'informer le Titulaire du fait que les personnes physiques avec lesquelles il entend échanger des Informations Confidentielles sont ou non signataires de la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et donc autorisées ou non à en connaître.

Le Titulaire s'engage à première demande du MOE ou du MOA à restituer les Informations Confidentielles ou à les détruire et à certifier par écrit les avoir détruites. Cet engagement vaut tant pour les Informations Confidentielles en sa possession que celles détenues par ses sous-traitants.

13.2. EXCEPTIONS

Toutefois et en complément de l'article 5.1.4 du CCAG FCS, les obligations de confidentialité objet du présent article ne s'appliquent pas aux informations dont le Titulaire peut apporter la preuve que :

- l'information concernée était en sa possession avant l'entrée en vigueur du présent marché ;
- le Titulaire a licitement obtenu l'information concernée d'un tiers qui était lui-même autorisé à la divulguer ; par essence, la présente exception ne s'applique pas aux informations transmises par des tiers qui s'avèrent être eux-mêmes soumis au dispositif de confidentialité mis en œuvre dans le cadre du Projet CSNE, ces informations constituant par nature des Informations Confidentielles ;
- l'information concernée était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou qu'elle y est tombée autrement que par un manquement du Titulaire aux exigences du présent article ;
- la divulgation est rendue nécessaire par application d'une décision d'une autorité administrative ou judiciaire ; dans cette hypothèse, le Titulaire doit toutefois en informer le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais afin de limiter la communication à ce qui est strictement nécessaire pour répondre à la disposition légale ou réglementaire ou à l'injonction administrative ou judiciaire ; cela vaut notamment en cas de demande de communication de toute pièce formulée par un tiers en application de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, aujourd'hui codifiée au Livre III du Code des relations entre le public et l'administration.

13.3. DUREE DE L'ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

Sauf décision contraire des Parties, les dispositions du présent article produisent leurs effets pendant toute la durée du présent marché et pendant les cinq (5) années suivant sa cessation, pour quelque cause que ce soit.

13.4. REFERENT CONFIDENTIALITE

Pendant toute la durée du présent engagement, le Titulaire désigne nominativement la personne au sein de son personnel, chargée d'assurer l'interface avec le MOE et le MOA quant à la gestion des obligations en matière de confidentialité. Cette personne est désignée « Référent Confidentialité ».

Le Référent Confidentialité a notamment pour fonction :





- de transmettre la Charte de Confidentialité du Projet CSNE aux personnes physiques dont la mission l'exige ;
- de s'assurer que lesdites personnes ont signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE et que celle-ci a été retournée signée en original au Maître d'Ouvrage avant qu'elles n'aient accès à une quelconque Information Confidentielle ;
- de tenir en permanence à jour la liste exhaustive des membres du personnel du Titulaire et/ou de ses intervenants ayant signé la Charte de Confidentialité du Projet CSNE (en ce compris le personnel et intervenants des sous-traitants du Titulaire).

Enfin, il est précisé que les courriels échangés dans le cadre de l'exécution du présent marché incluent un rappel automatique de l'interdiction de les transférer à d'autres destinataires non soumis au dispositif de confidentialité défini par le présent article et la Charte de Confidentialité du Projet CSNE.





14. CONFLITS D'INTERETS

Le Titulaire s'engage, en toute circonstance, à maintenir rigoureusement son indépendance d'analyse, de jugement et d'action. Il s'engage à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses intérêts matériels ou moraux et ceux du Maître d'Ouvrage. Pour ce faire, et pendant toute la durée du présent marché, le Titulaire doit, notamment :

- vérifier que ses personnels et intervenants ne se trouvent pas dans une telle situation de conflits d'intérêts ;
- prendre les mesures nécessaires, notamment en termes d'organisation, pour que de telles situations ne se présentent pas.

Si, toutefois, le Titulaire constate ou a connaissance de toute situation le concernant susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts avec les intérêts du maître d'ouvrage, il le signale sans délai à ce dernier. En tout état de cause, le Titulaire s'abstient formellement de toute action identifiée comme susceptible d'engendrer un conflit d'intérêts et soumet à l'approbation du MOA les mesures qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître cette situation.

Par conflit d'intérêts au sens de ces dispositions, on entend toute situation dans laquelle le Titulaire ou ses personnels et intervenants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de décision, dont ils pourraient tirer un intérêt direct ou indirect dans le cadre de leurs activités, intérêt qui peut être perçu comme portant atteinte à l'exercice impartial et objectif de leurs missions.

On entend par « intérêt(s) » tout intérêt familial, sentimental, économique, politique ou autre partagé avec des tiers, y compris les intérêts professionnels conflictuels.

Dans l'hypothèse où le Titulaire fait appel à des sous-traitants ou se trouve lié à des entreprises dans les conditions définies ci-dessous, il s'engage, au titre de ces relations, à faire respecter les mêmes principes que ceux définis au présent article. Il est ainsi entendu que le Titulaire demeure responsable envers le Maître d'Ouvrage des conséquences, de quelque nature que ce soit, d'un éventuel conflit d'intérêts entre ces sous-traitants, ces entreprises liées, leurs personnels et intervenants et les intérêts du MOA. A ce titre, le Titulaire s'engage, pour lui-même et au nom et pour le compte de ses sous-traitants et des entreprises liées, à s'interdire de communiquer toute information, de nouer tout contact et d'apporter une quelconque assistance à tout tiers qui, dans un domaine ayant un lien quelconque avec le projet CSNE, pourrait se fonder sur les informations ainsi obtenues en vue notamment de sa participation à toute consultation initiée par le MOA dans ce cadre. En complément, et comme cela est également imposé au titre des engagements en matière de confidentialité, il est rappelé que chacune des personnes physiques appelées à intervenir personnellement au sein du projet CSNE devra, au préalable, signer la Charte de Confidentialité du Projet CSNE laquelle intègre des dispositions spécifiques relatives à la prévention des conflits d'intérêts.

Par entreprise liée au sens des dispositions du présent article, on entend toute entreprise sur laquelle le Titulaire peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le Titulaire ou toute entreprise qui, comme le Titulaire, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.



15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

15.1. CONNAISSANCES ANTERIEURES

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS relatives aux connaissances antérieures standards ou non s'appliquent dans leur intégralité au présent marché.

15.2. REGIME DES RESULTATS

En complément de l'article 34 du CCAG FCS, les finalités et besoins d'utilisation des résultats sont, dans le cadre du présent marché, les suivants :

- usage pour les besoins de la réalisation du projet de liaison fluviale Seine-Nord Europe (ou Seine-Escaut), y compris communication des résultats du Titulaire aux entreprises candidates à de futurs contrats, aux AMO et MOE du Maître d'Ouvrage et aux autres parties prenantes des projets, notamment les partenaires Européens (gouvernements, acteurs économiques etc.), les représentants de la Commission Européenne, de l'État et des collectivités locales ;
- usage pour les besoins du gestionnaire de l'infrastructure fluviale ;
- usage dans la mise en œuvre des projets du maître d'ouvrage ou pour des besoins de formation ou de communication interne ou externe.

S'agissant des droits du Maître d'Ouvrage, les résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique font l'objet, conformément aux dispositions de l'article 37.2.1 du CCAG FCS, d'une cession à titre exclusif du fait de leur caractère confidentiel.

Malgré cette cession à titre exclusif, il est précisé que le Titulaire pourra, par dérogation à l'article 37.3 du CCAG FCS, exploiter à titre commercial les résultats du marché, avec accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage et sous réserve de mentionner que le Maître d'Ouvrage en a assuré le financement. Dans ce cas, il sollicitera obligatoirement le Maître d'Ouvrage par écrit en vue de lui présenter son projet d'utilisation détaillé et après présentation, le MOA, au regard de ses intérêts, donnera ou non son accord, éventuellement assorti de réserves. En cas de réserves, le Titulaire devra amender son projet qui donnera lieu à nouvelle présentation du projet amendé et à une décision expresse d'acceptation ou de refus.

Il est entendu que, par exception au même article 37.3 du CCAG FCS, ce droit d'exploitation accordé au Titulaire l'est sans que le ce dernier n'ait à s'acquitter d'une quelconque redevance.

Il est précisé que toute entité qui sera substituée au MOA et notamment VNF conformément aux dispositions de l'article 22.3 ci-dessous, pourra faire usage des résultats même partiels pour toute utilisation entrant dans son champ de compétence matérielle et territoriale dans les mêmes conditions que celles dont bénéficie le MOA.

15.3. REGIME DES DONNEES

Les dispositions de l'article 37.2.3 du CCAG FCS relatives au régime des données s'appliquent dans leur intégralité au présent marché.





16. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

16.1. PRINCIPES GENERAUX

Dans le cadre de leurs relations contractuelles et en application de l'article 5.2.1 du CCAG FCS, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « *le règlement européen sur la protection des données* »).

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du MOA, qualifié de « *responsable de traitement* » au sens du règlement européen sur la protection des données, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser les prestations objet du présent marché.

Les données à caractère personnel que le Titulaire est susceptible de traiter sont les suivantes :

- données personnelles des personnes autorisées à pénétrer sur le chantier (Noms, prénoms, fonctions, numéros de téléphones professionnels, adresses mails professionnelles, photos...) ;
- données personnelles des propriétaires ou exploitants des parcelles occupées de manière temporaire pour les besoins des prestations.

L'objectif de la transmission au Titulaire de ces données est de lui permettre un contrôle des accès au chantier et, si nécessaire, de contacter les propriétaires ou exploitants des parcelles occupées de manière temporaire.

Il est entendu que les obligations en matière de traitement de données à caractère personnel s'appliquent pendant toute la durée du présent marché.

16.2. ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Au titre des présentes dispositions et en plus des obligations définies à l'article 13 – Confidentialité, le Titulaire s'engage tout particulièrement à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seules finalité(s) objet du présent marché et dans la limite de la durée de celui-ci ;
- traiter les données à caractère personnel de manière licite, loyale et transparente envers les personnes concernées et limiter la collecte aux seules données à caractère personnel pertinentes et nécessaires en vue de la réalisation des prestations ;
- garantir la mise en œuvre de mesures appropriées afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel rendues accessibles au titre du présent marché. À ce titre, le Titulaire doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement de données à caractère personnel effectuées. Ce registre comprend le nom et les coordonnées du MOA et des éventuels sous-traitants du Titulaire amenés à traiter les données à caractère personnel ainsi que, dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité prises.
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ne conserver les données personnelles auxquelles il aura eu accès que pendant la durée du marché et à les restituer au MOA ou à certifier les avoir détruites (y compris toute copie) à l'issue de celui-ci ;
- coopérer activement avec le MOA afin de lui permettre d'évaluer et de documenter la conformité du traitement de données à caractère personnel résultant du marché ; à ce titre, le Titulaire met à la





disposition du MOA la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits par le maître d'ouvrage lui-même ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

16.3. SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions de l'article 2.9 du présent CCAP, le Titulaire peut faire appel à un sous-traitant pour réaliser une partie des prestations objets du présent marché. Ledit sous-traitant peut alors être amené à avoir accès et à traiter certaines données à caractère personnel initialement transmises au Titulaire.

Dans ces circonstances, le Titulaire doit, lorsqu'il déclare un sous-traitant, informer le MOA des activités de traitement de données à caractère personnel que ledit sous-traitant est susceptible de mener. Dans le délai de 21 jours prévu à l'article R2193-4 du CCP, le Maître d'Ouvrage peut présenter ses objections à ce sujet.

Dès lors que le sous-traitant est accepté, il appartient au Titulaire de veiller à ce que le sous-traitant agisse en conformité avec la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et qu'il respecte l'ensemble des engagements imposés au Titulaire par le présent article 16. En tout état de cause, le Titulaire demeure pleinement responsable du respect par le sous-traitant de ces obligations.

16.4. DROIT DES PERSONNES CONCERNEES

Le Titulaire doit assister le Maître d'Ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées actionnent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception au Maître d'Ouvrage.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Société du Canal Seine-Nord Europe
23, place d'Armes
60 200 Compiègne
Représentée par le Président du Directoire

Coordonnées du délégué à la protection des données

Société du Canal Seine-Nord Europe
23, place d'Armes
60 200 Compiègne
dpo.scsne@scsne.fr

16.5. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire notifie au Maître d'Ouvrage avec copie au Maître d'Œuvre toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au plus tard dans les soixante-douze (72) heures après en avoir eu connaissance et ce par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.





Cette notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises par le Titulaire pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

16.6. NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de l'article 5.2.3 du CCAG FCS et en cas de non-respect par le Titulaire des dispositions du présent article 16, le maître d'ouvrage pourra appliquer la pénalité prévue à l'article 6.1.8 du présent CCAP. En cas d'infraction répétée, le MOA pourra résilier le présent marché dans les conditions définies à l'article 17.2 ci-dessous.

16.7. CAS PARTICULIER DES DONNEES PERSONNELLES RECUEILLIES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le Titulaire autorise expressément le Maître d'Ouvrage à recueillir auprès de Voies Navigables de France les informations nécessaires à la traçabilité des flux de matériaux et en particulier celles issues des déclarations de chargement de marchandises réalisées, pour les besoins du projet CSNE, par lui-même, ses sous-traitants ou fournisseurs en application des dispositions de l'article R. 4461-1 du Code des Transports. Il en est de même des informations figurant sur les déclarations de navigation évoquées à l'article R4461-3 du Code des Transports. Le Titulaire fera son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires auprès de ses éventuels sous-traitants et/ou fournisseurs de sorte que le MOA puisse accéder à l'ensemble des informations utiles en la matière. Pour sa part, le MOA s'engage à ne pas divulguer les informations autres que celles destinées à assurer la traçabilité des matériaux transportés et la mesure des objectifs d'utilisation de modes de transports alternatifs à la route.



17. RESILIATION DU MARCHE

17.1. GENERALITES

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 38 du CCAG FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et réceptionnés par le Maître d'Ouvrage est rémunérée sans abattement.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire ou les ayants-droits s'obligent à remettre au Maître d'Ouvrage tous les documents en leur possession, nécessaires à la poursuite des missions confiées. Le MOA reste libre d'utiliser, pour la réalisation du projet, les livrables, études, plans et documents établis par le Titulaire et de les faire compléter et réaliser par une autre société de son choix, sans aucune indemnité à verser, à quelque titre que ce soit, au Titulaire.

17.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-4 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou 8222-7 et D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du Titulaire.

De même, et conformément aux dispositions de l'article 6.1.7 du présent CCAP relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché dans l'hypothèse où le plafond de pénalité fixé en annexe au CCAP viendrait à être atteint ou, indépendamment de ce plafond, dans toute situation dans laquelle sa propre responsabilité pourrait être mise en jeu de manière solidaire en application des dispositions du code du travail.

Par ailleurs, en complément de l'article 41 du CCAG FCS, la décision de résilier le marché peut être prise par le Représentant du Maître d'Ouvrage lorsque le Titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de **quinze (15) jours calendaires**, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché.

En application de l'article 41.1.c) du CCAG FCS, le Maître d'Ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier de prestations prévues au titre du marché qui, par nature, ne peuvent souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire. La décision de poursuite des prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par le maître d'ouvrage.

En complément de l'article 41 du FCS il est précisé que :

- si, pour une raison quelconque, le Titulaire se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter la mission qui lui est confiée, il devra en informer le MOA par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine ; ce dernier aura alors la possibilité de résilier tout ou partie du présent marché ;
- les mises en demeure sont notifiées par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine et sont assorties d'un délai ; le Titulaire dispose de ce délai pour satisfaire à ses obligations ;
- le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par le MOA, en cas d'inexécution grave ou répétée de ses obligations ou de mauvaise exécution de celles-ci constatées par voie de mise en demeure, le cas échéant précédée de signalements par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, et notamment lorsque :
 - le Titulaire n'exécute pas dans les délais prescrits prestations qui lui sont commandés et compromet ainsi gravement le respect du calendrier de l'opération ;





- les documents et livrables présentés par le Titulaire ont fait l'objet de plusieurs décisions successives de rejet ou d'ajournement par le MOA,
- le marché pourra être résilié sans indemnité :
 - en cas de modification de nature à compromettre la bonne exécution du marché dans les conditions définies par l'article 2.8.1 « Changement dans la situation juridique du Titulaire » du présent CCAP ;
 - dans l'hypothèse où le Titulaire est un groupement, en cas de défaillance du mandataire ou d'un cotraitant dans les conditions des articles 2.8.2 et 2.8.3 du présent CCAP ;
 - si le Titulaire ne produit pas les attestations d'assurances dans les conditions définies par l'article 19 « Responsabilités – Assurances » du présent CCAP dans le délai imparti ;
 - si le remplacement d'un « profil clé » ou d'une « astreinte » désignés à l'article 2.8.4 du présent CCAP est récusé dans les conditions définies à ce même article ;
 - en cas de non-respect des obligations relatives à la déclaration des sous-traitants et aux obligations qui s'imposent à eux en matière de sécurité conformément aux dispositions de l'article 2.9.2 du présent CCAP ;
 - en cas de non-respect des obligations en matière de confidentialité comme indiqué à l'article 13 du présent CCAP ;
 - en cas de conflit d'intérêt avéré non résolu portant préjudice aux intérêts du maître d'ouvrage en référence à l'article 14 du présent CCAP ;
 - en cas de non-respect des obligations applicables en matière de protection des données à caractère personnel telles que définies à l'article 16 du présent CCAP.

17.3. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine.

Lorsque le Maître d'Ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, il est fait application de l'article 42 du CCAG-FCS. Le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.





18. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

18.1. DEMANDE DE REMUNERATION COMPLEMENTAIRE ET/OU D'EXTENSION DE DELAI

En cas d'événement pouvant donner lieu de la part du Titulaire, à une demande de rémunération complémentaire (DRC) et/ou à une demande d'extension des délais d'exécution du marché, celui-ci doit en informer officiellement le MOE, avec copie au MOA, sous peine de forclusion dans un délai de quinze (15) jours après la survenance de l'événement en question.

Dans les deux (2) mois, à compter de la fin de l'évènement mentionné ci-dessus, le Titulaire remet au MOE avec copie au MOA, un mémoire de demande de rémunération complémentaire et/ou d'extension des délais, exposant les motifs et le détail de ses demandes et fournissant les justifications nécessaires correspondantes.

Après que la demande de rémunération complémentaire et/ou d'extension des délais a été transmise par le MOE, accompagné de son avis, au MOA, celui-ci notifie ou fait notifier au Titulaire sa proposition pour le règlement de la demande dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de sa réception par le MOE. L'absence de réponse du Maître d'Ouvrage dans ce délai vaut rejet implicite de la demande.

Il sera tenu compte dans l'analyse de la demande du Titulaire des dispositions de l'article 1.5.4 du présent CCAP relatif au devoir de conseil du Titulaire.

18.2. RÈGLEMENT DES DIFFERENDS

18.2.1. Constitution d'un différend

Le différend au sens du présent marché résulte soit d'une prise de position explicite et non équivoque du MOA ou du MOE, qui révèle ou acte clairement le désaccord, soit de son rejet implicite né du silence à l'issue d'un éventuel délai qui lui aura été fixé par une mise en demeure adressée par le Titulaire du marché, le délai ainsi fixé ne pouvant être inférieur à quinze (15) jours.

Constitue donc un différend au sens du présent article la survenance de tout évènement susceptible de donner lieu à une réclamation du Titulaire, notamment, sans que cette énumération présente un caractère limitatif :


- tout désaccord sur une demande de rémunération complémentaire ou d'extension de délai visée à l'article ci-dessus,
- tout désaccord entre le maître d'œuvre et le Titulaire sur les conditions d'exécution du marché, ou de rémunération des prestations,
- tout désaccord sur la rémunération de prestations supplémentaires ou modificatives visées à l'article 23 du CCAG FCS et à l'article 1.11 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG FCS, en cas de matérialisation d'un différend, le Titulaire en avertit dans les quinze (15) jours, sous peine de forclusion, le Maître d'Œuvre avec copie au Maître d'Ouvrage.

18.2.2. Processus de règlement des différends

En complément de l'article 46.2 du CCAG FCS, en cas de matérialisation d'un différend dûment signalé par le Titulaire dans le délai indiqué ci-dessus, celui-ci transmet au Maître d'Œuvre avec copie au Maître d'Ouvrage dans un délai de trente (30) jours sous peine de forclusion un mémoire en réclamation exposant les motifs du différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.





Après que le mémoire en réclamation a été transmis par le MOE, accompagné de son avis, au Maître d'Ouvrage, celui-ci notifie ou fait notifier au Titulaire sa proposition pour le règlement du différend dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de sa réception par le MOE. L'absence de réponse du Maître d'Ouvrage dans ce délai vaut rejet implicite de la demande.

Si le différend porte sur un désaccord relatif à une demande de rémunération complémentaire déjà présenté, il sera compte dans l'analyse de la réponse déjà émise par le MOA sur cette demande.

18.2.3. Suivi des DRC et des différends

Le Titulaire communique tous les trois (3) mois au Maître d'Ouvrage, avec copie au MOE, un tableau de synthèse des DRC et des différends passés, en cours ou à venir comprenant :

- la description et les dates caractéristiques (date événement ou date début/fin le cas échéant) des événements dits « contractuels », c'est-à-dire soit ayant donné lieu à la transmission de DRC, soit de mémoires en réclamation,
- les dates de transmission des DRC et/ou mémoires en réclamation associés,
- le statut de la DRC (à venir, en cours, clos, traité partiellement, transformé en différend),
- le statut du différend le cas échéant (en cours, clos, traité partiellement),
- les montants concernés (réclamés, acceptés, réglés),
- tout autre élément nécessaire ou utiles à la compréhension synthétique du tableau.

18.3. PREVENTION DES LITIGES

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir à un règlement raisonnable et dans les meilleurs délais des différends qui résulteraient de l'application du présent marché.

En cas de désaccord persistant, à l'issue du processus décrit ci-dessus, les dispositions de l'article 55.2 relatif aux modes alternatifs de règlement des différends sont applicables.

18.4. LOI APPLICABLE ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

En cas d'échec de la démarche de règlement amiable, le litige est porté devant le Tribunal Administratif d'Amiens : 14 rue Lemerchier - CS 81114 Amiens Cedex.

En cas de recours contentieux par l'une ou l'autre des parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Email : greffe.ta-amiens@juradm.fr Téléphone : +33 (0)3 22 33 61 70 Télécopie : +33 (0)3 22 33 61 71



19. RESPONSABILITES - ASSURANCES

19.1. RESPONSABILITES

19.1.1. Obligations générales

Au plus tard 15 jours à compter du démarrage de la période de préparation, le Titulaire devra faire connaître nominativement au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage, une personne habilitée munie de la délégation de moyens suffisante pour assumer la responsabilité de la gestion de tous les sinistres occasionnés par les prestations du Titulaire et de ses sous-traitants. À ce titre, elle pourra être amenée à prendre contact directement avec le Maître d'Ouvrage pour certains dossiers.

19.1.2. Dommages aux tiers


Le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non à des dommages matériels et/ou corporels, de toute nature dans la réalisation desquels les prestations objet du marché seraient impliqués et qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres intervenants sur le même chantier.

Le Titulaire s'engage en conséquence à garantir le Maître d'Ouvrage, ses représentants et son personnel, contre tout recours qui pourrait être exercé à leur encontre de ce chef, à les indemniser de la totalité des préjudices résultant pour eux des faits susmentionnés et à renoncer à exercer contre eux, y compris leurs éventuels assureurs, toute action ou réclamation.

19.1.3. Préjudices subis par le maître d'ouvrage

Les dispositions de l'article 8 du CCAG FCS s'appliquent sous réserve des dispositions suivantes :

- les règles d'exécution imposées au Titulaire par le cahier des charges du présent marché, le contrôle et la surveillance technique exercés par le Maître d'Œuvre, sont destinés à assurer l'observation des précautions essentielles mais ne sont pas limitatives, et le Titulaire reste entièrement responsable de la solidité et de la tenue de ses ouvrages, qu'ils soient provisoires ou définitifs, du respect des objectifs de traitement, des défauts, malfaçons, vices, etc., ainsi que des erreurs de calculs ou de conception des documents utiles ou nécessaires à l'exécution des prestations et qu'il aura élaborés ;
- le Titulaire conserve son entière responsabilité vis-à-vis des ouvrages et réseaux de services publics pour tout ce qui concerne les conséquences, quelles qu'elles soient, de l'emploi du système adopté par lui pour l'exécution des prestations ;
- en cas de désordres directs ou indirects dus à l'exécution des prestations, il sera tenu de prendre toutes dispositions utiles pour les pallier. Il ne pourra se prévaloir d'absence d'ordres reçus du MOE ;
- le Titulaire devra assurer à ses frais et risques dans les meilleurs délais, les mesures conservatoires, les travaux confortatifs, les réparations, les réfections et remplacements rendus par son fait utiles et nécessaires, ainsi que tous les paiements aux tiers d'indemnités et dommages ;
- le Titulaire indemniser le MOA de tous dommages directs ou indirects de quelque nature qu'ils soient (corporel, matériel et immatériel consécutifs ou non consécutifs tels que mais non limité à : pertes de bénéfice, pertes de gain, surcoûts, frais supplémentaires, etc.), résultant de tout manquement ou inexécution de sa part, de son personnel, fournisseur ou sous-traitant ou de toute personne dont il est responsable, dans le cadre des obligations qu'il assume aux termes du marché, sans limitation de montant ni de durée.



Il est précisé que le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage, dans les mêmes conditions, de tous recours de tiers, en cas de dommages causés en tout ou partie par un manquement ou une inexécution de la part du Titulaire ou de celle des personnes dont il est responsable.

19.1.4. Dommages subis par le Titulaire

Le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature et quelle qu'en soit le préjudice qui pourrait lui être causé ou subis par les biens dont lui-même serait propriétaire ou détenteur à un titre quelconque.

En conséquence, le Titulaire renonce à exercer tout recours contre le Maître d'Ouvrage et ses éventuels assureurs.

Il est en particulier souligné qu'en cas de préjudice subi par le Titulaire, suite à des dommages causés par des tiers, qui entraînerait (par exemple) soit des pertes, soit un allongement de la durée des prestations, aucune indemnité ne sera versée par le Maître d'Ouvrage et aucun recours ne sera intenté à son encontre.

Le Titulaire doit la protection des ouvrages et restera personnellement responsable des dégâts, dégradations (tags, ...) et des vols jusqu'à la réception des prestations.

Il réparera à ses frais les ouvrages endommagés, sauf recours éventuel contre le tiers responsable, le maître d'ouvrage restant étranger à toute dépense de ce chef.

L'attention du Titulaire est attirée sur les risques de vol et vandalisme sur ses installations et matériels de chantier dont il a la responsabilité.

Le Titulaire est fermement invité à prendre les dispositions adaptées pour assurer de jour comme de nuit la sauvegarde de ses installations et de son matériel et /ou des prestations déjà réalisées jusqu'à leur réception ou prise de possession par le maître d'ouvrage ou le service gestionnaire de la voirie.

En cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du Titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement à le Titulaire par son ou ses assureurs.

19.1.5. Responsabilité décennale et garantie de bon fonctionnement

La responsabilité civile décennale concerne l'ensemble des ouvrages soumis à la responsabilité décennale.

Le Titulaire est responsable de plein droit envers le Maître d'Ouvrage des désordres affectant les éléments constitutifs de l'ouvrage et ses éléments d'équipement objet du marché selon les principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code Civil.


19.2. ASSURANCES

19.2.1. Remarques générales

Les primes et frais d'assurance relatifs aux garanties souscrites par le Titulaire en application du présent article sont réputées incluses dans ses prix.

Dans le délai fixé ci-après à l'article 19.2.7 du présent CCAP, le Titulaire (mandataire et cotraitants le cas échéant) et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont Titulaires des assurances décrites dans les paragraphes suivants.

En fonction de l'absence ou de l'insuffisance des garanties proposées par le Titulaire, en nature ou en montant, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de solliciter des garanties ou niveaux de garanties supplémentaires ou complémentaires. À ce titre, le Maître d'Ouvrage aura la faculté de souscrire un



programme d'assurance spécifique pour le compte de tout ou partie des intervenants et à leurs frais, auquel le Titulaire s'engage d'ores et déjà à adhérer.

19.2.2. Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

Assurance Tous risques chantier

Le Maître d'Ouvrage n'a pas souscrit d'assurance « Tous risques chantier »

19.2.3. Assurance de responsabilité civile en cours de chantier, après prestations et professionnelle

Le Titulaire est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier, après prestations et professionnelle, découlant des articles 1240 et suivants du Code Civil, couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir en application de l'article 19.1. Elle doit également couvrir la garantie « assurance pollution ou atteinte à l'environnement ».

Les garanties de cette police doivent être expressément étendues aux conséquences pécuniaires des désordres ou dommages susceptibles d'être causés tant aux constructions existantes qu'aux constructions avoisinantes.

La police devra comporter les garanties « incendie » et « effondrement » en cours de chantier. Elle doit, en outre, mentionner qu'elle concerne les prestations neuves ainsi que les ouvrages existants et/ou avoisinants le chantier.

Cette assurance devra être contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, étant précisé que l'ensemble des intervenants de l'opération sont considérés comme tiers, y compris le maître d'ouvrage.

Le contrat d'assurance devra rappeler les domaines d'activités garantis et précisera que la garantie est acquise pour la participation de l'assuré à un chantier dont le montant est au moins égal au montant total de l'opération à laquelle le Titulaire participe en faisant acte de candidature à ce marché.

Les capitaux devront être au minimum de :


- Dommages corporels : Sept millions cinq cent mille euros (7 500 000 €) par sinistre,
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : Deux millions d'euros (2 000 000 €) par sinistre et par année d'assurance,
- Dommages immatériels non consécutifs : cinq cent mille d'euros (500 000 €) par sinistre et par année d'assurance.

Les montants minima de garantie ici indiqués ne constituent en aucun cas une quelconque limitation de responsabilité et il appartient au Titulaire de souscrire les montants de garantie à hauteur des responsabilités qu'il considère encourir. Le Titulaire s'engage à maintenir ces garanties pendant toute la durée du marché, de manière à couvrir les dommages de toute nature survenant jusqu'à la date d'effet de leur réception, mais aussi ceux provoqués par ses interventions au titre des garanties et responsabilités prévues par le marché.

La police d'assurance souscrite par ses sous-traitants ne réduit, n'atténue ou ne modifie, en aucun cas, la responsabilité du Titulaire définie ci-avant.

19.2.4. Assurance « Tous risques chantier »

Le Titulaire devra souscrire, à concurrence du coût de la construction, une assurance « Tous risques chantier » couvrant la totalité des prestations concourant à la construction de l'ouvrage pendant la période des prestations.



Cette police, souscrite tant pour son compte que celui de l'ensemble des intervenants de l'opération de construction ayant un lien contractuel avec le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants, doit, en outre, comporter :

- une extension de garantie pendant la durée de la garantie de parfait achèvement et celle de bon fonctionnement le cas échéant,
- les clauses de renonciation à recours mentionnées à l'article 19.1 ci-dessus,
- les garanties « incendie » et « effondrement »,
- la couverture des frais de déblai, de retirement et de sauvetage,
- une clause prévoyant, d'une part, l'abrogation totale et absolue de la règle proportionnelle des capitaux assurés et, d'autre part, l'indexation du montant des garanties en fonction des variations d'un des indices usuellement retenus par les assureurs.

Dans l'hypothèse où la durée des prestations dépasse la durée prévisionnelle des prestations sur la base de laquelle l'assurance « Tous risques chantier » a été souscrite, celle-ci devra prévoir une clause de prorogation automatique.

19.2.5. Assurance de responsabilité civile décennale

Le Titulaire doit couvrir sa responsabilité décennale qu'il peut encourir en raison des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Le Montant garanti est de 1 500 000 € par sinistre et par année d'assurance.

Si le Titulaire a souscrit habituellement des montants supérieurs, il s'engage à les conserver pour l'exécution du présent marché. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de réévaluer ces montants en cours d'exécution du marché. Cette attestation d'assurance sera ensuite à transmettre à chaque début d'année et ce pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire devra par ailleurs déclarer au Maître d'Ouvrage toutes modifications substantielles affectant son ou ses contrats d'assurances (nature et montants des garanties, changement d'assureurs...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties.

19.2.6. Communication des attestations

Le Titulaire devra produire, dans un délai de quinze (15) jours qui suit la notification du marché, et à toute réquisition du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre, les attestations d'assurance en cours de validité justifiant de la souscription des polices mentionnées au présent article et indiquant le montant des garanties et la durée de la période de couverture, et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être engagée.

Les attestations d'assurance sont en langue française, en original ou en copie certifiée conforme à l'original.

Le Titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes. Ces attestations sont à actualiser annuellement et à communiquer systématiquement au MOE.

En cas de couverture insuffisante, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'assurances complémentaires de souscrire une assurance à ses frais ou en cas d'impossibilité de souscrire une telle assurance, de résilier le marché aux torts du Titulaire.



20. DISPOSITIONS DIVERSES

20.1. OBJECTIFS ET RECOURS AU DISPOSITIF DE LA DEMARCHE GRAND CHANTIER

20.1.1. Objectifs

L'ampleur du CSNE va générer un surcroît d'activité très important et avoir un impact fort sur le développement du territoire des Hauts-de-France, notamment en termes d'emploi à court et moyen terme.

La démarche Grand Chantier a été mise en place afin d'anticiper les besoins en compétences, en formation, en dispositifs insertion sur les chantiers de construction et de permettre aux entreprises et au service public de l'emploi, associé à ses partenaires, de pouvoir répondre à ces exigences.

La SCSNE souhaite faire de ces importants chantiers des opportunités d'emplois dans le domaine des travaux publics et des aménagements environnementaux, et, à ce titre, incite les entreprises à s'impliquer dans cette démarche.

Les personnes ayant bénéficié d'un parcours qualitatif dans le cadre des clauses d'insertion pourront constituer également des personnels compétents pour ces entreprises.

À ce titre, le Titulaire du marché s'engage à transmettre à Canal Emploi l'ensemble des offres d'emploi à publier en vue de l'exécution du présent marché.

D'autre part, les partenaires de la Démarche Grand Chantier favorisent, dans le cadre du dispositif Canal Entreprises, la mobilisation du tissu économique régional (cf. note d'information aux candidats). Dans ce cadre, Il est attendu du Titulaire que, dès la notification du marché, il s'inscrit sur la plateforme CCI Business Hauts-de-France (<https://hautsdefrance.ccibusiness.fr/canal-seine-nord-europe>) pour faire connaître l'activité de ses chantiers ainsi que ses besoins en sous-traitance et qu'il s'engage à participer à des manifestations organisées dans le cadre de Canal Entreprises pour mettre en relation les donneurs d'ordre et les sous-traitants.

Enfin, le Titulaire est tenu, en outre, de renseigner les indicateurs de la Démarche Grand Chantier qui lui seront adressés à un rythme trimestriel.

20.1.2. Insertion par l'activité économique

Dans le domaine de l'insertion, le présent marché (annexe 1 au CCAP et Acte d'Engagement) prévoit des clauses permettant de faciliter l'embauche de personnes éloignées de l'emploi (clauses d'insertion par l'activité économique). Par ailleurs le document dénommé « les Cahiers du Canal Solidaire » produit par les Conseils départementaux, sert de guide à la mise en œuvre et au suivi de ces clauses.

20.1.3. Participation au dispositif Canal Emploi

Dès la notification du marché, le Titulaire mettra à jour l'estimation prévisionnelle du besoin de main d'œuvre nécessaire pour la réalisation des travaux et précisera son estimation en coordination avec le Maître d'Ouvrage et le chef de file de Canal emploi. L'estimation prévisionnelle est mise à jour trimestriellement par le Titulaire.

Ces éléments ont vocation à être partagés avec les partenaires de la DGC pour leur permettre de mettre en place les démarches nécessaires (identification des compétences disponibles, plans de formation, etc.).

Durant la réalisation des travaux, le Titulaire fournira les données effectives du chantier dans ces domaines afin d'alimenter l'observatoire socio-économique du CSNE.



Par ailleurs, le Titulaire pourra prendre part à la dynamique portée par les partenaires de la DGC en participant aux événements – initiatives qu'ils mettent en œuvre sur les territoires (exemples : webinaire Pôle emploi, activités de la plateforme Proch'Emploi que sont les rencontres Jeunes-Entreprises, etc.

20.1.4. Participation au dispositif « Canal formation »

Le présent marché requiert la mobilisation d'un nombre important de compétences et capacités professionnelles. Certaines de ces compétences et capacités seront requises sur la durée totale de la construction du canal Seine-Nord Europe, compétences et capacités qui ne sont pas toujours disponibles aujourd'hui. Une politique de formation professionnelle a été définie dans la Région pour proposer des formations adaptées dans cette perspective. L'ensemble de l'offre de formation disponible dans la Région est accessible sur la plateforme <https://www.c2rp.fr>.

Dans ce contexte, la SCSNE souhaite que le Titulaire du marché contribue activement à l'élévation du niveau de qualification professionnelle disponible en concourant dans toute la mesure du possible à la formation professionnelle des personnels susceptibles de participer aux travaux.

À cet effet, le Titulaire est invité à formuler ses propositions sous 3 mois à compter de la notification du marché en matière de formation professionnelle en termes de contribution à la politique de formation professionnelle développée dans la Région Hauts-de-France pour permettre aux entreprises de disposer des capacités professionnelles dont elles ont besoin pour exécuter leurs marchés :

1. Economie générale du dispositif présenté et avantages au regard des objectifs de formation professionnelle des publics cibles ;
2. Contributions proposées aux différentes phases de la formation ;
3. Modalités de mise en œuvre : le Titulaire décrira notamment :
 - a. Les actions de formation visées en lien avec les besoins du marché ; les actions devront être déclarées éligibles à la publication sur le site <https://www.c2rp.fr>.
 - b. La démarche que le Titulaire mettra en œuvre pour convenir d'un partenariat avec un ou plusieurs organismes de formation afin d'insérer les contributions du Titulaire dans les actions de formation existantes ou à mettre en place durant la durée d'exécution du marché.
 - c. Les modalités et principes d'intervention du Titulaire dans ces actions, en décrivant les moyens mis en œuvre pour assurer la qualité du suivi, et le calendrier de mise en œuvre sur la durée d'exécution du marché.
 - d. Les modalités de suivi des performances du dispositif, permettant de garantir le caractère opérationnel, effectif et mesurable des engagements pris.

Il est ainsi recherché une mobilisation et une implication actives des entreprises dans les actions de formation professionnelle proposées, implication considérée comme un élément clef du succès de ces actions pour répondre au plus près aux besoins d'emplois et pouvoir déboucher sur l'insertion pérenne des bénéficiaires dans le monde du travail.

20.1.5. Participation au dispositif Canal Accueil

Dès la notification du marché, le Titulaire précisera son estimation de besoins en termes d'hébergement, de restauration et de transport des compagnons du chantier en coordination avec le Maître d'Ouvrage et le chef de file de Canal accueil afin de permettre aux partenaires du dispositif d'en favoriser l'organisation et les conditions de mise en œuvre.





20.2. INTERPRETARIAT

20.2.1. Prévention de la sécurité

Pour garantir la sécurité des travailleurs et des visiteurs sur le chantier lors de la réalisation de tâches signalées par le CSPS, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, comme présentant un risque pour la sécurité des personnes et des biens, une formation est dispensée à l'ensemble des personnels affectés à l'exécution de ces tâches, quelle que soit leur nationalité ; que cette formation donne lieu, lorsque les personnels concernés directement par ces tâches ne maîtrisent pas suffisamment la langue française, à l'intervention d'un interprète qualifié aux frais du Titulaire et après information du CSPS et du Maître d'Œuvre.

20.2.2. Protection sociale

Pour permettre à la SCSNE d'exercer son obligation de prévention et de vigilance en matière d'application de la législation du travail, et sur demande du CSPS, du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, l'intervention d'un interprète qualifié peut être demandée aux frais du Titulaire du marché, afin que la SCSNE puisse s'assurer que les personnels présents sur le chantier et ne maîtrisant pas suffisamment la langue française, quelle que soit leur nationalité, comprennent effectivement le socle minimal de normes sociales qui, en vertu notamment de l'article L.1262-4 du code du travail, s'applique à leur situation.

20.2.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, la SCSNE désignera un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP ; une pénalité forfaitaire sera également appliquée. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

NB : une liste des experts et traducteurs agréés est disponible dans le ressort de chaque Cour d'Appel et est accessible via le site de la Cour de Cassation.

20.3. ENGAGEMENT EN MATIERE D'ACCES AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Le Titulaire s'engage à faire exécuter par des petites et moyennes entreprises, au sens de l'article 3 du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique, la part des prestations indiquée à l'acte d'engagement. Les statuts de cotraitant, sous-traitant direct ou indirect, de fournisseur sont pris en compte pour le calcul de la part d'accès.

Le respect de cet engagement est apprécié à la date de réception des travaux.

Le Titulaire transmet à la SCSNE trimestriellement un document indiquant pour le mois ou l'année considérés ainsi que depuis la date d'entrée en vigueur du marché pour les prestations réalisées avant la date de prise de possession :

- le nom et les coordonnées des petites et moyennes entreprises impliquées,
- les missions qu'elles ont effectuées ou l'avancement des missions en cours d'exécution par leurs soins, le montant qui leur a été versé au titre de ces prestations et la part que ce montant représente dans le total des prestations.

Le format de suivi est communiqué au Titulaire à la notification du marché.



20.4. VALORISATION TOURISTIQUE DU CHANTIER

Le Canal Seine-Nord Europe est un ouvrage exceptionnel dont la réalisation constitue en elle-même une attraction du point de vue touristique. Les collectivités locales (et leurs opérateurs touristiques) souhaitent que le chantier apporte des retombées positives en la matière et sont prêtes à s'investir et travailler de concert avec la SCSNE et le Titulaire pour définir et mettre en œuvre des actions voire des produits touristiques.

En complément des attendus relatifs à l'organisation de visites de chantier par le Maître d'ouvrage (cf. chapitre « 20.9 Communication »), le Titulaire devra faciliter la mise en tourisme du chantier.

À ce titre, il est attendu du Titulaire qu'il intègre dans l'organisation du chantier des mesures de nature à faciliter les opportunités de valorisation touristique (création de belvédère, aménagement d'un bâtiment des bases chantiers doté d'un toit-terrasse accessible, accès direct sans passer par le chantier...). L'objectif est de donner à voir aux visiteurs, en toute sécurité, sans pénétrer dans les emprises du chantier proprement dit.

Ponctuellement (au plus une fois par an), le Titulaire contribuera à l'organisation d'opérations « Chantiers ouverts au public » à l'initiative du Maître d'ouvrage et de ses partenaires touristiques. Ces opérations seront en principe mise en place sur un week-end. Sa participation portera notamment sur la définition d'un circuit de visite au sein du chantier en lien avec les organisateurs, la préparation de l'accueil des visiteurs dans les conditions de sécurité requises, la mise à disposition de personnels en mesure d'exposer aux visiteurs les travaux en cours de réalisation.

20.5. COMMUNICATION

20.5.1. Préambule

La réalisation du Canal Seine-Nord Europe va profondément modifier l'environnement et le cadre de vie des habitants du territoire concerné. L'ambition de la SCSNE est que, par sa conception et les modalités de sa construction, l'ouvrage s'insère harmonieusement dans le respect du territoire et de ses habitants en apportant des retombées économiques et sociales positives.

Pour ce faire, la SCSNE conduit depuis plusieurs années un dialogue ouvert et transparent avec les acteurs du territoire : élus, responsables économiques et associatifs et, au-delà, avec le public.

Le Titulaire devra s'inscrire dans cette dynamique de dialogue, gage de réussite du projet. Ceci se traduira à la fois par une contribution active à la concertation territoriale en phase conception puis par la contribution à la mise en œuvre de la communication chantier par la SCSNE.

20.5.2. Documents de référence

Les entreprises intervenant sur le chantier du Canal Seine-Nord Europe véhiculent l'image de la SCSNE et du projet du canal dans leur manière de conduire les chantiers. À ce titre, elles respectent l'ensemble des obligations, règles, chartes et codes en vigueur et appliquent les préconisations de la SCSNE. Les entreprises s'engagent à prendre connaissance des documents « Contrat territorial de développement - volet 3 organisation du chantier en lien avec le territoire » et « Directives et éléments de langage pour le personnel intervenant sur site » et à transmettre aux compagnons intervenant sur les chantiers tout support de communication dédié que le Maître d'ouvrage souhaitera véhiculer, dont le « Guide de bienvenue pour les compagnons du chantier ».

L'entreprise participe également à une information de sensibilisation aux enjeux territoriaux dispensée par le Maître d'ouvrage.

En matière de communication, la SCSNE remettra au Titulaire les documents suivants pour l'exécution de ses missions dans le cadre des chantiers du projet :





- la charte graphique du Canal Seine-Nord Europe,
- le référentiel de langage,
- une charte réseaux sociaux destinée aux entreprises qui travaillent sur le Canal Seine-Nord Europe et aux partenaires de la SCSNE.

20.5.3. Interlocuteurs communication au sein de la Maîtrise d'Ouvrage

L'entreprise Titulaire sera en interaction pour l'exécution de la Communication, avec la Direction Partenariats Territoires Europe (DPTE) de la SCSNE et avec certains de ses prestataires. La DPTE porte notamment la politique de communication de la maîtrise d'ouvrage.

La DPTE émet les prescriptions en matière de communication de projet et de chantier et en contrôle leur application sur le terrain. Pour chaque territoire¹, une « direction de territoire » de la DPTE est en charge de la communication. Ses représentants sont les interlocuteurs du Titulaire. Ils peuvent participer à toute réunion d'avancement ou de chantier, prescrire des mesures à exécuter par l'entreprise en matière de communication dans le cadre normal de son contrat, voire constater toute non-conformité aux prescriptions contractuelles. Un interlocuteur référent de la DPTE sera désigné.

Au démarrage du marché, une réunion est organisée avec les équipes responsables des opérations à l'occasion de laquelle le référent de la DPTE présente les engagements de la SCSNE en matière de communication sur les territoires et les fonctionnements attendus de la part du Titulaire sur le terrain. Ces informations devront être ensuite transmises aux équipes par les responsables du Titulaire.

20.5.4. Obligation du Titulaire

Le Canal Seine-Nord Europe implique la réalisation d'importants travaux. Des mesures adaptées sont donc prises par la SCSNE afin de limiter les perturbations, le bruit et les encombrements et ainsi articuler dans les meilleures conditions l'organisation du chantier en lien avec la vie des territoires.

Plusieurs principes guident ainsi l'installation et la conduite des chantiers :


- La sécurité de tous (piétons, deux roues, véhicules),
- Une volonté de limiter au maximum les gênes,
- Le maintien permanent d'une accessibilité aux habitations, commerces, entreprises et équipements,
- Le maintien du fonctionnement normal des services de sécurité, pompiers et de police,
- La limitation des impacts sur la circulation et le stationnement.

20.5.5. Informations nécessaires venant des entreprises pour mettre en œuvre une communication adaptée

Tout au long du projet et des travaux du Canal, une communication détaillée, régulière et ciblée est mise en place pour permettre aux riverains directs du chantier et aux habitants du territoire de disposer d'une information toujours à jour sur l'avancée des travaux et la vie du projet. Une attention particulière est donnée portée par le Maître d'Ouvrage à la communication en phase chantier.

¹ Sur le plan territorial, la SCSNE a organisé les 107 km de Canal en trois territoires : Compiégnois-Noyonnais (correspondant à la partie du tracé dans l'Oise), Santerre-Haute Somme (correspondant à la partie du tracé dans la Somme) et Artois-Cambrésis (correspondant à la partie du tracé dans le Pas-de-Calais et le Nord).





L'entreprise Titulaire détient pour partie les informations nécessaires pour assurer la communication. En tenant compte des demandes, orientations, recommandations et éléments d'information transmis par le Maître d'ouvrage ou via le Maître d'œuvre, elle :

- Fera remonter toute informations utiles à l'appréciation par la DPTE des impacts sur le territoire,
- Transmettra aux équipes en charge de la communication du Maître d'ouvrage via le Maître d'œuvre tous les contenus et toutes les informations nécessaires à la réalisation des supports d'information et de communication,
- Portera assistance de manière continue à la transmission de l'information du public selon les besoins qui seront exprimés par le Maître d'ouvrage ou ses représentants via le Maître d'œuvre.
- S'organisera pour participer à la mise en œuvre de la communication projet et chantier destinée à assurer l'information du public.

Pour ce faire, le Titulaire devra remplir certaines obligations.

20.5.6. Organisation de la communication entre le Titulaire et la SCSNE


- Désigner un référent communication : nommer et identifier un référent communication pour chaque chantier, pour un groupe de chantier ou pour l'ensemble du marché. Ce correspondant communication disposera d'une connaissance approfondie du chantier et d'une disponibilité suffisante pour assurer toutes ses missions et des pouvoirs suffisants pour prendre toute décision ou engager toute action qui serait nécessaire dans le champ de la communication,
- Participer aux réunions où la communication est abordée, conférences et événements publics si le Maître d'ouvrage le requiert.
- Mettre en place une organisation territoriale ad hoc permettant :
 - De faire remonter les informations en termes de gênes et nuisances à gérer et anticiper,
 - De participer à l'animation du dispositif de dialogue (sur demande du Maître d'ouvrage) avec les riverains du ou des chantiers : mise à disposition de lieux, organisation de visites de chantier, etc.,
 - D'intégrer de facto une rubrique « information territoriale » aux revues de chantier et de transmettre les comptes rendus de celles-ci à la direction territoriale qui participera d'ailleurs occasionnellement à ces revues,
 - D'informer la Maîtrise d'Ouvrage de toutes interactions directes sur le terrain que ce soit avec les parties-prenantes ou les particuliers usagers ou riverains, a fortiori si ces derniers manifestent quelque forme d'insatisfaction que ce soit.

20.5.7. Visites de chantier

Le Titulaire pourra avoir à participer à des visites chantier pour les besoins de communication externe ou interne. L'organisation sera portée par le Maître d'ouvrage et le nombre de visites susceptibles de mobiliser l'entreprise n'excèdera pas 24 par an pour des visites d'une durée comprise entre deux heures et une journée.

Le Titulaire pourra avoir à mettre à disposition des locaux, de l'équipement de sécurité nécessaires aux visites etc. Il pourra s'agir de toutes typologies de visites, y compris organisées par un opérateur touristique, partenaire du maître d'ouvrage, à l'attention du grand public (cf. également &20.8).

En outre, la Maîtrise d'ouvrage devra pouvoir organiser des visites librement sans l'intervention de l'entreprise et à ce titre, elle devra pouvoir disposer d'une salle de réunion équipée (tables, chaises - 25 minimum -, rétroprojecteur, armoires de rangement pour les chaussures et les casques) et des EPI ad hoc (30 casques et 30 paires de chaussures de sécurité en pointures assorties par site visitable). L'entretien des



chaussures et le remplacement des EPI le cas échéant sera assuré par l'ENT à la demande du MOA, qui dispose des baudriers.

L'entreprise informera la Maîtrise d'ouvrage de toute visite qu'elle programme elle-même.

La SCSNE se réserve le droit de solliciter les personnes intervenant sur le chantier pour réaliser des vidéos, times lapses, interviews etc. dont la publication sera faite sur support papier, numérique, audio ou vidéo et alimenter ses documents de communication et d'information. Une autorisation de diffusion sera soumise aux intéressés le cas échéant.

D'une manière générale, le Titulaire devra laisser libre l'accès au chantier pour les prestataires de la SCSNE dûment autorisés et tenus de respecter l'ensemble des consignes de sécurité du chantier, sous réserve d'en avoir été informée à minima 24 heures avant.

20.5.8. Autres règles à respecter en matière de communication

Toute opération de communication sur le Canal Seine-Nord Europe et/ou ses travaux, à l'initiative du Titulaire, devront être soumises à autorisation préalable du Maître d'ouvrage. Qu'il s'agisse d'une action de communication événementielle, de relations presse (cf. ci-après), de la production de support rédactionnel imprimé ou numérique, de communication sur les réseaux sociaux (avec ou sans photos ou vidéos), d'affichage sur site (marquage des emprises chantiers de sa marque de quelque façon que ce soit sur les palissades, sur les bungalows des bases vie, silos..., des supports faisant apparaître ses entités, logos... à des fins promotionnelles) et ce, à l'exception de l'affichage réglementaire. La SCSNE disposera d'un délai de 7 jours pour informer le Titulaire de sa réponse : autorisation, modification ou refus. L'absence de réponse de la SCSNE à l'issue de ce délai vaudra acceptation.

Pour des raisons de sécurité et de lisibilité, les dispositifs de communication du Titulaire sur la voie publique sont proscrits.

En tout état de cause, pour la bonne visibilité du projet, tout dispositif de marquage extérieur avec les logos du titulaire, soumis à la validation du Maître d'ouvrage, devra intégrer le logo du projet Canal Seine-Nord Europe, le cas échéant de la SCSNE ou de ses partenaires financiers si la DPTE le requiert.

20.5.9. Relations avec la presse et demande de tournages

Toute demande presse reçue par le Titulaire ou ses sous-traitants devra être transmise dès réception au Maître d'ouvrage, qui se réserve le droit d'y répondre seul, d'associer le Titulaire à la réponse, ou d'autoriser le Titulaire à répondre.


Toute action de communication du Titulaire vers la presse, en lien avec le Canal Seine-Nord Europe, devra être soumise au Maître d'Ouvrage à minima 3 semaines avant. Un échange sur les objectifs, l'angle, les messages et les modalités notamment interviendra entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire pour cadrer / préciser l'action. La SCSNE se réserve le droit de participer à une action vers la presse, de repousser une action, ou de la refuser.

Les tournages (de vidéos, reportages, films...) dans les emprises des chantiers doivent faire l'objet d'une autorisation formelle de la SCSNE. Le Maître d'ouvrage accompagnera la presse ou les équipes de tournage sur ses visites et/ou préviendra le Titulaire de toute visite prévue. En cas de visite inopinée de médias ou d'équipes de tournage non autorisée de la SCSNE, le Titulaire refusera les accès aux emprises du chantier pour des raisons de sécurité et adoptera une attitude qui servira en tout état de cause l'image de la SCSNE et du projet.

20.5.10. Délais, jalons et obligations du Titulaire

Le Titulaire doit se conformer aux délais et jalons, concernant la communication, prescrits au présent CCAP et dans les autres documents constituant le marché concernant la communication, notamment :

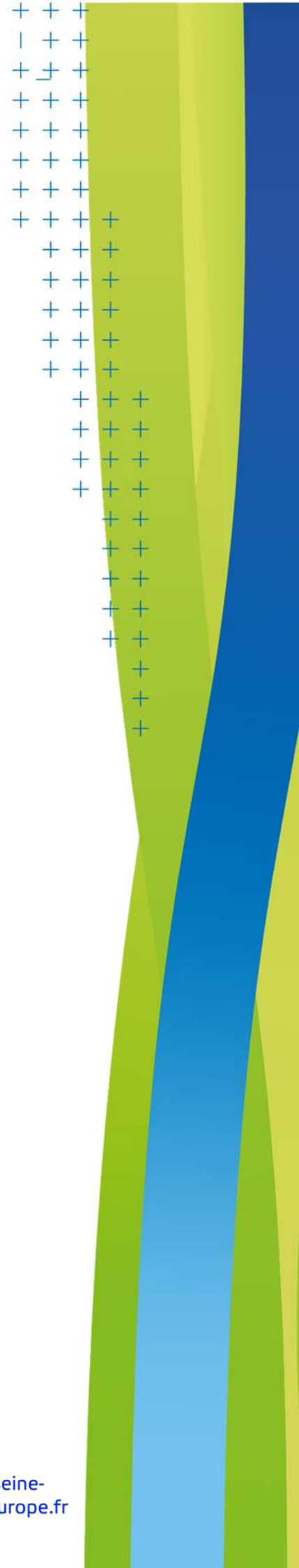




Informez, 4 mois avant leur mise en œuvre, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, de toute installation ou modification majeure d'emprise de travaux impactant l'environnement et les riverains du chantier ainsi que les dispositifs de communication chantier,

Informez le référent au sein de la DPTE dans les 24 à 48 heures de toute décision de travaux perturbant l'environnement et les riverains des chantiers, de toute demande d'arrêté de voirie.

Le non-respect de ces délais, jalons et obligations d'informations entraînera, sur simple constat du Maître d'œuvre ou d'un représentant de la DPTE l'application de pénalités prévues au CCAP.



Partenaires financiers



[www.
canal-seine-
nord-europe.fr](http://www.canal-seine-nord-europe.fr)